

مركزنا من لاصح



Le Monde

QUINQUANTES-QUATRIÈME ANNÉE - N° 16653 - 7,50 F - 1,13 EUR

MERcredi 12 AOÛT 1998

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

ANNONCES CLASSÉES

Trois pages d'offres d'emplois (p. 18 à 20)

Fin de l'occupation par les sans-papiers de la nonciature apostolique



Voyages en utopies

Entre Seychelles, Maldives et Ile Maurice, l'embryon de la première île artificielle, Aurotopia Saya, existe depuis le 9 mars 1997. Deuxième volet de nos voyages en utopies illustrés par Jean-Claude Mézières. p. 9 et notre grand jeu de l'été p. 24

Attentats : l'enquête

Premiers indices à Nairobi et Dar es-Salaam alors que les États-Unis offrent une prime de 2 millions de dollars. p. 3

Canicule et pollution

Les records de chaleur ont été battus dans plusieurs régions de France. Lundi, quatorze agglomérations ont dépassé le niveau 2 de pollution. p. 24

Nouvelle victoire des talibans

Avec la prise de Mazar-i-Sharif, capitale de l'opposition, les talibans contrôlent plus de 80 % de l'Afghanistan. p. 3

Communication : alliance à trois

Intenses négociations entre les trois géants de l'audiovisuel européens - Kirch, Berlusconi et Murdoch - sur fond de remise à plat des droits de retransmission des matches de football. p. 12

Trop d'hippodromes !

Face à la désaffection du public pour les 250 champs de courses de l'Hexagone, les sept hippodromes d'Ile-de-France tentent de réduire leurs déficits en se diversifiant. p. 7

Le monde de Pythéas

Vers 330 avant Jésus-Christ, le navigateur grec Pythéas se serait aventuré dans l'Atlantique jusqu'à Thulé, identifiée comme l'Islande ou les Îles Shetland. Aujourd'hui, certains parlent de pure fiction. p. 14

Vins du Languedoc

Nous continuons notre tour de France par trois visites dans le vignoble de Pic-Saint-Loup, l'un des douze terroirs qui composent l'appellation coteaux-du-languedoc. p. 15

Abonnement 3 DM; Asie-Pacifique, 9 F; Australie, 26 ATS; Belgique, 40 FB; Canada, 2,50 \$ CAD; Chine-Peuple, 200 F CFA; Danemark, 15 KR; Espagne, 225 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 450 DR; Irlande, 1,40 £; Italie, 2000 L; Luxembourg, 40 FF; Maroc, 10 DH; Norvège, 14 RON; Pays-Bas, 3 Fl.; Portugal, 200 PTE; République, 9 F; Sénégal, 850 F CFA; Suède, 10 KR; Suisse, 2,10 FF; Tunisie, 1,2 Din; USA, DM, 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147-812-7,50 F



La Chine défiée par les eaux et les spéculateurs

● La crue du Yang-tseu n'est toujours pas maîtrisée ● Près de 250 millions de Chinois sont touchés ● Pékin ne dit pas toute la vérité sur la catastrophe ● Les inondations auront de lourdes conséquences économiques ● Menacé de dévaluation, le yuan est attaqué sur les marchés

LES INONDATIONS du fleuve Yang-tseu ont atteint des proportions historiques par le nombre des populations affectées, que Pékin estime à près de 250 millions de personnes, et par la surface colossale qui se retrouve sous les eaux : 21 millions d'hectares de terres arables, soit près de la moitié de la superficie de la France. Cette catastrophe débordante du cadre habituel des calamités qui frappent la Chine avec une fréquence en rapport avec le gigantisme du pays. Elle n'aurait fait, à en croire le gouvernement, « que » quelque 2 000 morts, mais le bilan sera vraisemblablement revu à la hausse. Six millions de foyers ont déjà perdu leur toit. Par ses conséquences humaines, économiques et écologiques, cette catastrophe ne concerne plus seulement la Chine. Pourtant, les autorités démentent au monde extérieur tout droit de regard sur la tragédie du Yang-tseu. Les causes naturelles de ce désastre sont des pluies d'ivraimées enregistrées



depuis des semaines. Mais l'incertitude et le bureaucratisme du système en ont sans nul doute accentué les conséquences humaines. Le dispositif ancien de gestion du fleuve n'est plus entreteenu. Les fonds financiers sont canalisés vers des projets hydrauliques contestés, tel le barrage des Trois-Gorges. Les inondations peuvent coûter un point de croissance économique à Pékin et nourrir à ce titre les interrogations sur l'avenir de la monnaie chinoise. Après le yen japonais, le yuan est attaqué sur les marchés, bien qu'il ne soit que peu convertible. Pour la troisième journée consécutive, la banque centrale chinoise est intervenue, mardi 11 août, pour soutenir le yuan. Pékin a adressé un avertissement aux « spéculateurs ». Mais les tensions relancent les craintes d'une dévaluation chinoise.

Lire pages 2 et 11 et notre éditorial page 10

Le succès des portables provoque une saturation des réseaux

DEPUIS le début de l'été, l'explosion de la demande en téléphones portables a pris de cours les professionnels et provoqué une « surchauffe » sur les réseaux. En deux mois, France Télécom a gagné plus de 400 000 abonnés, SFR 250 000 et Bouygues Télécom 140 000. Lignes encombrées, service commerciaux injoignables, retards de facturation et incidents informatiques... la clientèle est exaspérée. Aujourd'hui, près de 15 % de la population française est équipée. Les prévisions des opérateurs, qui tablent sur un taux d'équipement de 17 % à la fin de l'année, vont être largement dépassées. Selon l'Autorité de régulation des télécommunications (ART), en 2002, il devrait atteindre les 50 %.

Lire page 6

Quand le Labour envoyait les chômeurs dans des camps de travail forcé

LONDRES de notre correspondant. Soixante ans après, les Britanniques découvrent une page noire de leur histoire sociale : la création par le gouvernement travailliste de Ramsay MacDonald de 250 camps de travail forcé par lesquels ont transité 250 000 jeunes chômeurs à partir de 1929 et jusqu'à la déclaration de guerre, dix ans plus tard. Dans le cadre d'un programme intitulé « New Deal », formule qui connaîtra ensuite son heure de gloire aux États-Unis sous la présidence Roosevelt, des sans-emploi étaient contraints de travailler pendant trois mois dans un état de quasi-esclavage dans ces établissements disséminés dans tout le pays. Et ceux qui refusaient perdaient leurs indemnités de chômage. Ce programme, lancé par celui qui est considéré comme l'un des fondateurs du Labour, posait en postulat que l'unique moyen de faire chuter le chômage était de maltraiter les sans-emploi pour les obliger à accepter ensuite les travaux les plus bas. Autrement dit, de créer une situation où tout emploi, quel qu'il soit, leur semblerait préférable au sort qui était le leur dans ces camps d'internement. Les pensionnaires étaient ainsi riviés à des tâches ingrates pendant neuf heures d'affilée. Ils ne

recevaient qu'un maigre salaire duquel étaient déduits les frais de nourriture et d'hébergement, qui plus est dans des taudis immondes. L'uniforme ressemblait à s'y méprendre à la tenue des prisonniers de droit commun. Ces jeunes chômeurs devenus forcés cassaient des pierres pour construire des routes ou défrichaient les forêts. Parfois, ils travaillaient pour de grands propriétaires terriens qui disposaient là d'une main-d'œuvre agricole docile, quasi gratuite. « L'expérience était inhumaine et dégradante. Avec le recul, notre traitement n'était guère différent de celui infligé par les nazis à leurs prisonniers », se souvient Willie Eccles, envoyé à l'âge de dix-huit ans pendant trois mois au camp de Glenbranter, dans l'ouest de l'Écosse. Sur place, ces jeunes subissaient parfois des brutalités physiques de la part de gardiens tyranniques. « Seules les chaînes marquaient. Les responsables étaient odieux. Personne ne voulait rester, mais on n'avait pas le choix », s'enchérit Charles Ward, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-cinq ans et passé par le même camp d'internement en 1932. C'est grâce à l'obstination de deux chercheurs, David Colledge et Warren Lakin, que le drame a été dévoilé par le Sunday Times dans

son édition du 9 août. Ces révélations dérangent les autorités, qui ont tenu si longtemps ces faits sous silence, les dossiers individuels ayant été détruits pendant la guerre. Cette tragédie n'est pas sans rappeler la douloureuse histoire, dévoilée seulement en 1993, des milliers d'enfants maltraités et contraints à une émigration forcée avant et après la seconde guerre mondiale afin de peupler l'Empire. Autres temps, autres mœurs, a commenté en substance un porte-parole du ministère de l'éducation et de l'emploi. Mais on l'a senti un tantinet embarrassé. Cette tragédie est en effet révélée peu après le lancement en grande pompe, en avril, par Tony Blair d'un plan de retour à l'emploi des chômeurs de longue durée. Financé par une taxe sur deux ans imposée aux entreprises privatisées durant les dix-huit dernières années de pouvoir conservateur, ce plan prévoit que les sans-emploi âgés de moins de vingt-cinq ans risquent la perte de leurs allocations de chômage s'ils refusent les propositions d'emploi qui leur sont faites. Le nom de ce programme porte-drapeau du New Labour ? Le « New Deal ».

Marc Roche

35 heures : pendant l'été, on négocie

DÉFINITIVEMENT promulguée le 13 juin, la loi sur la réduction du temps de travail est battue en brèche par l'accord conclu le 28 juillet, dans la métallurgie, par le patronat, FO, la CFTC et la CFE-CGC. En dépit de cet accroc, des négociations sont programmées ou se sont ouvertes dans les branches et, surtout, dans les entreprises, que les syndicats y soient présents ou pas : l'article 3 de la loi Aubry généralise, en effet, le recours au « mandatement », système qui permet aux salariés dépourvus de représentation syndicale de conclure des accords avec leurs employeurs, avec l'aide d'une organisation syndicale extérieure. Les confédérations peuvent ainsi s'attaquer aux « déserts syndicaux ». FO redoute les effets pervers de ce dispositif.

Lire page 5

L'Europe élargie ou les conflits de voisinage

LE PLAN de stabilité pour l'Europe, jadis conçu par un premier ministre nommé Edouard Balladur, prévoyait que seuls les pays ayant réglé leurs problèmes avec leurs voisins pouvaient prétendre entrer un jour dans l'Union européenne. C'était en 1993-1995. L'incitation n'était pas négligeable. La Pologne passa des accords avec la Lituanie, la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie... la Hongrie avec la Roumanie ; même la Slovaquie trouva un arrangement au moins théorique avec Budapest sur le sort de sa minorité magyare. Les deux premiers furent ainsi, pour cette raison et pour d'autres plus économiques, mises sur la liste des candidats les mieux placés pour le prochain élargissement. La volonté de ne pas importer dans l'Union européenne les « procès pour murs moyens », comme disait Paul Nizan, est tout à fait compréhensible. L'intégration européenne soulève suffisamment de difficultés en elle-même pour que l'UE ne puisse se permettre de traiter en son sein des questions héritées bien souvent de l'effondrement des Empires ottoman ou austro-hongrois après la première guerre mondiale. Si elle avait appliqué cette règle au début des

années 80, la Communauté n'aurait pas aujourd'hui à gérer les conséquences du différend gréco-turc. Et, même si les Chypriotes peuvent faire valoir de bons arguments en faveur de leur adhésion, on comprend que les Quinze - ou les Quatorze, si l'on met la Grèce à part - veulent y regarder à deux fois avant d'accepter une île divisée. Toutefois, les exigences du plan Balladur réaffirmées par plusieurs décisions du conseil européen ne suffisent pas à écarter tous les risques. D'abord, des querelles de voisinage supposées éteintes peuvent se réveiller, même entre partenaires bien disposés. Ensuite, l'Union européenne, en s'élargissant, se donne de nouvelles frontières, plus insolites, peut-être moins assurées. Avec l'augmentation du nombre des États membres, les cas litigieux ont tendance à s'accroître, comme la disparité des intérêts. Déjà, après l'élargissement de 1995, l'Union européenne s'était retrouvée, grâce à la Finlande, avec une frontière de plus de 1 000 kilomètres avec la Russie. Une première !

Daniel Vernet

Lire la suite page 10

Salzbourg enchanté



LORIN MAAZEL

POUR LA PREMIÈRE de Don Carlo, de Verdi, Salzbourg a connu l'une de ses soirées les plus brillantes. Lorin Maazel a montré une fois encore qu'il appartenait au cercle fermé des chefs exceptionnels, dirigeant l'Orchestre philharmonique de Vienne et une distribution vocale idéale emmenée par Sergueï Larin, Carlos Alvarez et Marina Mescheriakova.

Lire page 21

International	2	Tableau de bord	12
France	5	Aujourd'hui	14
Société	6	Actualités classées	15
Régions	7	Abonnements	15
Carnet	8	Météorologie, jeux	17
Horizons	9	Culture	21
Entreprises	11	Guide culturel	22
Communication	12	Radio-Télévision	22

Un cahier spécial de 40 pages avec le Monde de daté samedi 15 août

مركزنا من الامل

CATASTROPHE Le débordement du fleuve Yang-tseu a pris une tournure de catastrophe nationale d'une rare ampleur par la surface inondée, près de sept fois supé-

rieure aux inondations les plus graves survenues jusqu'alors en Chine populaire, et la masse de population affectée, un quart de milliard de personnes de l'aveu du

gouvernement. Si le bilan officiel des victimes demeure faible à en croire les autorités, le coût matériel sera probablement très élevé. LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE pâtira

davantage au moment où la Chine est déjà en proie aux difficultés combinées qu'occasionnent les crises financières de la région et la restructuration de son secteur

industriel public déficitaire. LA TRANSPARENCE n'est pourtant pas à l'ordre du jour vis-à-vis du drame humain gigantesque en cours. (Lire aussi notre éditorial page 10.)

Les inondations du fleuve Yang-tseu sont pour Pékin un test politique

Le débordement des eaux a pris des proportions colossales. Plus de 240 millions de personnes sont « affectées à des degrés divers ». Les polémiques rebondissent sur la gestion du système hydraulique par un gouvernement qui peine à reconnaître ses erreurs

AUCUN RÉPIT n'était attendu dans les inondations en Chine, alors que des pluies importantes se sont remises à tomber sur le bassin supérieur du fleuve Yang-tseu depuis 48 heures. D'ores et déjà, les autorités reconnaissent que les conséquences de la catastrophe sont plus lourdes que lors des inondations de 1954, plus récente année de référence pour un débordement de cette ampleur, même si le bilan des victimes en est largement inférieur (officiellement plus de 2 000 morts cette année contre plus de 30 000 il y a 45 ans).

Par ailleurs, un nouveau typhon, le troisième de la saison, devait frapper la province méridionale de Canton en fin d'après-midi mardi 11 août. Pendant ce temps, des inondations également importantes ont été signalées dans le Nord-Est (provinces de Heilongjiang et du Jilin en Mandchourie) et en Mongolie-Intérieure.

Pour le fleuve Yang-tseu proprement dit, l'inquiétude venait mardi de la poursuite des pluies dans une grande partie de la province du

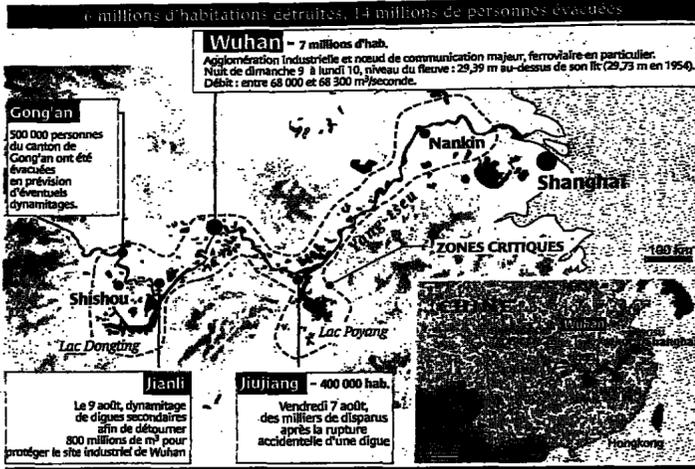
Sichuan (Sud-Ouest), faisant craindre à nouveau pour la ville de Wuhan. Le quatrième pic de crue de la saison était pourtant passé lundi sans faire de dégâts. A 150 km en amont de Wuhan, à Shashi, l'eau a subitement recommencé à monter lundi pour se stabiliser à 44,59 mètres mardi matin. La destruction préventive des digues en ce point du fleuve, visant à en décharger le cours principal, interviendrait si l'eau remontait à la cote de 45 mètres.

Plus de 21 millions d'hectares de terres arables – soit près de la moitié de la superficie de la France – sont sous l'eau. C'est plus de six fois la surface affectée en 1954. Par comparaison, les populations affectées – plus de 240 millions d'habitants selon le gouvernement – représentent la moitié de l'ensemble de la population chinoise estimée à la date de la fondation du régime en 1949.

Le premier ministre Zhu Rongji, qui a effectué ces derniers jours des visites d'inspection dans les zones

inondées, n'a pas caché son inquiétude, mettant en garde contre de nouvelles ruptures de digues du Yang-tseu dans les jours à venir.

Par ailleurs, on assiste à une recrudescence de la polémique sur le bien-fondé du barrage des Trois-Gorges, en cours de construction à l'entrée du cours moyen du Yang-tseu. Le président du groupe californien de pression International Rivers Network, Philip Williams, a estimé que « ce qui se passe actuellement illustre de façon criante l'échec de la politique de la Chine contre les inondations. La Chine construit des projets gigantesques tels que les barrages des Trois-Gorges et de Xiaolangdi (sur le fleuve Jaune, dans le Nord) en négligeant le système de gestion des inondations dont elle dispose déjà ». Déclaration à laquelle a répliqué le gouvernement par la voix d'un scientifique, le professeur Liu Chongrong, en soulignant que « la nécessité » de ces travaux tout en concédant que d'autres ouvrages – barrages et réservoirs – seraient indispensables pour enfin maîtriser ce fléau. (D'après AFP, Reuters.)



Jiang Zemin, un nom prédisposé

Dans l'Empire des signes, quoi de plus symbolique que le nom du plus haut dirigeant ? De ce point de vue, les inondations en cours s'expliquent le plus simplement du monde : Jiang Zemin, héritier de la dynastie communiste fondée par Mao Zedong, a trop d'eau dans son nom. Jiang, son patronyme, signifie « fleuve ». Ze, premier caractère de son prénom, désigne un étang ou un marais. Min, deuxième caractère du prénom, veut dire « peuple ». Par extension, sans même forcer le trait, le nom complet peut se comprendre comme un fleuve qui déborde en une immense étendue d'eau stagnante, laquelle envahit le peuple... Ainsi vont les croyances populaires dans la Chine du même nom.

Croyances qui servent en particulier quand, faute de débat public, il faut bien, devant l'ampleur d'un désastre, se raccrocher à des explications qui n'en sont pas : le Ze du prénom de Mao était le même marécageux caractère que celui de Jiang Zemin, et personne n'y vit la cause des inondations catastrophiques de 1954.

Même s'il ne s'agit pas nécessairement des « inondations du siècle », la crue dévastatrice que connaît le Yang-tseu devrait logiquement donner lieu à un vaste débat politique

ANALYSE La crue aura-t-elle un effet déclencheur à la manière de Tchernobyl ?

– n'était que cette dimension de la vie publique n'existe pas en Chine. La question est donc de savoir si elle peut précisément avoir pour effet de favoriser l'émergence d'un tel débat, tant sont vastes et dramatiques les enjeux.

Car ce n'est pas la pluie qu'il faut blâmer en premier lieu pour ce spectaculaire débordement affectant quelque 240 millions de Chinois. La pluie est, dans cette région, un phénomène constant qui provoque des inondations depuis si longtemps qu'on ne peut pas imaginer qu'elle constitue, même sur une échelle inhabituelle, une surprise.

Plus surprenant, en revanche, est le fait que sept années consécutives

La catastrophe pourrait favoriser une évolution du pouvoir

d'inondations n'ont pas provoqué une réflexion sérieuse au sein de l'administration chinoise sur les conséquences d'un laisser-faire généralisé, ces dernières années, dans la gestion du problème hydraulique, de l'utilisation des terres, de l'équilibre de l'écosystème, alors même que ce gouvernement dispose – du moins s'affirme-t-il – des moyens d'imposer des solutions drastiques qui seraient, ailleurs, difficiles à mettre en œuvre. Les lobbies, les groupes de pression, les groupes d'action publique, sont autant de constantes des sociétés démocratiques qui n'existent pas en Chine, où commentent seulement à pointer sur la carte politique. Il n'existe pas d'opposition constituée, susceptible de menacer le gouvernement ou le Parti communiste, un signe de « la supériorité du socialisme ».

Pourtant, tous les ans, le fleuve déborde. Tous les ans, des millions de gens sont jetés sur les digues, entassés dans des refuges, condamnés à mendier auprès de l'État des moyens de survie chèrement distribués.

Pour se défendre, l'État, ou ce qui en tient lieu, affirme qu'un de ses projets maamouths, le barrage des Trois-Gorges, aurait, s'il avait été achevé, sensiblement réduit l'impact de la crue en cours, donnant aux autorités une capacité de

réguler le débit de façon satisfaisante. Si c'est vrai, il faut s'en féliciter. Mais les critiques timides que tentent d'opposer les milieux écologistes à sa construction ont été traitées comme autant de remises en question intolérables d'une raison d'État se concevant comme infaillible.

Or, infaillible, on sait bien que cette raison d'État ne saurait l'être. Les chefs du régime le reconnaissent eux-mêmes, sans en tirer les conséquences politiques.

D'ores et déjà, on prévoit qu'au-delà du drame humain, le coût financier des inondations risque de dépasser largement les 5 milliards de dollars initialement avancés par certains. Il devrait, en outre, en résulter une difficulté supplémentaire à atteindre en 1998 un taux de croissance économique de 6 % à 8 %, la fourchette sur laquelle s'était replié le gouvernement après avoir constaté que l'objectif initial de 8 % ne pouvait être réalisé.

Plus grave peut-être, c'est un nouveau front social qui risque de s'ouvrir pour le gouvernement si d'ici quelques jours les inondations sont interprétées par la paysannerie comme un nouvel échec à garantir la croissance économique. Déjà, la grève est patente dans le secteur industriel public, où l'arme de la grève n'est plus exceptionnelle face aux tentatives de restructuration et de privatisation déguisée. Dans les milieux d'affaires, la dévotion qu'a constituée, en 1997-1998, l'éclate-

ment des crises financières asiatiques, est venu créer la morosité, et une pression sur la monnaie se fait à nouveau sentir, que les dirigeants vont avoir du mal à endiguer au vu des difficultés générales dans la région.

Dans le système peu transparent qui prévaut en Chine, un tel désastre pourrait pourtant servir de déclencheur politique, à la manière de la catastrophe de Tchernobyl dans l'URSS agonisante. Pékin pourrait décider d'en faire le tremplin d'une opération « portes ouvertes » sur la misère, acceptant enfin que le monde extérieur puisse montrer sur le terrain sa compassion pour les populations affectées. On n'en a pas encore pris le chemin, semble-t-il. A preuve, les difficultés faites aux journalistes étrangers qui tentent de se rendre sur place ; les méthodes du gouvernement, qui accepte l'aide d'organisations humanitaires étrangères à condition qu'elle soit canalisée par ses soins, de manière à s'en prévaloir ; ou le fait que les organes de propagande du régime, loin de faire la lumière sur l'ampleur des souffrances occasionnées par le débordement occasionnel du fleuve, s'attachent surtout à démontrer la bravoure des soldats volant au secours des victimes – héroïsme dont personne ne doute mais qui ne rend compte que très imparfaitement de l'acuité du drame.

Il n'est toutefois pas impossible que loin de la scène publique, où la catastrophe se joue sur un mode éprouvé – encore qu'elle soit tenue bien moins secrète que de précédentes, comme la terrible famine de 1959-1961, ouverture obligeant quand même quelque peu – se déroule une certaine maturation interne du pouvoir sur la réponse à apporter à la crise. Déjà, des dissidents s'affichent en lançant leurs propres « cotisations pour les victimes ». C'est là un geste de défi que les autorités peuvent difficilement condamner au plan moral, quelles qu'en soient les intentions secondes, au premier rang desquelles se trouve un besoin de reconnaissance politique.

Par ailleurs, l'effet de retour peut également jouer à partir de Hongkong, l'ex-colonie britannique redévenue chinoise. Bien que la crise financière n'incite pas aux largesses, il ne serait pas étonnant de voir les Hongkongais se mobiliser pour organiser des collectes en faveur des victimes, avec pour arrière-pensée le souhait d'acheter ainsi une certaine marge de manœuvre locale, en tant que bienfaiteurs ayant agi dans l'intérêt commun en temps de détresse nationale. Il existe une longue tradition de cette « politique de la charité » en Chine, qui s'est manifestée, au fil des siècles, entre autres, de pouvoir décliné dans des guerres civiles.

Francis Deron

LES TROISIÈMES CYCLES DE L'ISG

Ciblez les métiers en développement

- Marketing stratégique, développement et communication commerciale
- Création, reprise et management de PME
- Ingénierie d'affaires et négociations internationales
- Finance internationale, trading et marchés des capitaux
- Audit, conseil et contrôle de gestion
- Gestion des Ressources Humaines et organisation des entreprises
- Logistique et grande distribution
- Management et nouvelles technologies : du multimédia au commerce électronique
- Droit et management des affaires européennes / euro transactions
- Communication globale et information

15 mois de spécialisation, 8 mois de pratique (pré-emploi) en entreprise.

Admission : BAC + 4, BAC + 5 - CARTES D'ENTRÉE (payées à l'entrée de l'école)

ISG

DONNEZ RAISON À VOS AMBITIONS

Contact : Marion Maury
ISG - 8, rue de Lota 75116 Paris - Tél. 01 56 26 26 26
ÉTABLISSEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ RECONNU PAR L'ÉTAT

Quand « Vieux Li » voit sa digue menacée de dynamitage

POUR PRENDRE la pleine mesure du drame humain que représentent les inondations de cette année en Chine, une fois de plus, il faut sans doute les voir avec les yeux de quelque Vieux Li, ou Vieux Wang, paysans lambda de quelque district du cours moyen du Yang-tseu, ce fleuve qui incarne dans la légende chinoise la cruauté de la nature... et de l'homme.

Vieux Li, ou Vieux Wang, est peut-être né dans le premier quart du siècle, quand les guerres empêchaient les hommes d'entretenir le système bilinéaire de contrôle du fleuve. Système bâti sur la corvée, qui ne permettait de parer qu'à des crues moyennes, mais avait le mérite d'exister.

Puis vint la dernière guerre, qui donna naissance à un régime prometteur, un régime qui, certes, encadrerait la population plus énergiquement encore qu'elle ne l'avait jamais été dans le passé, mais qui avait au moins l'avantage, aux yeux de Vieux Li-Vieux Wang, d'organiser l'essentiel : des travaux de terrassement colossaux, impossibles autrefois à entreprendre à l'échelle du village ou de la bourgade. Avec ces murailles, le lit du fleuve le plus meurtrier de Chine serait, c'était sûr, maintenu fermement en place. Les terres le bordant seraient convenablement irriguées, au lieu d'être épisodiquement emportées par les flots.

Les troubles qui suivraient l'installation des

communistes – l'impitoyable exécution publique des grands propriétaires fonciers, la terrible famine du Grand Bond en avant, la révolution culturelle même – n'entameraient pas fondamentalement la foi des Vieux Li et Vieux Wang dans le système. Tout au plus applaudiraient-ils, soulagés, quand, à la mort de Mao, le nouveau Timonier, Deng Xiaoping, approuva la redistribution individuelle des terres. C'en était heureusement fini des errements et carences du système collectiviste.

NOUVELLES TERRES

Mais ni Vieux Li ni Vieux Wang – ni, plus grave, leurs gouvernants – ne virent venir le plus grand danger menaçant le fragile équilibre socio-économique auquel ils pensaient être parvenus enfin : l'héritage de la catastrophique croissance démographique voulue par Mao pour que la Chine puisse s'affirmer comme une puissance indestructible. Ici, par endroits, la population fit plus que tripler ou quadrupler en une génération et demie.

Pour nourrir des Li, des Wang par millions, et surtout leurs enfants, il fallut les installer sur de nouvelles terres, gagner sur la surface non cultivée qui était, par le passé, assignée aux éventuels débordements du fleuve, pour que son trop-plein se range sagement dans les lacs bordant le bassin, désormais peuplé de plus de

200 millions d'habitants. Puis l'industrialisation s'y mit, qui rognait elle aussi sur la place disponible.

Le gouvernement, bon prince, donna aux paysans des moyens pour ériger de nouvelles digues pour protéger les cultures. Bientôt, c'est-à-dire en dix ans environ, le bassin d'épanchement des eaux de crue rétrécit en une proportion considérable. Tout au moins Li, Wang et leur famille virent-ils leur production céréalière augmenter sensiblement, donnant quelque sens à l'idée selon laquelle « seul le socialisme [entendre : seuls les gouvernants actuels] peut sauver la Chine [comprendre : des catastrophes qui l'ont tant maltraitée dans le passé] ».

Ce sont précisément certaines de ces levées, dites « secondaires », que les autorités ont fait sauter ces derniers jours, rendant les terres à la fureur du fleuve. Ce qui explique qu'après tant de décennies de tourments, des paysans en viennent aujourd'hui à faire le coup de poing, comme l'ont indiqué plusieurs témoignages, avec les représentants armés de l'autorité qui cherchent à les évacuer des digues avant de les faire sauter. Tout à coup, c'est un système de foi dans l'autorité qui paraît à nouveau s'inverser.

F.D.

Les talibans...
maîtres des...
de l'Afghanistan...

Les talibans...
maîtres des...
de l'Afghanistan...
L'Organisation...
de la sécurité...
internationale...
a condamné...
les talibans...
à l'extrémisme...
religieux...
et à la violence...
contre les civils...
et les étrangers...
Le régime...
talibane...
a refusé...
de coopérer...
avec les...
autorités...
internationales...
pour...
mettre fin...
à la violence...
et à la...
violation...
des droits...
de l'homme...
Le...
gouvernement...
afghan...
a déclaré...
qu'il...
reconnait...
la...
souveraineté...
de l'Afghanistan...
et...
l'indépendance...
de son territoire...
Il a...
également...
déclaré...
qu'il...
reconnait...
la...
souveraineté...
de l'Afghanistan...
et...
l'indépendance...
de son territoire...
Il a...
également...
déclaré...
qu'il...
reconnait...
la...
souveraineté...
de l'Afghanistan...
et...
l'indépendance...
de son territoire...

مذاب من لاصحل

Les talibans sont maîtres des trois quarts de l'Afghanistan

La désunion de l'opposition a précipité sa défaite

ISLAMABAD

de notre envoyé spécial
Quatre ans après leur apparition sur la scène afghane, les talibans contrôlent aujourd'hui plus de 80 % du pays et la prise de Mazar-i-Sharif, « capitale » de l'opposition et seule grande ville d'importance qui leur échappait, est une victoire tout autant politique que militaire. Après deux jours passés à nettoyer les dernières poches de résistance et à ramasser les armes, les talibans contrôlaient totalement lundi, selon des sources indépendantes, cette ville de 500 000 habitants qui était caïme.

Un porte-parole de l'opposition, Ahmed Wali Massoud, frère du commandant Ahmed Shah Massoud, a reconnu l'échec de la tentative de reprise de la ville où, selon lui, « à un manque de munitions et de coordination » entre les forces de l'opposition. Cette dernière remarque souligne un état de fait : les divisions de l'opposition sont sans doute l'une des raisons essentielles de la victoire des « étudiants en théologie ». Face à une milice islamique déterminée, parfaitement motivée et prête à tout pour asséoir son pouvoir, l'opposition afghane n'a jamais su s'unir. « Au lieu de mener des actions conjuguées, les trois têtes de l'opposition [le général ouzbek Abdoul Rachid Dostom, Karim Khalil, chef du Hezb-i-Wahdat, le parti chiite de l'ethnie hazara, et le commandant Massoud] n'avaient pour souci prioritaire que de s'épauler les uns les autres, jouant pour cela sur toutes les factions minoritaires », explique un spécialiste.

De plus, au fil des mois, des divisions étaient apparues au sein même de chaque faction de l'opposition dont les commandants locaux réagissaient au gré de leurs intérêts. Marginalisés, car sans réelle force, l'ancien président Burhanuddin Rabbani était l'incapable de jouer un quelconque rôle unificateur. La perte de Mazar-i-Sharif, qui fragilise considérablement l'opposition et réduit sa capacité de manœuvre, permettra-t-elle un sursaut ? On peut en douter malgré l'assurance donnée par Ahmed Wali Massoud, selon lequel « une contre-attaque était en préparation et pouvait être lancée à tout moment ».

Four Hinstant, repliés à Haïrat, port frontalier de l'Ouzbékistan sur le fleuve Amou daria, les forces du général Dostom, le plus grand perdant de cette offensive, tentent pour leur survie. Les 3 000 à 5 000 chiites du Hezb-i-Wahdat qui contrôlaient Mazar-i-Sharif depuis mai 1997 ont

disparu et tentent vraisemblablement de gagner leur massif montagneux du Hazarajat au centre du pays d'où ils peuvent tenter de résister un moment. « La tenue de Mazar-i-Sharif était une question de survie pour les chiites », souligne un expert militaire. « C'est par là qu'ils recevaient une grande partie de leur aide, en particulier de l'Iran. » Reste le commandant Massoud qui a prouvé par le passé sa capacité à se sortir de situations difficiles. Mais ses voies d'approvisionnement avec le Tadjikistan risquent d'être désormais coupées après la chute, mardi, de la ville de Taloqan, chef lieu de la province de Takhar, bastion de l'opposition dans le Nord-Est et principal aéroport utilisé par le Lion du Panjab pour recevoir son aide depuis l'Etat tadjik. Une victoire d'importance, qui, après celle de Mazar-i-Sharif, asséoit un peu plus le pouvoir talib sur les terres d'un commandant Massoud de plus en plus isolé.

DISCRETION AU PAKISTAN

Les talibans veulent consolider leur victoire tout en s'appuyant à lancer d'autres offensives pour s'emparer de Haïrat au nord et de Samangan au sud vers la province de Bamïyan, contrôlée par les chiites. Les talibans, qui n'ont pas l'intention de s'arrêter en si bon chemin, ont d'ailleurs lancé un appel aux étudiants des madrasas (écoles religieuses du Pakistan) pour venir grossir leurs rangs. Des milliers de jeunes Afghans et Pakistans étudient dans ces écoles, créés par le mouvement taliban. Selon Manalana Sami-Ul-Haq, chef d'une des grandes écoles, interrogé par l'AFP, plus de mille étudiants ont déjà rejoint ce dernier week-end l'Afghanistan. Toutes les écoles religieuses du nord-ouest du Pakistan ont été fermées pour deux semaines à la demande du mollah Mohammed Omar, chef suprême des talibans, pour permettre aux étudiants de rejoindre le front afghan.

Principal soutien des talibans, le Pakistan est resté discret après la victoire de ses alliés à Mazar-i-Sharif, démentant même toute aide aux talibans. Le nouveau ministre des affaires étrangères, Sartaj Aziz, a réaffirmé lundi que seul un gouvernement représentant toutes les ethnies, partis et groupes pouvait diriger l'Afghanistan. En réponse à la question de savoir si le Pakistan allait désormais chercher à obtenir la reconnaissance des talibans par l'ONU, il a rappelé que Islamabad avait reconnu les talibans parce qu'ils contrôlaient les deux tiers du pays. « Maintenant, ils ont étendu leur pouvoir aux autres parties. Nous espérons qu'ils gouverneront selon les principes et usages internationaux », a-t-il dit. M. Aziz a d'autre part réitéré que le Pakistan « ferait tout ce qu'il peut » en faveur des diplomates iraniens qui se trouvaient samedi à Mazar-i-Sharif et dont le sort reste inconnu. « Nous avons fait les constats nécessaires et demandé aux talibans de protéger les diplomates iraniens », a-t-il affirmé.

L'Iran, qui affirme que ses diplomates ont été transférés à Kandahar, où réside le mollah Omar, a aussi demandé aux Nations unies et au CICR (Comité international de la Croix-Rouge) d'assurer la libération de ses agents. Le ministre des affaires étrangères iraniens, Kamal Kharazi, a notamment reçu du CICR la promesse de l'envoi d'une mission à Kandahar. Lundi, à la demande de Téhéran, l'ONU a évacué de Bamïyan vers Islamabad neuf ressortissants iraniens dont un diplomate. Selon des sources afghanes à Islamabad, des talibans détenaient d'autre part 250 iraniens qui se trouvaient à Mazar-i-Sharif comme « volontaires » aux côtés du Hezb-i-Wahdat.

A ce stade, il est certes prématuré de conclure à la fin de la guerre qui ravage l'Afghanistan depuis vingt ans. Mais, avec la prise de Mazar-i-Sharif et d'une grande partie des provinces du nord, les talibans ont pris un avantage certain qu'il leur reste désormais à concrétiser durablement.

DES SUSPECTS ont été arrêtés, lundi 10 août, dans l'enquête sur l'attentat contre l'ambassade des Etats-Unis à Dar es-Salaam, en Tanzanie, alors qu'à Nairobi, le FBI analysait minutieusement débris et décombres de la représentation américaine au Kenya. Le bilan des deux attentats s'est alourdi lundi soir, passant à 219 morts, dont 12 Américains, selon la télévision semi-officielle.

L'arrestation de suspects en Tanzanie a été confirmée par le sous-secrétaire d'Etat américain aux affaires africaines, Susan Rice, qui a déclaré à Washington que les autorités ont arrêté « trois groupes de suspects ».

À Nairobi, des enquêteurs américains ont inspecté lundi les épaves des véhicules, transportés par des bulldozers sur le terrain du quartier général des chemins de fer, situé en face de l'ambassade, où les policiers américains ont installé leur quartier général. Protégés par des bâches, des agents du FBI et des militaires américains ont passé au peigne fin, dans la plus grande discrétion, les carcasses de voitures, ainsi que les

débris de verre, à la recherche de la moindre preuve, dans un périmètre placé sous haute sécurité.

D'après M. Rice, « l'héroïsme des gardes [kenyans] a évité que le véhicule ne pénètre dans l'enceinte » de l'ambassade, ce qui aurait aggravé encore le bilan de l'attentat. Elle a expliqué que, selon les premiers éléments de l'enquête, les terroristes auraient amené leur véhicule à l'entrée arrière du bâtiment et ordonné aux gardes d'ouvrir la grille. Devant leur refus, ils auraient lancé contre eux « un engin explosif ». Le Washington Post a rapporté qu'« à l'entrée de service au moins une grenade a été utilisée pour tuer les gardes chargés d'une barrière de sécurité ». « Ce n'est qu'après l'attaque à la grenade que la bombe principale a explosé ».

Un garde kenyan, Josh Okindo, gravement blessé à la tête et à la poitrine, et qui souffre de problèmes respiratoires, a raconté de son lit d'hôpital à la télévision kenyane KTN que cinq hommes de type arabe ont conduit leur véhicule à l'entrée arrière du bâtiment de l'ambassade et ont ordonné aux

gardiens d'ouvrir la grille. Les gardes, munis seulement de matraques, leur ont refusé l'entrée. Les terroristes ont tiré à l'arme automatique lorsqu'ils ont vu s'approcher un « marine » américain armé. Au moins un « marine » a riposté, puis un des terroristes a lancé une grenade dans sa direction, selon M. Okindo.

TÉMOIGNAGES CONCORDANTS

Son témoignage correspond à celui d'autres survivants de l'attentat. L'ambassadrice américaine Prudence Bushnell, qui se trouvait dans un immeuble proche de l'ambassade au moment de l'attentat, avait raconté qu'elle avait entendu une première explosion avant l'éclat de la détonation.

L'ambassade avait une caméra de sécurité braquée sur l'arrière de l'édifice, mais les enquêteurs ne savent pas si le film a été épargné par l'explosion. Une caméra identique placée sur le toit de l'ambassade américaine en Tanzanie pourrait avoir filmé l'attentat de Dar es-Salaam. Lundi, M. Bushnell, elle-même

légèrement blessée dans l'explosion, est allée déposer une gerbe de fleurs sur les lieux de l'attentat, avant que les cercueils de 11 des 12 victimes américaines soient transférés vers l'Allemagne, où ils sont arrivés mercredi. La douzième victime, épouse d'un Kenyan, sera enterrée au Kenya.

La secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright devait partir le même jour pour l'Allemagne pour participer au rapatriement des dépouilles mortelles des victimes aux Etats-Unis. Elle a annoncé mardi, devant plusieurs centaines d'employés du département d'Etat, que le gouvernement américain avait offert 2 millions de dollars (32 millions de francs) de récompense pour toute information menant à la capture des responsables des attentats.

Sur place, les securistes ont continué à cruiser dans la nuit de mardi à mercredi, à l'intérieur de l'immeuble de Gateway House, voisin de l'ambassade, qui s'est effondré, pour tenter d'atteindre une femme qui serait encore vivante. - (AFP)

L'enquête sur les attentats de Nairobi et de Dar es-Salaam livre de premiers indices

Les Etats-Unis offrent 2 millions de dollars pour la capture des poseurs de bombes

Sur la base de témoignages recueillis par les enquêteurs, les gardes kenyans postés devant l'ambassade des Etats-Unis à Nairobi ont évité

une plus grande catastrophe en empêchant les poseurs de bombes de faire entrer leur véhicule piégé dans l'enceinte de la chancellerie. En Tan-

zanie, la police a arrêté trois groupes de personnes suspectées d'avoir participé à l'attentat contre l'ambassade à Dar es-Salaam.

GROUPE GENERALI

LE GROUPE GENERALI RENFORCE SA POSITION SUR LE MARCHE INTERNATIONAL

En 1997, l'activité a collecté 20.904 millions d'Ecu et dépassera 31.000 millions en 1998, plaçant le Groupe au troisième rang européen.

■ Groupe Generali: avec 109 compagnies d'assurances et 62 holdings, sociétés immobilières et agricoles, le Groupe Generali est présent dans 50 pays.

Chiffre d'affaires 1997: 20.904 millions d'Ecu (+16,1%), dont 81,4% sont réalisés dans l'Union européenne; 54% de l'activité proviennent de la branche Vie.

Investissements: 76.835 millions d'Ecu (en croissance de 14.116,2 millions d'Ecu sur un an); dont 64,8% d'obligations, 14,6% d'actions et 9,3% d'immobles.

Revenus financiers: 5.069,8 millions d'Ecu (+14,9%). Plus-values réalisées: 1.084,3 millions d'Ecu; plus-values latentes sur valeurs mobilières: 4.987,8 millions d'Ecu. Bénéfice consolidé: 531,2 millions d'Ecu.

Rentabilité du capital investi (ROE): 10,1% (8,7% en 1996).

■ La maison mère Assicurazioni Generali S.p.A. a clôturé l'exercice 1997 sur un bénéfice de 289 millions d'Ecu.

Dividende par action: 385 lire (0,198 Ecu), également attribué aux actions émises à la suite de l'augmentation de capital du mois de mars 1998, pour un montant total de 203,5 millions d'Ecu (+19,4%).

■ Les acquisitions réalisées en 1997 et au cours des premiers mois de 1998 ont été l'expression d'une stratégie visant à renforcer la place du Groupe sur le marché international.

En 1997, le Groupe a fait l'acquisition en Israël de Migdal, compagnie qui réalise 1.240 millions d'Ecu d'activité et détient 24% de part de marché.

Début 1998, la prise de contrôle (65,73% du capital pour 3.700 millions d'Ecu d'investissement) du troisième assureur allemand, le groupe Aachener und Münchener Beteiligungs-Aktiengesellschaft (AMB) dont l'activité s'élève à 8.865 millions d'Ecu, porte la part de marché de Generali de 1,5% à près de 8% (10% en assurances Vie).

En France, les sociétés GPA et Proxima, dont l'activité totalise 1.082 millions d'Ecu, ont été acquises pour 770 millions d'Ecu.

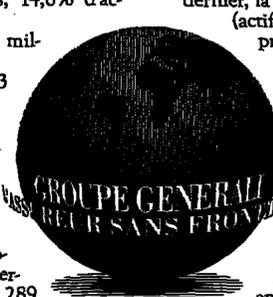
Pour financer ces opérations, la Compagnie a effectué une augmentation de capital de 2.061 millions d'Ecu, entièrement souscrite.

Generali a également acquis au mois de juillet dernier, la BSI - Banca della Svizzera Italiana (actifs gérés: 20.600 millions d'Ecu) au prix de 1.155 millions d'Ecu. Cette opération s'inscrit dans la cadre de la stratégie de renforcement de Generali dans le secteur de l'épargne.

Aujourd'hui, la totalité des actifs gérés par le Groupe dépasse 154.600 millions d'Ecu.

Dans l'ensemble du Groupe, d'importantes réorganisations ont été amorcées en France, en Espagne, en Allemagne, en Italie et en Grande Bretagne visant à améliorer l'efficacité et la rentabilité des sociétés opérationnelles.

■ Le Conseil d'administration, élu par l'Assemblée Générale des Actionnaires qui s'est tenue à Trieste le 27 juin dernier, a confirmé dans leurs fonctions le Président Antoine Bernheim, le Vice-Président Administrateur Délégué Gianfranco Gutty, le Vice-Président Francesco Cingano, et l'Administrateur Délégué Fabio Cerchiai.



Tous les chiffres ont été convertis en Ecu au change de F. 6,612

Direction Centrale à Trieste (Italie)

Le Groupe Generali opère en France au travers de Generali Vie (France), Generali France Assurances, Compagnie Continentale d'Assurances, Europ Assistance, Europenna de Protection Juridique, Fédération Continentale, La France Vie, L'Equité, Lunbe Assurances.

http://www.generali.com



Françoise Chipaux

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 12 AOÛT 1998

35 HEURES La loi Aubry sur les 35 heures prévoit de généraliser la procédure du mandatement, inscrite dans la loi Robien et destinée à permettre la négociation et la signature

d'accords sur la réduction du temps de travail dans les entreprises, petites ou moyennes, dépourvues de représentation syndicale. Le salarié mandaté peut recevoir l'aide de l'or-

ganisation représentative de son choix. LA CFTC, très favorable à ce système, qu'approuvent aussi la CGT et la CFE-CGC, en est la principale bénéficiaire. La CGT s'est ralliée

à cette méthode. FO, qui lui resta hostile, a obtenu du patronat de la métallurgie un texte qui vise à l'encadrer. **PLUSIEURS ACCORDS** ont déjà été signés par des salariés man-

datés. Les vacances ralentissent certaines négociations, mais la perspective de la rentrée scolaire semble inciter les entreprises à avancer dans les discussions.

Pendant les vacances, les salariés « mandatés » ne chôment pas

La loi Aubry généralise la procédure du mandatement dans les entreprises qui n'ont pas de section syndicale, afin que leurs salariés puissent négocier les 35 heures avec l'aide d'une organisation extérieure. Les premières données indiquent que cette méthode fonctionne

L'ACCORD signé, le 28 juillet, sur l'organisation du travail dans la métallurgie par le patronat du secteur avec FO, la CFE-CGC et la CFTC n'a pas seulement pour caractéristique de découpler la réduction du temps de travail des créations d'emplois qui devaient en découler. Il a permis à Force ouvrière de prendre sa revanche sur la CFDT en obtenant un encadrement du système de mandatement des salariés contenu dans l'article 3 de la loi Aubry (Le Monde du 25 juillet). Ce système, qui permet aux entreprises dépourvues de syndicats de signer des accords avec un ou des salariés mandaté(s) par une organisation syndicale extérieure, est défendu par la CFDT, la CFTC et la CFE-CGC ; il est combattu par FO et était aussi, jusqu'à son revirement récent, par la CGT.

Introduit une première fois dans le deuxième accord interprofessionnel du 31 octobre 1995 sur l'annualisation et la réduction du temps de travail, signé à l'époque par le CNPF et trois organisations syndicales, le mandatement n'a pris son essor qu'avec la loi Robien de juin 1996. La CFDT, principale organisation à défendre et à

promouvoir cette loi, en est aussi devenue la première bénéficiaire. Ainsi, selon le bilan annuel de la négociation collective pour l'année 1997, sur 660 accords signés avec des salariés mandatés ou des élus du personnel, 59 % l'ont été par la CFDT et 23 % par la CFTC, contre, respectivement, 7 % pour FO et 4 % pour la CGT. Dans la majorité des cas, les salariés mandatés sont conduits à adhérer au syndicat qui les a assistés, ce qui fait autant de nouvelles sections.

exemples évoqués ci-dessous montrent que la réduction du temps de travail commence à exister, sous forme de discussions, voire de documents signés, dans les petites et moyennes entreprises. Pour la CFE-CGC et la CFTC, comme pour la CFDT, l'accord avec le gouvernement est sur ce point total. Pragmatique, la CGT a opéré un virage à 180 degrés. Prenant acte de l'extension de la procédure du mandatement par la loi, Maryse Dumas a, en mai, au nom de sa centrale, déclaré : « Quoi qu'on pense de la loi, elle a au moins un mérite : nous obliger à reprendre pied dans notre terrain syndical et à le faire en termes revendicatifs, concrets et offensifs. » La centrale de Montreuil admet que le mandatement peut être un moyen de lutter contre les « départs syndicaux » dénoncés en 1994 par Louis Vianet. De son côté, l'UGICT (les cadres de la CGT) explique que « le mandatement va (...) constituer un enjeu majeur du déploiement à venir des différentes organisations syndicales représentatives dans les PMI-PME ».

Seule FO reste cantonnée dans son refus premier, comme en témoigne la résolution de son comité confédéral en juin : « Alors que cette loi [la loi Aubry] est présentée comme un progrès social, FO alerte les salariés sur les dangers du mandatement, qu'elle a toujours condamné. » Pour la centrale de Marc Blondel, ce dispositif a d'abord l'inconvénient de permettre au salarié mandaté, dépourvu de toute expérience syndicale, de mener des négociations, ce qui risque d'entraîner « une flexibilité accrue au détriment des conditions de vie et de travail des salariés », d'« autoriser la diminution des salaires réels » et de contribuer « à accroître la précarité ». Ensuite, FO souligne que « le mandatement ne peut se substituer à la représentation syndicale ». La réserve de cette confédération à la loi sur la réduction du temps de travail est perceptible dans ces lignes, comme dans son guide de négociation (lire ci-dessous).

À l'accord du 28 juillet à la demande de Michel Huc, dirigeant de FO-Métaux, est une victoire pour l'organisation de M. Blondel. « Avant de s'engager dans un processus de négociation d'un accord de réduction d'horaire », avec utilisation d'un salarié mandaté, « il est recommandé aux chefs d'entreprise, lorsqu'il a été établi depuis plus d'un an un procès-verbal de carence d'élection de délégués du personnel, de prendre préalablement l'initiative d'organiser une procédure électorale en vue de la mise en place de délégués du personnel », précise la déclaration commune. « Le ou les délégués du personnel éventuellement élus » pourraient ainsi « être mandatés pour négocier l'accord de réduction d'horaire », ajoute le texte.

« Je me suis proposée, et personne n'a été contre »

TOURS de notre correspondant « Je me suis proposée en tant que déléguée du personnel, et personne n'a été contre. Voilà comment je suis

devenue mandataire pour négocier avec la direction la réduction du temps de travail de 39 heures à 33 heures et 9 minutes. Vendeuse-facturière chez Partner-Jouet Tours, le numéro un français des grossistes en jouets, implanté à Chambay-les-Tours, en Indre-et-Loire, Françoise Siroteau est l'une des premières à avoir joué le rôle que la loi Aubry a prévu quand une petite entreprise se trouve sans délégué syndical, ce qui est souvent le cas.

Après avoir informé les deux délégués du personnel, non syndiqués, la direction proposait, sans baisse de salaire, une réduction de 39 à 33 heures, « plus rentable financièrement, au niveau des aides, que les 35 heures ». Pour une baisse du temps de travail de 15 %, l'effet positif sur l'emploi doit être de 9 %, ce qui oblige légalement Partner-Jouet Tours à embaucher quatre salariés et demi dans l'année qui suit le démarrage de l'accord. « Notre intention est de faire mieux et d'arriver à 15 %, car la réorganisation nous permettra de travailler dans de meilleures conditions, au plus près des clients », lance le numéro deux de l'entreprise, dopé sans doute par l'augmentation du chiffre d'affaires, de 20 % par an depuis trois ans.

REPORTAGE

Françoise Siroteau a négocié la baisse du temps de travail chez Partner-Jouet-Tours

Dans cet établissement d'un peu moins de cinquante salariés, c'est la direction qui a pris l'initiative de négocier la réduction du temps de travail. « Nous étions à l'affût de la loi Robien, explique Marc Büchsenhützel, directeur financier de l'entreprise, car on songeait à mettre en place une réorganisation du travail. En effet, notre activité est saisonnière, et, du 1^{er} septembre au 15 décembre, on se retrouve très à l'étroit pour préparer les commandes. Huit heures par jour ne suffisent plus. Notre objectif est d'avoir, pour le même nombre d'heures travaillées, deux équipes et une plus grande présence dans l'en-

RÉMUNÉRATION À DEUX VITESSES

La modulation a permis de définir des périodes bleues (cinq jours de six heures par semaine), blanches (cinq jours de sept heures) et rouges (cinq jours de sept heures et quatre heures le samedi matin). Un vote a entériné l'accord : 75 % des salariés étaient en faveur, 20 % contre, 5 % sans avis. Aucun syndicat n'était alors entré en jeu, et la mandataire s'est mise d'accord avec l'autre délégué du personnel pour faire appel à la CFDT. « On leur a montré le projet, dit M^{me} Siroteau, et ils nous ont amenés à changer certaines choses, car on n'est pas au courant de

« Les gens se font prier mais quand ils ont le micro, c'est parti »

RENNES de notre correspondante régionale « Le mandatement fonctionne selon le principe du karaté : les gens se font prier, ils ont peur de l'ampleur du travail que cela représente et de se retrouver seul à seul dans le bureau du patron, mais, une fois qu'ils ont saisi le micro, c'est parti ! » La formule de Jean a le mérite d'être imagée, mais elle ne suffit pas pour résumer ce que la négociation vers les 35 heures hebdomadaires met en jeu à l'intérieur des entreprises.

Jean travaille dans une société de services, d'une vingtaine de personnes, qui n'avait, jusqu'à présent, ni représentation syndicale ni culture dans ce domaine. Il est le « mandaté de service ». « Je suis obligé de me dévouer, c'est moi qui négocie au nom de l'ensemble du personnel, relate le jeune homme, qui n'a jamais été syndiqué. Une de mes collègues, qui était pressentie, ne voulait pas être mandatée, par réticence vis-à-vis des syndicats, justement, mais c'est désormais elle qui travaille le plus à la réduction de l'accord. »

En instituant la signature obligatoire d'une centrale syndicale au bas de chaque nouvelle organisation du temps de travail, la loi Aubry suscite des réticences, auparavant improbables. « Dans beaucoup de sociétés, c'est en quelque sorte l'âge de pierre de la négociation sociale », observe Gilles Terron, permanent de l'union départementale CFDT d'Ille-et-Vilaine. « Jusqu'à présent, dit-il, c'est en général l'employeur qui prend l'initiative. Si elle venait d'un salarié, le patron sauterait au plafond ! » M. Terron cite l'exemple d'une direction d'entreprise qui avait d'abord envoyé son avocat, avec un premier projet sous le bras. Le permanent syndical a réexaminé le texte avec lui et rencontré le personnel.

« Le mandatement n'est qu'une solution parmi d'autres », estime Maryvonne Guyavarch, de la CFDT Bretagne. Pour nous, elle s'applique en priorité aux petites entreprises. Dans les autres, nous disons : profitons-en pour mettre en place une représentation

des salariés ! En fait, les cédétistes ont fait le choix de ne pas se montrer trop sourcilieux sur la forme. « L'important, dit M^{me} Guyavarch, est d'aboutir à des contrats clairs, puisqu'ils engagent notre nom, et d'aborder la création d'emplois. »

La confédération a tout intérêt à ce que les discussions se passent bien, car c'est pour elle une occasion exceptionnelle de prendre pied dans des PME, voire des secteurs nouveaux. Si la CFDT est bien implantée dans l'Ouest, elle n'y est pas seule, et la concurrence des autres confédérations n'est pas à négliger. « Je demande systématiquement : "Pourquoi avoir choisi la CFDT ?" A chaque fois, on me renvoie l'image d'ouverture de la secrétaire générale, Nicole Notot », témoigne M. Terron. « Sans parti pris », précise-t-il.

C'est aussi la réponse de Jean. Pour l'instant, les relations avec le groupe des négociateurs de la CFDT le satisfont, même si la direction les juge « financièrement trop gourmands ». « Heureusement qu'ils sont là ; ils ont des compétences que nous n'avons pas et qui se sont déjà montrées utiles », dit-il. Dans son entreprise, la négociation sur les 35 heures a débüté d'un commun accord. Employeur et salariés sont pareillement pressés d'aboutir, le premier pour avoir accès au système d'aides maximales de l'Etat, ouvert jusqu'en octobre, les seconds espérant bénéficier d'une demi-journée libre dès la rentrée des classes.

La période qui suivra la signature de l'accord inquitte un peu Jean, lorsque chacune des deux parties aura laissé un peu de ses exigences et de ses espoirs. « La réorganisation va coûter cher, estime-t-il. Il va falloir gagner en productivité, car nous ne pouvons pas mettre notre entreprise en difficulté. Au final, les habitudes et, peut-être, les relations, auront été bouclées. « Je pense qu'il y aura, à terme, un représentant du personnel. Pas forcément moi. Quoique... Je crois que je me présenterai. »

Alexis Bodaert

Même protection que les délégués syndicaux

L'article 3, alinéa 3 de la loi d'orientation et d'incitation à la réduction de temps de travail précise les règles concernant le mandatement des salariés. ● Définition. Dans les entreprises dépourvues de délégué syndical ou de délégué du personnel désigné comme délégué syndical, un accord collectif peut être conclu par un ou plusieurs salariés expressément mandatés par une ou plusieurs organisations syndicales reconnues représentatives au plan national. ● Qui peut être mandaté ? Tous les salariés de l'entreprise, sauf ceux qui peuvent être assimilés au chef d'entreprise. Le salarié mandaté ne peut appartenir à la famille du chef d'entreprise. ● Quel est le contenu du mandat ? Le mandat doit préciser les modalités selon lesquelles le salarié a été désigné, les termes de la négociation, les obligations pesant sur le salarié,

les conditions selon lesquelles le projet d'accord est soumis au syndicat, les conditions dans lesquelles il peut être mis fin au mandat. ● Quelles sont les conditions de travail ? Le salarié mandaté peut être accompagné par un salarié de son choix. Il doit respecter les termes du mandat qui lui est confié par le syndicat, qu'il doit tenir informé. Le temps passé par le salarié mandaté aux réunions de négociation, ainsi qu'aux réunions de suivi, est payé comme du temps de travail. ● Les protections. Le salarié mandaté bénéficie de la même protection contre le licenciement que les délégués syndicaux : son licenciement est subordonné à l'autorisation de l'inspecteur du travail, dès sa nomination et jusqu'à une période de six mois courant à compter de la date de la signature de l'accord, ou de la fin de la négociation, ou du terme du mandat.

Des guides pour connaître les règles de la RTT

A CHACUN ses tables de la loi ! Après le ministère de l'emploi et de la solidarité, qui vient de publier son guide, 35 heures mode d'emploi, les idées nettes pour négocier, diffusé gratuitement à 350 000 exemplaires, destiné aux chefs d'entreprise, syndicalistes, élus ou consultants et disponible dans les mairies, directions départementales du travail ou chambres de commerce et d'industrie, c'est au tour de chacune des confédérations syndicales de s'approprier la loi sur les 35 heures et d'éditer son manuel de la réduction du temps de travail. A tout seigneur, tout honneur, la CFDT a édité un cossu Guide du négociateur RTT. Avec une couverture plastifiée, ce volume de 143 pages, conçu sous l'autorité de Jean-René Masson, numéro deux de la confédération, comprend quarante et une fiches pratiques, genre fiches-cuisine du magazine. Elle, très pédagogiques et très claires. Dans les annexes, le texte

de la loi Aubry ainsi que ses décrets d'application et les circulaires du ministère de l'emploi sont reproduits. Edité à 6 000 exemplaires, pour un premier tirage, ce guide a été envoyé à tous les syndicats CFDT et aux structures intermédiaires. LE « BON ACCORD » A la CGT, on a préféré adopter un style plus ludique. C'est par son « tiré à part » de quatre pages, intitulé Trajectoires et à parution bimensuelle, que la centrale de Montreuil a décidé d'informer les permanents de ses union locales, départementales ou de ses sections d'entreprise. Très claires aussi, ces quatre feuilles comprennent un éditorial très court, puis déclinent la loi sur la réduction du temps de travail, par un jeu de questions-réponses. Des « flashes » sur les négociations en cours concluent le tout. Force ouvrière a joué la carte de l'économie et de l'austérité. Le

Guide pratique de la réduction du travail met en scène, sur sa couverture, des patrons qui veulent obtenir « des aides de l'Etat, l'annualisation et la baisse des salaires et du coût du travail » face à un syndicaliste FO qui réclame « les 35 heures payées 39 et de meilleures conditions de travail ». De facture très sobre, ce guide de 43 pages rappelle, en avertissement, qu'il n'est, par rapport au précédent, qu'une version réactualisée et, en exergue, qu'« un bon accord est celui dont on est fier ». A la CFTC, on indique que le guide de la centrale chrétienne, composé de fiches pratiques, est sous presse et sera disponible à la fin du mois d'août. La CFE-CGC, de son côté, a mis à la disposition de ses délégués syndicaux un guide leur permettant de connaître les règles du jeu, mais « attention ! rappelle la centrale des cadres, ce document n'est ni un tract ni une revue syndicale, mais strictement un outil de négociation ».

Osez une grande Ecole Parisienne !

ESG

Ecole Reconnue par l'Etat
Diplôme visé par le ministère de l'Éducation Nationale

Des carrières au plus haut niveau en :

- Marketing
- Finances
- Commerce International
- Expertise Comptable

Filières pour les étudiants en :

- Droit
- Gestion
- Lettres
- Sciences

Ecole Supérieure de Gestion
25, rue Saint-Ambroise - 75011 PARIS
Tél : 01 53 35 41 00
Fax : 01 53 35 72 74
Internet : <http://www.esg.fr>

SOCIÉTÉ

LE MONDE / MERCREDI 12 AOÛT 1998

CONSUMMATION L'explosion de la demande de téléphones portables depuis juin a surpris les professionnels. En deux mois, France Télécom a gagné plus de 400 000 abonnés, SFR

250 000 et Bouygues Télécom 140 000. **CET ENGOUEMENT** provoque une « surchauffe » dont les clients de la formule OLA ont été les premières victimes. Les réseaux saturent et, dans les

grandes villes, l'embouteillage des fréquences est permanent aux heures de pointe. **FANNY CARMAGNAT**, chercheuse en sciences sociales au Centre national d'études des télécommunica-

tions, explique que, depuis six mois, en raison de la baisse des prix, « les jeunes étudiants et même les lycéens viennent au portable » et laissent les messagers de poche aux huit-quinze

ans. **EN MONTAGNE**, l'usage des portables a modifié les comportements des alpinistes, qui n'hésitent plus à appeler les secours, même pour des motifs mineurs.

Le succès des téléphones portables provoque une surchauffe des réseaux

L'explosion de la demande depuis le début de l'été a surpris les trois opérateurs du secteur et entraîné de nombreux dysfonctionnements : lignes encombrées, services commerciaux injoignables, retards de facturation et incidents informatiques exaspèrent la clientèle

« **UNE SURCHAUFFE**, la rançon du succès... » La réussite commerciale du forfait OLA ne suscite chez France Télécom qu'un enthousiasme tempéré. Depuis la mi-juin et jusqu'au début du mois d'août, les très nombreux abonnés au réseau itinérant ayant opté pour ce forfait ont, il est vrai, eu quelques raisons de regretter leur choix.

Leur a d'abord été impossible de joindre le « suivi consommation » qui permet théoriquement, en composant le 555 depuis leur téléphone portable, de prendre connaissance du temps de communication dont ils disposent encore en fonction du forfait acheté (une ou deux heures). Ce bilan de consommation, censé s'effectuer avec simplement deux jours de décalage par rapport à la dernière communication, était différé d'une semaine dès le mois de juin. A partir du 6 juillet, un disque indiquait que le service n'était plus disponible.

Le téléphone de certains acheteurs de forfaits OLA est même devenu soudainement inutilisable pour cause de « forfait dépassé », alors que ces utilisateurs étaient loin d'avoir consommé durant l'heure ou les deux heures imparties. « Des retards informatiques ont provoqué ces incidents de facturation », explique-t-on au service de presse de France Télécom. Excédés par ces divers dysfonctionnements, les utilisateurs se sont ruez sur les services clients, bien vite débordés et injoignables.

Tout est revenu à la normale depuis le 5 août, assure France Télécom, pour qui ces errements techniques trouvent leur source dans la réussite inespérée de la formule : au mois de mai, 58 600 personnes se sont abonnées à l'itinéraire via la formule OLA, 163 000 de plus en juin et 120 000 en juillet. Le système informatique de France Télécom

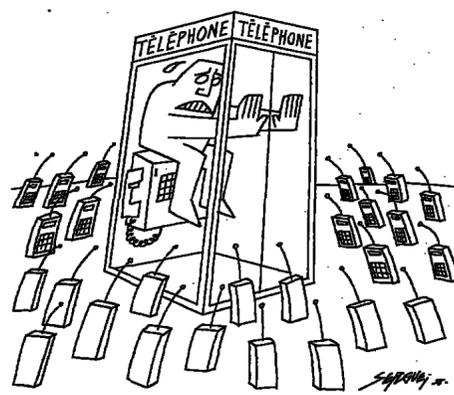
n'était prévu que pour gérer environ un million d'abonnés. « Il n'a pas suivi... » Sa capacité sera bientôt doublée, les effectifs (650 personnes) du service clients « monteront plus vite que prévu » et les réclamations feront, dit-on, l'objet d'un suivi personnalisé.

Les déboires récents des clients d'itinéraires ont bien évidemment valu à l'Association française des utilisateurs du téléphone et des télécommunications (Afut) un grand nombre d'appels. « Mais les plaintes ne s'arrêtent pas là. Depuis quelques mois, nous recevons un très grand nombre de réclamations concernant les mobiles », souligne Marie-Madeleine Dollfus, l'une des responsables de cette association de défense des usagers du téléphone.

Problèmes de couverture géographique des portables, qui varie parfois d'un jour à l'autre. Problème de remplacement du mobile lorsqu'il est volé ou se casse. « On a acheté pour 1 franc symbolique un téléphone qui coûte 1 000 ou 1 500 francs, explique M^{me} Dollfus. Lorsqu'il faut le remplacer parce que l'abonnement d'un an, de toute façon, n'est pas réutilisable, l'on se trouve coincé... » Et d'évoquer encore le renouvellement par tacite reconduction des contrats, la « jungle des tarifs », les faux frais

Plus de 8 millions d'abonnés

● **France Télécom** (réseau itinérant).
- Abonnements : 3,9 millions d'abonnés à la fin juin, en hausse de 28 % sur les six premiers mois de 1998 ; 4,1 millions d'abonnés à la fin juillet.
- Couverture : la totalité du territoire national.



inattendus (Le Monde du 4 février), la saturation des réseaux, les factures détaillées payantes...

L'usage du téléphone mobile connaît actuellement une explosion sans précédent. En un an, le nombre des utilisateurs a doublé, passant de 4 à 8 millions d'abonnés. Les trois opérateurs, qui avaient l'habitude de vendre sur-

tout au moment des fêtes de Noël, ont été surpris par la hausse de leurs abonnements à partir du mois de juin. Avant d'aller sur les plages, tous les Français semblent s'être donné le mot. Ils veulent un téléphone portable pour pouvoir être joints à tout moment. Même les propriétaires de résidence secondaire semblent succomber aux

- Produits : Oia (particuliers), Loft (professionnels), Evolution, Mobicarte (paiement à la carte).
● **Cegetel** (réseau SFR).
- Abonnements : 3 millions à la fin juin, en hausse de 35 % sur les six premiers mois de l'année ; 3,05 millions à la fin juillet.
- Couverture : la quasi-totalité du territoire national.
- Produits : 4 forfaits de deux à cinq heures, entrée libre (paiement à la carte), services d'informations.

● **Bouygues Télécom**.
- Abonnements : 798 000 à la fin juin, en hausse de 58 % depuis janvier ; 860 000 à la fin juillet.
- Couverture : les trois quarts du territoire français, à l'exception du Sud-Ouest ; la couverture nationale devrait être complétée à la mi-novembre, sauf dans quelques villes du Limousin.
- Produits : trois forfaits de deux à six heures, Nomad (paiement à la carte), services d'informations par télémessage.

chances du mobile et réajustent leur abonnement de téléphone fixe.

En deux mois, France Télécom a gagné plus de 400 000 abonnés, notamment grâce à sa formule OLA. SFR a enregistré 250 000 abonnés supplémentaires et Bouygues Télécom 140 000 nouveaux abonnements. Désormais, près de 15 % de la population française est équipée en téléphone portable. Les opérateurs qui tablaient sur un taux d'équipement de 17 % de la population à la fin de l'année pensent que leurs prévisions vont être largement dépassées. Selon une étude de l'Autorité de régulation des télécommunications (ART), le taux d'équipement devrait dépasser les 50 % en 2002.

INVESTISSEMENTS MASSIFS

En même temps que le nombre d'utilisateurs augmente, le temps d'utilisation s'allonge. On téléphone de plus en plus, de plus en plus longtemps avec un téléphone mobile. A l'heure de sortie des bureaux, coincées dans leur voiture, les personnes ont pris l'habitude de s'appeler pour le moindre prétexte : savoir qui achète le pain ou va chercher les enfants. Le phénomène se poursuit pendant les vacances. Après la plage, tout le monde s'appelle pour se donner des nouvelles et raconter sa journée. Pendant le Mondial, ce fut pire encore. Avant les matches, et surtout au moment de la mi-temps, les spectateurs français et étrangers se précipitent sur leurs mobiles. Plusieurs fois, les réseaux craquent, saturés.

Les opérateurs sont dépassés par leur succès. Leur réseau, bâti il y a cinq ans, au moment où le marché du téléphone mobile bégayait en France, ne répond plus à la demande. Dans les grandes villes comme Paris, Lille, Lyon, Marseille, Toulouse et Strasbourg, l'embou-

teillage des fréquences est permanent aux heures de pointe. Les abonnés n'arrivent plus à téléphoner tant les lignes sont encombrées. Seul Bouygues Télécom, qui a développé un réseau plus dense à partir d'une norme différente (DCS 1 800) permettant de transporter cinq fois plus de communication en même temps, n'a pas de problème.

Pour remédier à ces difficultés, France Télécom, qui a le premier souffert de cette saturation, a investi 6 milliards de francs au début de l'année pour augmenter la capacité de transport de son réseau itinérant. Aujourd'hui, l'opérateur public dit ne plus avoir de problème avec son réseau. SFR, qui est le plus touché actuellement par les saturations, va engager 7 milliards de francs d'investissements, dont un à Paris, pour augmenter la puissance de son réseau.

Mais ces travaux sont longs. Pour en finir avec les saturations, les opérateurs comptent surtout sur l'augmentation du nombre de leurs fréquences pour étouffer leur réseau. L'ART devrait accéder à la demande des opérateurs à l'automne et leur distribuer d'autres fréquences dans les grandes villes. De nouveaux téléphones portables dotés de systèmes de plus en plus « intelligents » seront mis en vente à la fin de cette année ; ils risquent de devenir indispensables pour se frayer un chemin sur les ondes encombrées.

Pascale Krémer et Marine Orange

La direction de France Télécom a prévu, selon le syndicat SUD, d'augmenter ses tarifs d'abonnements, de téléphonie et pour les renseignements à partir de 1999. Mais elle n'a pas encore donné de chiffres précis.

TROIS QUESTIONS À...

FANNY CARMAGNAT

1 En tant que chercheuse en sciences sociales au Centre national d'études des télécommunications (CNET), qui dépend de France Télécom, comment expliquez-vous le développement aussi tardif du téléphone portable en France ?

Au-delà des raisons techniques (nombre de fréquences, réglementaires (monopole de France Télécom) et de coût, il faut évoquer les raisons culturelles qui font que les pays du Nord et l'Italie s'y sont mis plus vite. Depuis les débuts du téléphone en France, il existe un tabou de l'écoute des communications des autres. Les femmes, d'autre part, vivaient cet instrument comme un attribut viril. Le téléphone portable était connoté « arme du cow-boy des temps modernes », ce qui ne les attirait guère.

Ce nouvel outil suscitait aussi des discours très virulents, sans doute parce qu'il cive les groupes sociaux et que l'irruption de la parole intime de l'autre dans son espace personnel est vécue comme une agression. Mais bon nombre d'usagers ont adapté leur comportement.

2 Les portables semblent séduire une clientèle de plus en plus jeune... On assiste en effet à un glissement très net de générations, glisse-

ment valorisateur vers l'objet de la classe d'âge supérieure. Il y a encore six mois, les adolescents avaient un Tam-Tam ou un Tatoo, dont ils faisaient entre copains une utilisation couplée avec la cabine téléphonique. Désormais, les jeunes étudiants et même les lycéens viennent au portable, notamment parce que les prix ont baissé. Ils n'appartiennent pas forcément aux milieux favorisés. Dans les universités ou les autobus de Seine-Saint-Denis, on entend les téléphones sonner. Les messages de poche échoient aux huit-quinze ans. Depuis la grande offensive commerciale de Noël, l'âge d'acquisition au portable a diminué de deux ans.

3 Quel type de conversations mène-t-on via le téléphone portable ?

Le téléphone mobile a un rôle essentiellement fonctionnel. Il s'agit de maintenir le lien avec l'entourage familial et professionnel : « Je vais arriver, je suis là... » Les communications sont courtes. Ce ne sont pas des coups de fil dispensateurs de vraies informations ou déclencheurs de prises de décisions. Les déclarations d'amour ou les négociations de contrats se font depuis un téléphone fixe. Nous n'avons observé la perte d'un usage moins fonctionnel du téléphone mobile que chez les jeunes.

Propos recueillis par Pascale Krémer

« Il n'y a pas un objet du quotidien qui manque plus »

IL Y A MOINS CHER, plus solide et plus autonome. Mais, pour « flamber », rien ne vaut le Star Tac, ce téléphone portable miniaturisé, qui se plie comme un papier. Popularisé par les séries américaines et le dernier James Bond, le modèle fait fureur dans les magasins spécialisés. « Beaucoup de clients veulent le plus petit, le plus gadget », observe Jean-Paul, vendeur à la FNAC. Mais chez les vingt-vingt-cinq ans ce sont surtout les façades « ronçe de noyer » en plastique qui ont le plus de succès. « Il y en a aussi qui nous demandent des antennes avec un bout doré dessus : ça fait bien, mais il est hors de question qu'on vende ce genre d'accessoires ici. »

Frimer avec son téléphone portable est un sport qui se pratique encore couramment aux terrasses des cafés. Pourtant, l'objet n'est plus un phénomène de mode, son usage s'est démocratisé. « Notre

clientèle vient de partout, du chef d'entreprise qui cherche le dernier cri ou chômeur qui ne veut pas rater une offre d'emploi, résume Vincent, gérant d'une boutique spécialisée. Les clients achètent même s'ils savent qu'ils n'en auront pas une grande utilisation. » En quelques années, les motivations d'achat ont radicalement changé au sein de la clientèle. A l'ouverture des premiers réseaux, les utilisateurs s'équipaient surtout pour un usage professionnel. « Les ventes ont démarré progressivement car les particuliers avaient peur de passer pour des frimeurs, analyse Jean-Claude, vendeur chez Phone House. Certains essayent encore de se justifier en affirmant ne s'en servir qu'en cas de pépin, pour avoir la borne d'appel de l'autoroute directement dans la voiture. Ils se sont ensuite rendu compte qu'on n'avait pas un accident tous les jours ou qu'on dévis-

saît très rarement au sommet de l'Himalaya. Ils ont découvert son utilité au fur et à mesure. » Aujourd'hui, baisse des prix oblige, le portable n'est plus un signe extérieur de richesse. C'est un outil pratique, qu'on achète avant de partir en vacances dans un gîte rural isolé du monde pour « être joignable partout ». « Ce n'est pas l'objet qui m'intéresse, c'est le côté pratique, explique Alex, vingt ans, musicien. Maintenant, je ne peux plus m'en passer. » Cette année, le portable est devenu indispensable, assure Vincent. Il n'y a pas un objet du quotidien qui manque plus que le portable. Quand on l'oublie, on serait prêt à remonter quinze étages à pied pour aller le chercher. » Jean-Paul le confirme : « Une fois qu'on y a goûté, c'est difficile de s'en passer. »

Alexandre Garcia

France Télécom revoit son dispositif de cabines

La dernière « victime » du succès de la téléphonie mobile est la cabine téléphonique. Même si France Télécom s'en défend, c'est l'explosion du téléphone portable qui l'oblige à repenser son dispositif de cabines publiques. L'opérateur, qui a la charge de tous les services publics de télécommunications en France, a décidé de revoir tout son maillage. Les cabines téléphoniques les moins rentables, comme l'a annoncé le syndicat SUD, sont condamnées à disparaître. D'autres vont être déplacées dans les zones plus fréquentées ou sur des points où des manques ont été signalés. France Télécom assure toutefois qu'il n'est pas question de faire disparaître les cabines : une majorité de touristes et des jeunes les utilisent.

En montagne, les appels se multiplient pour un rien

LE TÉLÉPHONE portable fait désormais partie de la panoplie de l'apprenti alpiniste. Le peloton de gendarmerie de haute montagne (PGHM) de Chamonix (Haute-Savoie) le constate chaque jour depuis le début de la saison estivale. Randonneurs et grimpeurs n'hésitent plus désormais à composer le numéro des services de secours à la moindre occasion. « C'est un formidable vecteur d'alerte », reconnaît Jean-Claude Gin, commandant du PGHM, avant de regretter une « utilisation préoccupante » de ce nouveau moyen de communication. « Le développement du portable en montagne renforce le manque d'autonomie de ceux qui fréquentent les massifs, explique-t-il. On nous appelle pour un rien, parfois même uniquement pour avoir la météo. »

De plus en plus fréquentés, les massifs alpins succombent donc eux aussi à la mode consumériste au nom de laquelle chacun se croit en droit d'exiger un secours par hélicoptère pour une simple fatigue. Début juillet,

deux jeunes alpinistes engagés dans une voie difficile ont réclamé du secours « parce qu'ils se sentaient épuisés ». « Nous leur avons répondu que ce n'était pas possible, qu'ils devaient redescendre par leurs propres moyens ou attendre le lendemain. A 2 heures du matin, ils nous ont rappelés pour nous dire qu'ils avaient finalement réussi à redescendre. » Récemment, un couple, lancé sur une course d'arête à l'aiguille d'Argentière, a voulu être évacué. « Ils nous ont expliqué qu'ils n'avaient plus le moral parce que la course se déroulait sur un terrain caillouteux dont ils n'avaient pas l'habitude. »

Le week-end dernier, un homme parti seul, sans matériel adéquat, mais avec un portable, sur la voie normale du mont Blanc du Tacul, a lui aussi demandé à être secouru pour une migraine. « Cette fois-là, nous sommes intervenus, précise Jean-Claude Gin. Certains appels doivent être pris en compte parce qu'un simple mal de tête peut dégénérer en mal aigu des montagnes aux conséquences parfois dramatiques. »

Parce que le PGHM refuse de réagir à n'importe quel propos, le nombre d'interventions n'a pas grimpé en flèche depuis l'apparition du téléphone mobile. Pour le patron du PGHM, le problème se situe dans le changement de mentalité dont le portable n'est que le révélateur. « Autrefois, dit-il, les gens essayaient de se débrouiller seuls. Aujourd'hui, quand ils sont confrontés aux rigueurs de la haute altitude, ils ne cherchent pas dans leurs ressources le moyen de se sortir d'une mauvaise passe. »

Le téléphone portable a pourtant encore ses limites. Le massif du Mont-Blanc compte lui aussi ses zones d'ombre où la communication reste impossible. Un grimpeur polonais a ainsi été retrouvé mort d'hypothermie sur la mer de Glace. Le dernier numéro qu'il avait composé sur son téléphone était celui des secours. L'appel n'est jamais arrivé à destination. « Nous attendons maintenant l'avisement du téléphone satellitaire », conclut Jean-Claude Gin.

Acacio Pereira

BAC + 2 (DEUG, BTS, DUT...) BAC + 3 (LETTRES, DROIT, ÉCO...)

INTÉGREZ UNE GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE

CONCOURS D'ADMISSION EXTERNE, SESSION DE SEPTEMBRE

CHIFFRE INDICATEUR HOMOLOGUÉ PAR L'ÉLIM

BOULEVARD RICHARD LENOIR

Contactez Marion Manry : 8, rue de Lota - 75116 Paris

Tél. 01 56 26 26 26

ISG

مركز من راحل

RÉGIONS

LE MONDE / MERCREDI 12 AOÛT 1998

La fréquentation des 250 champs de courses est en baisse

Les hippodromes sont de plus en plus concurrencés par les machines à sous, les jeux de grattage et la vidéo. Les économies locales en souffrent. En région parisienne, Auteuil, Longchamp, Saint-Cloud, Maisons-Laffitte et Chantilly tentent de se redynamiser en diversifiant leurs activités

LA RÉGION PARISIENNE est-elle suréquipée en hippodromes à l'image du pays, qui compte encore quelque 250 champs de courses ? Longchamp, Auteuil, Maisons-Laffitte, Saint-Cloud (en Ile-de-France) et Chantilly (en Picardie) pour le galop, auxquels il faudrait ajouter Vincennes, pour le trot, et Enghien, pour le trot et l'obstacle ; au total, sept hippodromes, cela fait beaucoup. Cela fait-il trop ? C'est la question qui se pose et qui a été radicalement tranchée en décembre 1996 avec la fermeture de l'hippodrome d'Evry, le plus moderne, le plus fonctionnel, mais le moins bien défendu par les élus du secteur.

Les 85 hectares de cet hippodrome, ouvert en 1973, ont été repris en location au mois d'avril par l'écurie Goldophin de la famille Maktoum, qui règne sur l'émirat de Dubaï, pour être utilisé comme centre d'entraînement privé.

Aujourd'hui, la désaffectation d'autres infrastructures n'est plus à l'ordre du jour. Mais, avant Evry, Chantilly puis Deauville, enfin Maisons-Laffitte, avaient senti le vent du boulet. En contrepartie d'une subvention d'Etat de 600 millions de francs, France-Galop, la société hippique qui préside Jean-Luc Lagardère depuis 1995, s'était en effet engagée à réduire son déficit et à fermer un ou deux hippodromes. A Chantilly, site emblématique, la menace pouvait apparaître comme relevant du chantage affectif, mais à Maisons-Laffitte, elle s'était concrétisée par une fermeture effective durant six mois, en 1995, puis durant une demi-saison en 1996. La mobilisa-

tion des élus, de même sensibilité (RPR) que le gouvernement d'alors, a fait la différence. L'érosion de la fréquentation du turf est évidente, et personne ne songe à la nier dans le milieu concerné. Elle est principalement due à la concurrence exercée par les nouvelles formes de jeux d'argent : les machines à sous des casinos et les grattages en tout genre inventés par la Française des Jeux. Aujourd'hui, le PMU rapporte 5,6 milliards de francs, le grattage, 10 milliards.

On pourrait également parler d'une concurrence interne au monde hippique. Après la délocalisation des parieurs via le Pari mutuel urbain (PMU), la création, voilà une dizaine d'années, de « Points courses » répartis sur tout le territoire (290 clubs PMU qui offrent la retransmission des courses en direct), le lancement, en 1996, d'une chaîne de télévision thématique, France-Courses et, surtout, la diffusion des courses sur petit écran, y compris dans l'enceinte et les restaurants des hippodromes, avaient de quoi démotiver les turfistes de terrain. S'ils ont moins la « cote », les hippodromes, rénovés ou modernisés pour la plupart dans les fastes années 60, auraient besoin de se refaire une beauté, de prendre un coup de jeune et, pour se faire, de dégager de nouvelles ressources. D'où l'idée de diversifier leurs activités afin de rentabiliser des installations qui sont souvent de belles coquilles vides.

« Dire que les hippodromes coûtent cher est un lieu commun inexact, s'empare pourtant Jacques Myard, député (RPR) et maire de Maisons-Laffitte, de-

puis 1989. L'entretien annuel de notre hippodrome revient à 5 ou 6 millions de francs, ce qui est dérisoire si l'on met en parallèle les 120 ou 160 millions de francs de chiffre d'affaires que génère chaque course supportée par le PMU. De plus, l'hippodrome est à la fois un espace de convivialité, un lieu de spectacle et une zone de verdure. A cet égard, sa « rentabi-

lité » est donc excellente. Le problème tient essentiellement aux circuits économiques et à la mauvaise répartition des prélèvements (lire ci-dessous). La politique des jeux doit être repensée. »

Les 85 hectares de l'hippodrome d'Evry sont désormais loués, comme centre d'entraînement privé, par la famille Maktoum, qui règne sur l'émirat de Dubaï

Attendant une hypothétique réforme d'ordre budgétaire, un petit état des lieux donne une idée de la manière dont se négocie, sur le terrain, le dangereux virage.

L'hippodrome de Maisons-Laffitte tire sa légitimité et sa cohérence de son centre d'entraînement qui, avec quelque 600 chevaux, connaît une période de

reprise. Les infrastructures sont en bon état, le restaurant dispose d'une capacité qui autorise les réceptions, une carrière de jumping a été implantée voilà cinq ans et une section équestre du lycée agricole pourrait s'y installer... Bien que sa piste, toute en longueur, ne favorise guère d'autres utilisations, l'hippodrome a déjà accueilli sur ses 92 hectares un

de 6 à 23 réunions par an. Ainsi, l'hippodrome n'est pas plus sous-utilisé que le Stade de France ou Roland-Garros », observe Eric Woerth, maire (RPR) de la commune.

Avec les communes environnantes, notamment Lamorlaye et Gouvieux, Chantilly abrite le plus grand centre d'entraînement de France, qui regroupe environ 2.200 chevaux, dont quelques-uns des meilleurs pur-sang du monde, et représente 2.000 emplois sur le canton.

Le cheval et son image fondant son « identité », on imagine l'émotion qui a saisi la ville lorsque la menace de fermeture a plané sur l'hippodrome, en 1994. Sous l'impulsion de M. Woerth, une société d'économie mixte (SEM) réunissant les communes du secteur, le conseil général, le conseil régional, une association de sauvetage et quelques mécènes, dont le prince Aga Khan, a été créée et a pu réunir 7,5 millions de francs afin d'accompagner les efforts financiers de France-Galop. Cette mobilisation a permis de réaliser des travaux dans les grandes tribunes, de rénover le restaurant et certains boxes. Aujourd'hui, la SEM va laisser place à la communauté de communes, qui devrait entreprendre de nouveaux aménagements avec l'objectif d'aboutir à

un hippodrome davantage « concentré », avec un restaurant qui ne tourne plus le dos aux pistes et des tribunes plus rationnelles, tout en préservant son charme délicieusement rustique.

A Auteuil, un poney-club et un practice de golf doté d'un club-house devraient être mis en chantier à l'automne sur 20.000 mètres carrés. On envisage aussi de construire, sur l'emplacement de la tribune du pavillon, un fronton de pelote basque dominant lieu à des paris, autorisés par un amendement à la loi de finances présenté par Alain Lamassouire, élu du Pays basque. Auteuil accueille déjà des spectacles sous chapiteau, le Paris Country Show (golf, pêche, chasse, vénerie), un Salon d'antiquaires, et sert de parking pour Roland-Garros et le Parc des princes.

Enfin, à Saint-Cloud, où un ancien manège a été reconverti en salle de réception, un golf de neuf trous compacts et un practice, aménagés au début de cette décennie sur 30 des 75 hectares de l'hippodrome, connaissent un succès soutenu. Avec des recettes qui financent 30 à 40 % du coût de son entretien, France-Galop, propriétaire de l'hippodrome, considère cette diversification comme la plus réussie.

Robert Belleret

Longchamp veut devenir l'hippodrome de l'an 2000

LE REGROUPEMENT et la fusion en 1992 de quatre organisations distinctes - la Société des steeple-chases de France (qui gérait Auteuil), la Société d'encouragement pour l'amélioration des races de chevaux en France (Chantilly, Longchamp, Deauville), la Société de sport de France (Evry) et la Société sportive d'encouragement (Saint-Cloud, Maisons-Laffitte) - en une seule association loi de 1901, France-Galop, présidée par Jean-Luc Lagardère, a sans doute constitué le premier signe fort d'une restructuration du secteur des courses.

« Nous nous sommes alors engagés dans un plan d'économie sur sept ans pour réduire nos charges et nos effectifs de 25 %, explique Louis Romanet, directeur général de France-Galop, qui compte aujourd'hui 430 salariés. Outre la fermeture puis la mise en location d'Evry, nous avons vendu Deauville, dont nous étions propriétaires, à un syndicat mixte regroupant les collectivités territoriales qui se sont portées acquiescentes pour 35 millions de francs et nous ont concédés, en retour, un bail de 99 ans assurant la pérennité de l'hippodrome normand, vers lequel, traditionnellement, se déplace l'activité hippique durant le mois d'août. »

Selon M. Romanet, la situation financière difficile que connaît France-Galop correspond à une érosion des recettes à la fois structurelle et conjoncturelle. « Sur les 31 % prélevés sur les paris, l'Etat en empoche 50 %, et l'autre moitié, qui revient au secteur des courses, est utilisé à 50 % pour le fonctionnement du PMU, dont la totale informatisation en cours, le projet Pégase, coûte beaucoup plus cher que prévu. In fine, nous ne disposons que de 7 % du montant des enjeux pour faire tourner les hippodromes et soutenir les propriétaires et les éleveurs. Du fait du retournement de tendance intervenu en 1990, lié à la concurrence des autres formes de jeu - après trois années d'embellie due à la création du quinté -, les recettes se sont érodées. »

Ce tassement intervient à un moment où, sur la plupart des hippodromes, des projets de moder-

nisation et de rénovation importants apparaissent indispensables. Le plus ambitieux de ces projets concerne Longchamp, joyau et symbole de l'hippisme français, qui peut attirer 35 000 spectateurs pour le Grand Prix de l'Arc de Triomphe mais presque jamais plus de 2 000 mordu pour les courses de semaine.

Sous l'appellation Longchamp 2000, Jean-Luc Lagardère rêve d'offrir une « quatrième vie », à vocations multiples, au seigneur des hippodromes, ouvert en 1857. Les pistes sont diverses : développer le calendrier, adapter ses installations à d'autres activités équestres (manège, poney-club, Salon du cheval), l'ouvrir à d'autres manifestations culturelles (après les Stones, voilà trois ans, et le pape, qui, en août 1997, rassembla près d'un million de fidèles sur la pelouse), améliorer le confort (salons, loges, grands écrans) et la mise en scène. Même s'il accueille des salons thématiques à succès, comme l'Art du jardin et le Pedigree d'Or (foire aux toutous chics), Longchamp serait « trop vide » 330 jours sur 365. Ce qui n'a rien d'extraordinaire lorsque l'on sait que les pistes en herbe ne pourraient pas supporter plus d'une quarantaine de cavalcades par an.

LOYERS À LA HAUSSE « Pour réaliser Longchamp 2000, « l'investissement nécessaire se situerait entre 200 et 300 millions de francs », estime M. Romanet, qui se fie à la première approche d'une étude commandée à une filiale de la Compagnie générale des eaux. Par ailleurs, la Ville de Paris, propriétaire de Longchamp et d'Auteuil, a l'intention de réviser à la hausse les loyers des deux hippodromes, qui sont déjà passés de 1,5 à 5 millions de francs pour une période transitoire de renégociation. Du coup, pour miser sur Longchamp, France-Galop, qui recherche des partenaires investisseurs, n'exclut pas de mettre en vente le luxueux immeuble qui abrite son siège social à Boulogne, derrière la tour de TF1.

R. B.



Chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 1998

Le chiffre d'affaires consolidé de Accor pour le premier semestre 1998 s'établit à FF 17 929 millions, en progression de 19,6 % par rapport au premier semestre 1997 (FF 14 991 millions).

Cette croissance prend en compte l'intégration d'Eurocar depuis le 1er janvier 1998. Par ailleurs, la méthode de comptabilisation du chiffre d'affaires des Agences de Voyages est modifiée, pour tenir compte des pratiques internationales dans la profession et de l'évolution du métier.

A méthode comptable comparable, le chiffre d'affaires du premier semestre 1998 a progressé de 17,3 %, dont : - 8,9 % dûs à la croissance de l'activité, - 6,7 % au développement, - et 1,7 % aux effets de change.

Dans l'activité du 2ème trimestre, est inclus l'effet, de l'ordre de FF 180 millions, de la Coupe du Monde de Football, principalement sur l'Hôtellerie et Lenôtre.

Pour l'Hôtellerie, la croissance du chiffre d'affaires est de 14,6 % à fin juin 1998 avec les nouvelles ouvertures et les acquisitions. En Europe, le revenu par chambre disponible à fin juin (RevPAR) est en progression de 12,3 % pour l'Hôtellerie d'affaires et de loisirs et de 7,1 % pour l'Hôtellerie économique. Motel 6 enregistre une croissance cumulée du RevPAR en dollars de 5 %.

Le chiffre d'affaires des Agences de Voyages prend en compte le changement

Table with 4 columns: (en FF millions), 1er sem. 1997, 1er sem. 1998, var./publié. Rows include Hôtellerie, Affaires et Loisirs, Economique, Agences de Voyages, Location de Voitures, Services Corporate, Restauration, Ferrovair, Casinos, Autres, and TOTAL.

de présentation comptable, à compter du 1er janvier 1998. Ce changement de présentation n'a aucun impact sur le résultat opérationnel. A méthode comparable, le chiffre d'affaires des Agences de Voyages progresse sur le semestre de 15,2 %.

Le chiffre d'affaires de la Location de Voitures s'établit à FF 1 174 millions, soit une hausse de 23,6 % par rapport au chiffre d'affaires du premier semestre 1997, qui n'était pas consolidé proportionnellement. A périmètre et change constants, la progression est de 13,7 %.

A fin juin 1998, le chiffre d'affaires des Services Corporate est en croissance de 14,4 %, et de 11,6 % à cours de change constants.

Le chiffre d'affaires des Services à Bord des Trains progresse de 27,9 %, grâce au démarrage, au début de l'année, du contrat passé avec la SNCF en France.

L'activité Casinos, dont le chiffre d'affaires n'a été intégré qu'au deuxième trimestre 1997, a réalisé au premier semestre 1998 un chiffre d'affaires de FF 396 millions.

Le volume d'activité prend en compte l'ensemble des flux financiers dont Accor a la responsabilité. Il progresse de 11,6 % au premier semestre 1998, à FF 53 512 millions. Il est composé principalement de : - FF 13 236 millions pour l'Hôtellerie ; - FF 15 180 millions pour les Agences de Voyages ; - FF 1 174 millions pour la Location de Voitures ; - FF 19 470 millions pour les Services Corporate.

Contact : Communication Financière Tél : 01 45 38 86 00 Fax 01 45 38 85 95 Minitel 3615 Accor (FF 1,29/min.) Internet : www.accor.com

nous fabriquons du sourire



Groupe mondial leader dans l'univers du Tourisme, du Voyage et des Services aux Entreprises

مركز من راحل

DISPARITION

André Weil

L'un des mathématiciens fondateurs de Bourbaki

LE MATHÉMATICIEN français André Weil est mort jeudi 6 août à son domicile de Princeton (New Jersey) à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

Né à Paris le 6 mai 1906, considéré comme « un des plus grands mathématiciens du XX^e siècle », André Weil était connu pour ses travaux dans les domaines de la théorie des nombres et de la géométrie algébrique, rappelle l'Institut for Advanced Studies de Princeton, où il enseigna à partir de 1958. Il fut, avec Henri Cartan, Claude Chevalley, Jean Delsarte, Szolem Mandelbrojt, René de Possel et Jean Dieudonné, l'un des membres fondateurs de Nicolas Bourbaki, cet écrivain mathématique polyéphasique, qui, à partir des années 40, entreprit de rédiger un traité intitulé *Éléments de mathématique* (au singulier) ayant pour ambition d'unifier le savoir mathématique. Interrogé à propos des différentes versions circulant sur l'origine de cet énigmatique Bourbaki, André Weil avait un jour répondu : « Elles sont toutes fausses... (Pause). Elles sont toutes vraies. » (Le Monde du 9 avril 1980.)

Frère de la philosophe Simone Weil, morte à Londres pendant la seconde guerre mondiale, André Weil fut un mathématicien précoce : entré à l'École normale supérieure de Paris à l'âge de seize ans, il fut docteur en science à vingt-deux ans. Dans sa thèse, remarquée, il étendait à toutes les courbes algébriques un théorème de finitude obtenu peu auparavant par Morel pour les courbes de genre 1. Par la suite, sa contribution considérée comme la plus importante, dans le domaine de la théorie des nombres, fut la démonstration de l'hypothèse de Riemann pour les courbes algébriques sur un corps fini. Il émit une série de conjectures qui alimentèrent la réflexion des spécialistes de la géométrie algébrique et furent finalement démontrées dans les

années 60 et 70. Son apport à la théorie des nombres est également considérable, avec notamment l'introduction de nouvelles notions en théorie du corps de classes (dénommées les « groupes de Weil »), d'éléments d'analyse harmonique (avec son *Intégration dans les groupes topologiques et ses applications*). Il collabora également, sur la théorie de la multiplication complexe, avec les Japonais Goro Shimura et Yukata Taniyama. Les travaux de ces derniers aidèrent l'Anglais Andrew Wiles, professeur à Princeton, à résoudre le dernier théorème de Pierre de Fermat, qui résistait aux mathématiciens depuis le XVII^e siècle. La démonstration de Wiles est généralement considérée comme une retombée de la démonstration plus vaste de la conjecture dite « de Taniyama-Shimura-Weil » (Le Monde du 25 juin 1993).

André Weil fut aussi un pédagogue voyageur. Après avoir enseigné dans les universités d'Algarth (Inde, 1930-1932), de Strasbourg (1933-1940), de Sao Paulo (Brésil, 1945-1947) et de Chicago (1947-1958), il entre à la School of Mathematics de l'Institut for Advanced Studies de Princeton en 1958. Il y prendra sa retraite en 1976, devenant professeur émérite de cet institut où il continuera de travailler de nombreuses années, écrivant notamment sur l'histoire des mathématiques.

En 1994, déjà membre des Académies des sciences française et américaine et de la Royal Society de Londres, il avait été lauréat du prix de Kyoto en sciences fondamentales, généralement considéré comme le « Prix Nobel japonais », rappelle l'Institut de Princeton. « André Weil est une légende des mathématiques », a déclaré le directeur de l'Institut, lui-même mathématicien, Phillip Griffiths, dans un communiqué.

Hervé Morin

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Emmanuelle CASTELLI et Mark FLETCHER partagent avec Claire, la joie d'annoncer la naissance de

Laure,

le 29 juillet 1998, à Paris. 46, rue Monge, 75005 Paris.

Mirella RENE-CORAIL et Mourad DAMALA sont heureux d'annoncer la naissance de

Kayodé Murywa,

le samedi 8 août 1998, à 20 heures, à Viry, 4450 kg et 54 cm.

Félicie Jeanne et François-Xavier ont la joie d'annoncer la naissance de

Jonas ROTH,

le 8 août 1998.

8, rue Camille-Tahon, 75013 Paris.

Christiane et Jacques MANESSE ont la joie d'annoncer les naissances de

Zoé,

sœur de

Julie,

chez Isabelle et Alexandre,

le 6 mai 1998.

Clara,

chez

Véronique et Cyrille,

le 1^{er} juillet 1998.

Romain,

frère de

Daniel et Catherine,

cher

Irina et Christophe,

le 5 août 1998.

Anniversaires de naissance

- Aubagne.

Joyeux anniversaire.

Julie MILLAUD !

Déjà dix ans. Continue à grandir et à découvrir la vie avec humour et succès.

Papa, Maman.

Décès

« Barouh Dayane Haemetz »

Raymonde, Mireille, Armand, Paul Soussa et leurs familles, Jean-Paul Amoyelle, ses enfants et leurs familles, ont la douleur d'annoncer le décès de

André AMOYELLE,

à son domicile, au 31, rue des Cordeliers, 75013 Paris, le samedi 8 août 1998 (16 AV 5738), à l'âge de soixante-quatre ans.

L'enterrement aura lieu à Jérusalem.

- Solange Anis,

son épouse,

Caroline Anis,

Sandrine Anis,

Valérie Schwarz,

Nathalie Benichou,

ses filles et leurs conjoints,

Et toute sa famille,

ont l'immense douleur d'annoncer le décès, à l'âge de soixante-trois ans, de

Samuel ATTIA,

X 56,

survenu le 8 août 1998, après une lutte courageuse contre la maladie.

L'inhumation aura lieu le jeudi 13 août, à 11 heures, au cimetière parisien de Bagneux.

On se réunira à l'entrée principale, à 10 h 45.

- Jean Gautier,

directeur des affaires culturelles de la Ville de Paris,

Les conservateurs des musées de la Ville de Paris,

Ses collègues et amis,

ont la tristesse de faire part de la disparition brutale de

Marie-Odile BRIOT,

conservateur général du Patrimoine, conseiller scientifique,

après du chef du Bureau des musées,

le 7 août 1998.

- M. Georges Choisey,

son mari,

Jean-Paul, Lise, Anne-Marie et Dominique,

ses enfants,

Clémence, Claire, Laure, Zoé, Csaba, Steven et Cécile,

ses petits-enfants,

Maud,

son arrière-petite-fille,

Les familles Choisey, Edgar et Simpoux,

ont la douleur de faire part du décès de

Sheila Alexandra CHOISNE,

née SIMPSON,

le 6 août 1998, à l'âge de cinquante et onze ans.

Ses obsèques ont lieu dans l'église de son domicile et ses cendres reposent au cimetière des Essarts-le-Roi (Yvelines).

Elle restera présente dans nos cœurs.

Résidence Jean-Dabry,

126, rue Lecourbe,

75015 Paris.

- M^{me} Philippe Colomb de Daumont,

M^{me} Camille Socie,

ses grands-mères,

Laurence Colomb de Daumont,

Michel Socie,

Martine, Bertrand, Frédérique, Jérôme,

ses parents, frères et sœurs,

ont la douleur de faire part de la disparition accidentelle de

Charlotte,

âgée de deux ans et demi, le 6 août 1998, à Saint-Jean-du-Gard.

La cérémonie religieuse a été célébrée au temple de Saint-Jean-du-Gard, le 8 août.

Les Oubliés,

30270 Saint-Jean-du-Gard,

88, rue de Sévres,

75007 Paris.

- La famille Clara

a la peine de faire part du décès, survenu le 9 août 1998, de

M^{me} Rachel CIORA,

28, rue de Rivoli,

75004 Paris.

M^{me} Renée COUÉ,

professeur,

est morte le 9 août 1998, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

« La seule éternité qu'elle souhaitait est celle du souvenir. »

M^{me} Lambert,

9, chemin de Fonclade,

13012 Marseille.

- Jacqueline Koseleff

et Daniel Lacombe,

ses enfants,

Ses petits-enfants, ses arrière-petits-enfants et toute sa famille,

ont la tristesse d'annoncer le décès survenu le 28 juillet 1998, dans sa cent deuxième année, de

Roger-Etienne LACOMBE,

professeur agrégé de philosophie.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, boulevard des Alliés,

94600 Châteaufort-Roi,

Résidence Le Val-Vert A3,

77210 Avon.

- Michelle et Jean-Claude Guillou, Danielle Gattegno, Catherine et Diego Cesarzky, ses enfants, Jean-François, Hélène, Martine, Guido, Mathieu et Rose, ses petits-enfants et arrière-petite-fille, ont la douleur de faire part du décès de

Ira GATTEGNO,

née MARBER,

à l'âge de quatre-vingt-trois ans, le 10 août 1998, deux semaines après le sixième et ultime anniversaire de son mariage avec

Félix GATTEGNO.

Les obsèques auront lieu le mercredi 12 août, à 11 h 30, au cimetière de Sévres.

Ni fleurs ni couronnes.

« Ils vécurent heureux... »

- M^{me} Blanche Hébrard-Millet,

son épouse,

Jean et Danielle Hébrard,

Denis et Catherine Hébrard,

Hélène Hébrard,

ses enfants,

Anne Hébrard et Bruno Marciniak,

Maurice Hébrard,

Delphine Le Capon et Sylvain Bouzouquet,

Sophie Le Capon,

ses petits-enfants,

Marie et Esteban,

ses arrière-petits-enfants,

Ses parents et ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

Louise-Denis HÉBRARD,

survenue le 6 août 1998, dans sa soixante-dix-septième année.

Une cérémonie religieuse a été célébrée le 8 août, en l'église de La Grande-Motte.

L'inhumation a eu lieu le même jour au cimetière de Pont-Saint-Espirit.

- Le docteur Michelle Pailles,

son épouse,

Françoise,

sa fille,

ont la douleur de faire part du décès de

professeur Jean PAILLAS,

biologiste des Hôpitaux de Paris,

survenue le 9 août 1998, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

L'inhumation aura lieu le jeudi 13 août, à 9 h 15, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris-20^e (accès place Gambetta).

5, rue Victor-Massé,

75009 Paris.

- Pont-à-Mousson.

M. Jean-Pierre Petitot,

président de l'Institut national de la consommation,

a la douleur de faire part du décès de son père.

M. Pierre PRINGOIT,

survenu le dimanche 9 août 1998, à Pont-à-Mousson.

Les obsèques auront lieu le mercredi 12 août, à 14 h 30, en l'église Saint-Laurent de Pont-à-Mousson.

Ni fleurs, ni couronnes, ni plaques.

La bénédiction finale tiendra lieu de condoléances, et le présent avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

Vous pouvez

nous transmettre

vos annonces la veille

pour le lendemain

jusqu'à 16 h 30

3615 LEMONDE

ESPACE INFORMATIONS

La Bourse en direct (BOU)

- Gestion personnalisée de votre portefeuille

- Cours actualisés tous marchés

- Valeur des sicav

- Dépêches économiques et financières 24 h/24

(Reuters et AFP)

- Communiqués des entreprises cotées en Bourse (FIL)

NOUVEAU

Les bilans des entreprises (ENT)

- Informations légales et financières sur plus de 3 millions

d'entreprises avec LES BILANS

Manière de voir LE MONDE bimestriel édité par

LE MONDE diplomatique

Manière de voir 40

Un enjeu politique

Au sommaire



Philippe Videllier. ■ Relectures de l'histoire yougoslave, par Gordana Igric. ■ L'expulsion des Palestiniens revue par des historiens israéliens, par Dominique Vidal. ■ Après l'apartheid, réécrite l'histoire, par Christine Martin. ■ Les dessous du pacte germano-soviétique, par Gabriel Gorodetsky. ■ Madrid 1936-Sarajevo 1996, par Juan Goytisolo. ■ Les bénéficiaires méconnus de la traite des Noirs, par Eliska M' Bokolo. ■ Et l'Elysée encouragea un génocide au Rwanda, par François-Xavier Verschave. ■ « Ingérence humanitaire » des Etats-Unis en Indochine, par T. D. Allman. ■ L'Indonésie, martyre du jeu américain, par Noam Chomsky. ■ Libéralisme égalitaire des Jacobins, par Jean-Pierre Gross. ■ Suffrage universel, invention française, par Alain Garrigou. ■ Parfois, la gauche ose... par Serge Halimi. ■ La Commune de Longwy, par Pierre Rimbart et Rafael Trapet. ■ Les irréductibles de Léon Mafé, par Ingrid Carlander. ■ Au miroir de décembre, la part de l'otologie, par Edgar Roskis. ■ Cronstach et ses marins : libertaires, par Ignacio Ramonet. ■ Enrico Mattei, corsaire contre le cartel du pétrole, par Fabio Gambaro. ■ Günter Grass, mauvaise conscience de la nation allemande, par Brigitte Fitzold. ■ Contre la désertion intellectuelle, des voix s'élèvent, par Philippe Videllier. ■ Décimées par le FBI : les Panthères noires, par Marie-Agnès Combes. ■ C'était aussi ça, la gauche américaine ! par Serge Halimi. ■ Ainsi émit le « Che », par Ahmed Ben Bella. ■ Henri Curjel, citoyen du tiers-monde, par Gilles Perrault. ■ Le musée de l'ordre, par Serge Halimi.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 45 F

L'île m

A

Vertical text on the right edge of the page, possibly a page number or reference.

مركزنا من زلازل

HORIZONS ENQUÊTE



VOYAGES EN UTOPIES

L'île mystérieuse

A mille milles de toute terre habitée, une goélette file sur la mer d'huile. A son bord, un petit groupe de scientifiques guette l'horizon. Ils ont quitté l'île, capitale des Seychelles, depuis trois jours et brûlent de connaître l'île mystérieuse, cette île isolée, autonome et symbiotique, dont rêvent tous les savants du globe. Enfin, Autopia Saya apparaît, haute et blanche, hérissée de fûts arrondis, comme un château de Perault posé sur la mer. Elle est entourée d'une barrière de corail plantée de mangroves et de palmiers, dont ils distinguent les fragiles silhouettes. La barrière protège la cité des tempêtes et transforme la boue en énergie, grâce à ses installations sous-marines.

tant... Autopia Saya existe. Sous forme embryonnaire, elle est née le 9 mars 1997 dans l'océan Indien, à 9°12' de latitude sud et 67°21' de longitude-est, au centre d'un triangle formé par les Seychelles, les Maldives et l'île Maurice. Ici, au heault Sava de Malha, à quelques mètres sous la surface, ses vastes prairies d'algues trouées de sable et de coraux. Ce jour-là, il régnait un calme presque magique. La mer était comme un miroir, on comptait les étoiles dans l'eau. Wolf Hilbertz et son complice Thomas Goreau ont posé la première pierre de « leur » île. On, plus exactement, une petite pyramide métallique, reliée à un panneau solaire flottant en surface, devait former la base de la construction au fur et à mesure que le calcaire s'agglutine. Un geste symbolique : il s'agissait de poser ses marques. De la pyramide d'origine à l'île organisée, il faudra des années, beaucoup d'années, et des moyens que nos deux pères fondateurs n'ont pas.



Autopia Saya, premier embryon d'une île artificielle créée grâce au calcaire agglutiné sur une petite pyramide métallique par électrolyse, vient de voir le jour dans l'océan Indien

mas Goreau, un scientifique américain, spécialiste mondial des coraux, qui aussitôt s'enflamme pour le procédé et dépose avec lui un brevet. Depuis, ils restaurent des récifs. « Ça marche, tout pousse quatre à six fois plus vite. C'est incroyable ! Et c'est bien mon problème », s'enflamme Wolf en sortant ses cassettes vidéo. Pour convaincre les incrédules, il a filmé ses expériences. La naissance de Saya, bien sûr, mais aussi la restauration des barrières de corail et la création de récifs « artificiels » avec Thomas. Douce qui veut ! Sur le petit écran, les images témoignent : novembre 1996, au large des Maldives, la petite équipe de plongeurs pose au fond de l'eau une structure métallique en forme de bernaclé. Elle la « branche », puis la truffe de coraux vivants, fixés avec des fils métalliques. Deux jours après, les tubes sont recouverts d'une mince pellicule blanche comme du givre. Cinq mois plus tard, en avril 1997, le métal a déjà disparu, gainé d'une couche neigeuse d'un bon centimètre. Septembre 1997, la bernaclé métallique est devenue une sculpture marine presque compacte, les coraux se sont fixés sur les tubes désormais enrobés de plusieurs centimètres de calcaire. La structure grouille de vie. Des anémones attrapent du plancton, un poisson perroquet croque un corail et recrache du sable cristallin, tandis qu'un ban de poissons sergents, striés de jaune et noir, explore, curieux, leur nouveau domaine. Au sol, un poisson-pierre se camoufle, redoutable et vénéré.

amoureux de la mer et de la nature portés vers l'aventure, épris de liberté. Bref des plongeurs. « La plongée est devenue une industrie internationale. Tous les amateurs vont, une fois l'an, dans des endroits exotiques, de plus en plus difficiles à trouver. Dans dix ans, il n'y aura plus un seul récif corallien vivant dans les Caraïbes, à cause de la pollution... Si 1 % de ces plongeurs nous aidaient, cela pourrait devenir un mouvement... »

native. Il sait seulement que la courbe, modèle de tous les éléments marins, domnera. Mais il ne tient pas particulièrement au nautile. « Nous cherchons, dit-il, une écologie évolutive, un système qui s'auto-organise progressivement, en symbiose avec la nature. » L'île sera un laboratoire vivant réunissant toutes les sciences, toutes les nationalités, également dotée d'un statut de navire, donc libre - il a voté auprès de l'Unesco (United nation conference of the laws of the seas). Elle a déjà un nom : « Auto », car l'île se construira toute seule, et « topia » à cause de l'utopie, « mère des inventions ». Il lui faudra une Constitution. Déjà Wolf s'interroge : « L'île est un écuil, mais comment l'éviter ? » Réve fou d'un architecte obsédé et un bin mégalomane ? Ou utopie constructive augurant d'une relation nouvelle entre l'homme et la nature ? Dans les milieux de l'architecture sous-marine comme de l'océanographie, Wolf et Thomas dérangent, incontestablement. Jusqu'ici, tous les prototypes d'habitat sous-marin sont restés prisonniers des technologies traditionnelles. Les formes sont belles, les systèmes rivalisent d'ingéniosité. Manque un matériau nouveau, non polluant, économique, et résistant à la corrosion. Wolf l'a trouvé. Peut-il être généralisé ? Pour l'heure, il reste prudent : « Avec la même technique, on peut construire des récifs artificiels, des systèmes de défense côtières, sans doute des bragues, en amalgamant le calcaire avec du sable. On peut aussi transporter les structures créées dans les eaux chaudes vers des lieux moins cléments. Pour le reste, on ne sait pas. » Ce serait déjà pas mal, mais il n'a guère le temps de s'en soucier. Saya l'occupe totalement. Dans le petit pavillon chaleureux qu'il occupe près de Bonn, coraux et coquillages, cartes marines, dessins et plans disputent la place aux livres techniques. Seule anglosse : le temps. « Plus l'avance, plus je réalise que le temps est une ressource importante, comme l'énergie, l'air ou l'eau. Tous les cultivateurs le savent. Nous avons l'attitude de jardiniers sous-marins. » Mais le temps est compté. Le reste de sa vie, dit-il, sera consacré à Saya. « Ah ! j'aimerais voir ça ! », s'exclame-t-il en ouvrant large les bras.

Véronique Maurus Dessins de Jean-Claude Mézières

Prochain article : La deuxième révolution Gutenberg

Recherche d'une information sur une entreprise... contactez votre Minis... 15 LE MONDE... en direct...

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél.: 01-42-17-20-00. Télécopieur: 01-42-17-21-21. Télex: 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés: 01-42-17-32-90
Internet: http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Le Yang-tseu et le yuan

QUATRE semaines déjà que le « long fleuve » est en folie. Quatre semaines que la crue du Yang-tseu l'a fait déborder et qu'il ravage la Chine du centre. Il faut faire sauter des digues pour empêcher que les flots ne submergent les villes. L'eau est détournée sur des champs et des villages qu'elle vient engloutir sans retenue. Paradoxe d'un régime né d'un soulèvement paysan et qui a toujours prétendu tirer des campagnes une part majeure de sa légitimité: on sacrifie la campagne à la ville.
De l'aveu même des autorités, les inondations ont fait au moins deux mille morts. Sans doute est-on très loin des terribles bilans des inondations de 1954. Mais par l'ampleur des populations affectées - plus de 240 millions de personnes - et de la superficie submergée - près de la moitié de celle de la France -, la crue 1998 du Yang-tseu constitue l'une des plus grandes catastrophes naturelles que la Chine ait connues ces vingt dernières années. Elle aura des répercussions sur la croissance du pays et, donc, sur sa capacité à maintenir un autre cours, celui du yuan, donc l'impact se fait sentir sur l'ensemble de l'Asie. Et le pire est peut-être à venir: il va encore pleuvoir.
Pêches et fondations ne sont pas une surprise dans cette belle région, qui est le cœur de la Chine agricole. A Pékin, encore feutré, le débat est ouvert. Certains dénoncent le laisser-faire de ces dernières années: le vieux système de protection, ce réseau de digues à travers champs, ne serait plus entretenu avec soin; l'utilisation forcée des sols aurait gommé les aires d'épanchement traditionnelles des eaux du fleuve, etc.
C'est, certes, prioritairement, un débat entre Chinois. Rien, pourtant, ne peut justifier le black-out qu'imposent les autorités sur nombre d'aspects du désastre. La presse nationale livre l'image d'Épinal de l'héroïque bataille que mène l'Armée populaire contre les eaux. Les correspondants étrangers sont interdits sur les lieux les plus sinistrés. A Pékin même, les médias officiels ne donnent que peu d'informations. Or, la transparence qu'on est ici en droit d'exiger va bien au-delà d'une souhaitable évolution de politique intérieure. Elle n'est pas qu'affaire chinoise: elle est une obligation pour un pays qui revendique le statut de grande puissance responsable. Et qui, à ce titre, doit reconnaître qu'il ne s'appartient plus tout à fait.
Car si les autorités ne peuvent être tenues pour responsables des caprices de la météo - même prévisibles -, elles ont, en revanche, l'impératif de devoir d'informer sur un événement dont les conséquences peuvent vite se faire sentir au-delà des frontières de la Chine. Qu'elles soient économiques (recul du PIB), humaines (un flot de réfugiés) ou qu'elles touchent à l'environnement régional, elles « débordent » aussi, de la même façon que le « nuage » de Tchernobyl ne put être contenu dans les frontières de l'Ukraine.
La communauté internationale a le droit de savoir ce qui se passe le long du Yang-tseu.

Les PME au service de l'emploi

par François Dalle

L'ESSOR incomparable de la productivité a détruit tellement d'emplois, en France, au cours de ces dernières années que nous nous sommes progressivement installés dans le catastrophisme. On dit que, en raison des progrès incessants de la productivité, on devrait désormais travailler de moins en moins pour produire les produits dont on aura besoin. C'est là l'erreur originelle. Cette vision a inspiré des initiatives maladroites pour l'emploi, comme la loi Robien hier, les 35 heures aujourd'hui.
Une cause majeure de notre conception restrictive de la productivité et de notre retard sur l'Amérique dans ces domaines tient au fait que, contrairement à ce pays, nous n'avons pas su faire évoluer les structures de notre appareil productif. Les grandes entreprises ne jouent plus à bas le rôle qu'elles jouaient dans les années 60. Ce sont les petites et moyennes entreprises - qui font désormais la force de l'économie américaine - qui sont à la base de sa productivité de croissance et qui, dans des secteurs les plus divers de l'économie, créent les emplois.
Pour ma part, j'avais déjà eu la révélation de ce foisonnement d'activités des PME américaines, il y a dix ans, à l'occasion d'une mission que m'avait confiée notre gouvernement. Une étude du MIT (Massachusetts Institute of Technology) montrait alors que 80 % des trente millions d'emplois que les États-Unis avaient créés entre 1975 et 1985 (pendant que l'Europe en perdait cinq) avaient été le fait de petites entreprises. Nous pensions tenir là un scoop! En réalité, personne ne chercha à en tirer une leçon pour la France.
Pourtant, en France aussi, ce sont les PME qui créent les emplois. Entre 1990 et 1995, les entreprises de moins de dix personnes ont créé 1,3 million d'emplois alors que les

plus grandes en perdaient sept cent mille. Le problème est que nous n'avons pas assez de petites entreprises et que nous n'en créons pas suffisamment. Rapportées à la population en âge de travailler, les créations d'entreprises sont, chez nous, de l'ordre du quart de ce qu'elles sont aux États-Unis.
Les PME ne contribuent pas toutes de la même façon à la croissance. Certaines sont vouées à rester petites: leur multiplication contribue au développement, comme on peut l'observer dans les districts espagnols ou italiens de micro-industrialisation. D'autres offrent des perspectives certaines de croissance endogène, mais aussi des risques liés à l'importance des enjeux financiers et à la solidité de l'entreprise. Ce dernier se trouve confronté à tous les dangers de l'entêtement comme à ceux du découragement: il ne dispose pas toujours, dans son entourage, de quelqu'un qui puisse partager ses soucis, dégager avec lui les facteurs de progrès de son affaire et nuire d'un œil à la fois bienveillant et critique les initiatives qu'il prend, voire l'aider à changer de cap ou cesser d'emprunter quand c'est nécessaire.
Les Américains ont compris que des institutions n'ont ni le temps ni les connaissances pour répondre à des besoins aussi nuancés, qu'il faut plutôt des hommes ayant une expérience des affaires et qui soient désireux de partager les risques de l'entrepreneur, mais aussi d'en tirer un profit personnel substantiel. Ces hommes, ils les appellent des « anges ». En général, les anges américains ne sont pas très riches, mais ils sont travailleurs, risqués et veulent s'enrichir. Ce sont des cadres d'entreprise, des entrepreneurs en activité ou retraités, ou des membres de professions libérales. Pour les inciter à devenir des anges, il faut qu'il existe un différentiel de taxation important entre la tranche supérieure de l'impôt sur

le revenu et l'imposition sur les plus-values. L'expérience montre que ce différentiel doit être au moins de 50 %.
Nous avons, en France, des anges qui signorent. Certains sont encore en activité; d'autres sont des hommes d'expérience qui ont été mis à la retraite anticipée au nom d'une politique désespérante de gestion du chômage. Beaucoup boursicotent; certains d'entre eux accepteraient sûrement d'investir une partie de leur temps libre et de leurs économies dans des projets prometteurs si on leur montrait qu'ils peuvent en tirer des satisfactions à la fois matérielles et morales. Pour ma part, je peux leur dire avoir éprouvé le besoin d'apporter mes conseils à trois PME, dont l'une était déjà sur la voie du succès, alors que les deux autres étaient à l'abandon. Toutes les trois sont aujourd'hui bénéficiaires.
Une foule de microprojets restent inexprimés faute d'argent. Pourtant, l'argent ne manque pas.
Il y a aussi, en France, une foule de microprojets émanant d'artisans, de compagnons, de jeunes diplômés ou de chômeurs, qui restent inexprimés faute d'argent. Pourtant, l'argent ne manque pas. C'est le paradoxe de la France. Nos institutions sont mal adaptées pour permettre de surmonter cette contradiction. Elles ne s'intéressent qu'aux grandes infrastructures et ne savent pas agir sur les mentalités pour stimuler la création sur place d'activités. Le développement créateur d'emplois dépend d'hommes

plutôt que d'institutions, d'acteurs plutôt que de fonctionnaires. Or la France ne manque pas d'acteurs. Elle ne le sait pas parce qu'ils laissent le devant de la scène à ceux qui ont choisi une carrière politique. J'en ai rencontré partout: oh je me suis rendu à l'occasion de mes travaux sur l'emploi, ils étaient venus à moi justement parce que le problème dont j'avais la charge les obsédait.
A ceux qui me paraissent, à l'époque, enclins à penser qu'il n'est, pour ces anges potentiels, d'autre façon de servir leur communauté que d'accéder à des fonctions électives, je dis aujourd'hui, avec le recul, qu'ils se rendront plus utiles en insuffisant autour d'eux leur esprit d'entreprise. Au demeurant, leur activité est généralement reconnue dans les communautés qui constituent le « capital social » du territoire. C'est à partir de là que les activateurs feront reculer le chômage.
On objectera qu'il est difficile de fonder une politique de développement sur des individus qui sont dispersés sur tout le territoire et qui, de surcroît, n'occupent pas le devant de la scène puisqu'ils n'exercent généralement pas de fonctions électives et ne sont même pas, pour la plupart, de grands électeurs. Je suis persuadé que si on veut les chercher, on finira par trouver ces hommes d'influence puisqu'il m'a été donné d'en rencontrer. La véritable difficulté est ailleurs. Elle tient à la répugnance des hommes en place à déléguer, dans chaque territoire, le développement à des hommes qui savent comment naît, vit et croît une entreprise, c'est-à-dire comment fonctionne le moteur de l'emploi. Il faudra bien, d'une manière ou d'une autre, les hommes en place finissent pas être houlés.

François Dalle est président d'honneur de L'Oréal.

Le Mondial et les silences de M. Le Pen

par Jean Kahn

DANS la liesse du Mondial aux Champs-Élysées, on proclamait: « Zizou! président ». Moi, je préfère « Zizou! président à Le Pen ». Lequel Le Pen, si content de parader, s'est bien gardé de dire un seul mot de félicitations à l'équipe des Bleus. Il est vrai qu'à l'occasion de l'Euro 96 en Angleterre il avait déjà fait éclater sa mauvaise humeur urbi et orbi.
D'abord, en faisant remarquer que les joueurs français ne chantaient pas ou ne savaient pas chanter La Marseillaise. Ensuite, que beaucoup de membres de l'équipe de France « le font parce qu'ils ont été l'objet d'une naturalisation de complaisance. Dessily est né au Ghana,

Martins est portugais... Larouchi est tunisien, né en France, Loko congolais né en France, Zidane algérien né en France, Djorkoeff arménien né en France... Je ne crois pas que l'équipe de France de football soit représentative de la qualité sportive de notre pays. »
Vous imaginez Le Pen faire cette proclamation sous l'Arc de Triomphe ce fameux dimanche? C'était la raclée... Le chef du Front national n'a donc pas participé à ce bonheur, à cet enthousiasme qui avait saisi les Français, entre autres dans les banlieues des immigrés et des Beurs. Allez France!
Il s'est tu parce que la victoire de l'équipe de France était la victoire de tout ce dont il a horreur, l'antira-

cisme, les droits de l'homme, la France réconciliée avec elle-même, une intégration sur la voie d'une pleine réussite. Mais avait-on besoin des prouesses d'une équipe colorée pour prouver que l'intégration était une chance pour la France?
Est-ce à la France de Marc Chagall, Marie Sklodowska-Curie, André Charpak, Pablo Picasso, Emmanuel Lévinas, la France des sportifs qui gagnent de rappeler la reconnaissance et l'admiration que nous leur vouons? A-t-il fallu cette victoire pour que soient fixés les règles générales, les droits et les devoirs de l'immigration? L'équipe allemande, dit-on outre-Rhin, aurait gagné à être ouverte, multiraciale et multiculturelle comme l'équipe française.

Le Mondial fut un événement extraordinaire. Pour la première fois de leur vie, nombre de télé-spectateurs étaient témoins d'un match de foot, témoins d'une défaite infligée au racisme et à une extrême droite qui a dû faire silence. Mais il ne suffit pas d'un match et de la fièvre d'un dimanche soir pour faire oublier qu'en réalité l'intégration, l'Europe, la défense des droits de l'homme sont aussi devant nous.

Jean Kahn est président de la commission nationale consultative des droits de l'homme et de l'Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Les collections d'hiver
CETTE année, c'est à un rythme particulièrement accéléré que les couturiers nous révèlent leurs secrets, plus impatientement attendus encore que de coutume du fait des modifications profondes qu'apporta le « new look » à la silhouette féminine. Alors qu'elles viennent de transformer du tout au tout leur vestiaire, les femmes se demandent avec un peu d'appréhension si tant d'efforts ne se trouveraient pas réduits à rien du fait des dernières décisions des maîtres de la couture.
Il n'en est rien, et la mode exploite ses récentes conquêtes avant de songer à nous imposer de nouvelles directives. Certes, chaque couturier nous suggère abondance d'idées neuves. Retoucher une silhouette audacieusement campée au printemps, raffiner ses détails, exagérer encore sa féminité, tel a été le souci de nos couturiers en cette fin d'été. La

taille s'affine davantage grâce à différents artifices: corsés remaniés et adaptés, savants effets de coupe, de drapés, d'incrustations. Les hanches restent rondes, mais plus étroitement moulées qu'au printemps. Plus de basques exagérément décollées, de nœuds et de pous volumineux.
Les jupes modèrent leur ampleur, qui reste massée en arrière, mais nous assistons à une sérieuse offensive de la jupe droite, étroite même suivant le cas. Les longueurs se stabilisent entre 35 et 28 centimètres de terre, ce qui ravira les ferventes de la jupe courte. Comme toute la femme nouvelle que nous révèle l'automne sera plus jeune que celle de la saison dernière, tout en étant plus gracieuse et plus féminine encore.
E. de Semont (12 août 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS
Télématique: 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel: 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56
Le Monde sur CD-ROM: renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde: renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33
Le Monde sur CompuServe: GO LEMONDE
Adresse Internet: http://www.lemonde.fr
Films à Paris et en province: 08-36-68-03-78

L'Europe élargie ou les conflits de voisinage

Deux exemples des effets de cette hétérogénéité viennent d'être apportés par la Pologne et la Hongrie. Vis-à-vis de la Biélorussie d'Ubu-Loukachenko, Varsovie, comme d'ailleurs d'autres voisins de la Biélorussie qui aspirent à entrer dans l'Union, ne suivra pas les mesures décidées par le Quinze contre le gouvernement de Minsk. Quant aux Hongrois, ils ne participeront pas à une éventuelle opération de l'OTAN au Kosovo, par égard pour les Magyars vivant en Serbie. Les raisons invoquées des deux côtés sont compréhensibles et honorables, et n'empêchent ni les Polonais ni les Hongrois d'adhérer aux valeurs des autres Européens. Mais leur attitude rappelle une évidence: une politique extérieure et de sécurité commune de l'Union, déjà hypothétisée entre quelques pays européens aux traditions opposées, sera rendue encore plus difficile par l'élargissement.
Ce constat a été au centre des discussions du Forum international de la Fondation Bertelsmann qui s'est tenu récemment à Berlin, en présence de plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement, de ministres des affaires étrangères et

de personnalités internationales. D'autant que, malgré les affirmations répétées des beaux principes sur l'intangibilité des frontières, celles-ci ont été sérieusement modifiées en Europe depuis 1990-1991. Par la violence, dans l'Est-Yugoslavie; ailleurs par l'apparition pacifique de nouveaux sujets du droit international.
Prenons encore le cas de la Pologne: ses limites, si mouvantes au cours des siècles, n'ont certes pas bougé, ce sont ses voisins qui ont changé. Leur nombre a plus que doublé. Avant 1991, la Pologne était limitrophe de trois pays: la République démocratique allemande, la Tchécoslovaquie et l'Union soviétique. Aujourd'hui, elle a sept voisins: la République fédérale d'Allemagne, la République tchèque, la Slovaquie, l'Ukraine, la Biélorussie, la Lituanie et la Russie (Kaliningrad). Cela ne rend pas nécessairement l'environnement plus dangereux, cela le rend plus complexe à gérer.

réaction en chaîne
Les responsables de l'Union européenne affichent leur bonne volonté en affirmant ne pas vouloir créer de nouvelles lignes de partage sur le continent après la disparition des deux blocs. Il devrait y avoir un continuum entre les candidats à l'adhésion et les pays qui n'ont pas vocation à moyen terme à faire partie de l'UE, entre les impétrants de la première liste et les sélectionnés priés d'attendre des jours meilleurs. La réalité est plus nuancée. Le document présenté par la Fondation Bertelsmann à ce dernier Forum - L'Eu-

rope à la veille de son achèvement - patie de « nouveau voisinage transitoire », les nouveaux voisins créés par les élargissements successifs étant des membres potentiels de l'UE, et ainsi de suite jusqu'à une limite non précisée.
Ce voisinage cependant peut durer longtemps. L'expérience montre qu'une dizaine d'années peut s'écouler entre deux vagues d'adhésion, laissant des situations dont l'Union n'est pas cotumière. Ainsi la ligne qui sépare la Bohême-Moravie de la Slovaquie au temps de la Fédération tchécoslovaque va-t-elle devenir dans quelques années une frontière extérieure de l'Europe, la République tchèque ayant toutes chances d'être un membre à part entière de l'UE quand la Slovaquie autocratique de M. Meciar devra patienter. Alors que la Hongrie et la Roumanie sont parvenues à régler la question de la minorité hongroise en Transylvanie, la frontière hungaro-roumaine deviendra aussi une frontière extérieure de l'UE, plaçant Budapest devant un choix impossible: ou renoncer à la libre circulation à l'intérieur de l'UE ou dresser une barrière face aux Hongrois de Roumanie.
Avec le prochain élargissement de l'Union européenne vers l'Est, des minorités originaires de pays non membres vivant dans des pays non membres (les Magyars de Roumanie et de Serbie) et des minorités originaires de pays non membres vivant dans des pays membres (les Russes d'Estonie et plus tard de Lettonie) vont compliquer ces rapports de voi-

sinage. Une Russie instable à l'intérieur pourrait même être tentée d'utiliser ses minorités dans les Etats baltes pour troubler le processus d'élargissement de l'UE comme elle a réussi, jusqu'à présent, à bloquer l'ouverture de l'OTAN vers ces pays.
Les interrogations sur l'avenir démocratique de la Russie dépassent les simples questions de voisinage. En revanche l'Ukraine risque d'être dans les prochaines années un sujet sérieux de préoccupation pour les Européens. Elle est menacée par deux dangers complémentaires: l'échec des réformes politiques et économiques d'une part, la reconstitution d'un ensemble slave sous l'autorité de Moscou d'autre part. Dans les deux cas, les voisins immédiats de l'Ukraine ne resteraient pas indemnes, impliquant par une réaction en chaîne l'ensemble des Etats européens, surtout si ces voisins immédiats sont déjà entrés dans l'UE ou en passe de le faire.
Toutefois l'élargissement vers l'Est n'a pas que des inconvénients. Les futurs adhérents apportent aussi une expérience spécifique de relations avec des pays qui, pendant longtemps, ont paru presque exotiques aux Européens de l'Ouest. Cette expérience sera certainement utile pour faire face aux crises qui ne manqueront pas d'éclater aux marges de l'Union européenne élargie. On a d'ailleurs eu tort de ne pas la solliciter davantage aux premiers temps du conflit yougoslave.
Daniel Vernet

MARCHÉS
Pékin et Hong Kong
Tableaux financiers et économiques avec graphiques et données de marché.

مركزاً من رصاص

ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 12 AOÛT 1998

MARCHÉS Pour la troisième journée consécutive, la Banque populaire de Chine est intervenue, mardi 11 août, pour soutenir le yuan, victime d'attaques spéculatives. ● LES

INTERVENANTS parlent sur le fait que Pékin sera, tôt ou tard, contraint de dévaluer la monnaie chinoise pour relancer l'activité économique dans le pays, en net ralentissement depuis

plusieurs mois. ● LA SITUATION est très tendue à Hongkong, où la Bourse a encore perdu 3,65 % mardi. ● LA RECHUTE du yen observée depuis la nomination du nouveau pre-

mier ministre japonais Keizo Obuchi est à l'origine de la brusque détérioration de l'environnement monétaire en Chine et à Hongkong. Le plongeon de la monnaie japonaise s'est ac-

célébré, mardi matin, à Tokyo : elle est tombée sous la barre des 147 yens pour un dollar, son plus bas niveau depuis huit ans. ● LES MARCHÉS attendent la réaction des Etats-Unis.

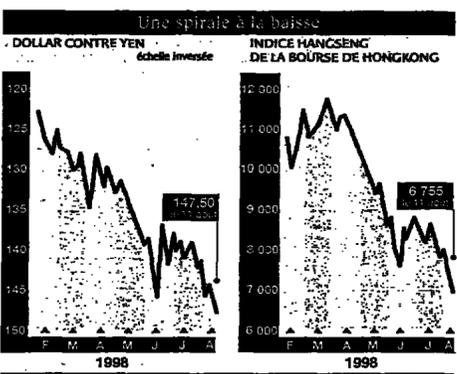
Pékin et Hongkong sont emportés dans la tourmente financière asiatique

La banque centrale de Chine est à nouveau intervenue, mardi 11 août, pour soutenir la monnaie nationale. L'accélération de la chute du yen renforce les craintes d'une dévaluation du yuan

APRÈS la Thaïlande, l'Indonésie, la Malaisie, la Corée du Sud et le Japon, c'est au tour de la Chine et de Hongkong de se retrouver au centre de la crise monétaire dans la région. Mardi 11 août, pour la troisième journée consécutive, la Banque populaire de Chine est intervenue pour soutenir le yuan, victime d'attaques spéculatives. Sur le marché officiel de Shanghai, la devise chinoise est tombée à son cours le plus bas depuis cinq ans à l'égard du billet vert : les intervenants parlent sur le fait que Pékin sera tôt ou tard contraint de dévaluer le yuan pour relancer l'activité économique dans le pays, en net ralentissement depuis plusieurs mois. La compétitivité des produits chinois dans la région a été mise à mal par le plongeon des autres monnaies asiatiques. Le cours officiel du yuan, qui n'a pas varié contre le dollar durant toute cette période, s'est ainsi apprécié de 40 % face au won sud-coréen et de

80 % face à la roupie indonésienne. L'intervention sur les marchés s'est accompagnée, mardi, d'une mise en garde solennelle de Pékin aux « spéculateurs ». « J'aimerais rappeler aux spéculateurs que la Chine est un acteur important. Ne faites pas de mauvais calculs », a lancé le vice-gouverneur de la banque centrale, Liu Mingtang. Les tensions sont aussi très fortes sur le dollar de Hongkong, qui, en tant que monnaie entièrement convertible, est davantage exposé aux attaques des marchés internationaux que le yuan. La devise de l'ex-territoire britannique est fragilisée par la récession économique (le PIB s'est contracté de 2,8 %, en rythme annuel, au cours du premier trimestre). La Bourse de Hongkong est pour sa part en pleine déroute : l'indice Hangseng a perdu 3,65 % mardi, ce qui porte son recul à 36 % depuis le début de l'année ! La chute du yen observée depuis

la nomination, jeudi 30 juillet, du nouveau premier ministre japonais, Keizo Obuchi, dont le programme économique n'a pas convaincu les opérateurs, est à l'origine de la brusque détérioration de la situation monétaire en Chine et à Hongkong. Le plongeon de la monnaie japonaise s'est accéléré, mardi matin, à Tokyo : elle est tombée sous la barre des 147 yens pour un dollar, son plus bas niveau depuis huit ans. Le marché japonais représentant un débouché majeur pour les exportations chinoises, les opérateurs sont persuadés que Pékin lâchera sa devise si la chute du yen se poursuit. A l'issue d'un entretien, dimanche, avec le ministre japonais des affaires étrangères, le président chinois Jiang Zemin avait demandé au Japon de stabiliser ses marchés financiers. Mais Tokyo paraît déçu par les événements. La devise japonaise pourrait rapidement tomber, selon les analystes, jusqu'à



La chute du yen observée depuis la nomination du nouveau premier ministre japonais est à l'origine du regain de tension à Hongkong, où la Bourse est retombée à son plus bas niveau depuis cinq ans.

150 yens pour un dollar, niveau au-delà duquel les autorités chinoises pourraient décider de laisser filer leur monnaie. Ce scénario inquiète les autres pays asiatiques. Selon le journal sud-coréen Korea Herald, Séoul a mis au point un plan d'urgence, destiné à répondre à la dévaluation du yuan, qui ferait volontairement baisser le won. Mais les marchés attendent surtout la réaction des Etats-Unis, qui redoutent que la formation d'une nouvelle spirale dévaluationniste en Asie ne creuse leur déficit commercial et ne mette à mal leur expansion économique. Mi-juin, la Réserve fédérale américaine était intervenue pour soutenir le yen, ce qui avait conduit le président cubain Fidel Castro à se moquer de ces « Américains » qui « s'agenouillent devant les Chinois pour qu'ils ne dévaluent pas le yuan ». P.-A. D.

La Chine entre prestige monétaire et crise économique

UNE CATASTROPHE écologique va-t-elle favoriser le déclenchement d'une débâcle monétaire mondiale ? Les inondations du fleuve Yang-tseu, qui pourraient

ANALYSE
Les inondations menacent indirectement la santé du yuan

coûter, selon certaines estimations, jusqu'à un demi-point de croissance cette année, surviennent à un très mauvais moment pour le gouvernement chinois. Elles accentueront le ralentissement économique déjà en œuvre dans le pays et risquent de remettre en cause la capacité de Pékin à poursuivre sa politique de yuan fort. Si le yuan a résisté et s'il n'a pas suivi les autres devises asiatiques dans leur chute vis-à-vis du dollar américain, l'économie chinoise n'a pas pour autant été épargnée par la tempête monétaire qui secoue la région depuis plus d'un an. D'un côté, la baisse de l'activité industrielle et de la consommation dans des pays comme la Corée du Sud ou l'Indonésie a entraîné une baisse de la demande en produits chinois - la moitié des exportations de la Chine est absorbée par l'Asie, 20 % par le seul Japon. De l'autre, sa compétitivité a été sérieusement entamée par le plongeon des monnaies voisines. Résultat : le rythme de progres-

sion des exportations chinoises s'est établi à 9 % au premier semestre, contre près de 30 % en 1997. « La contribution du commerce extérieur à la croissance devient négative », soulignent les experts de la Caisse des dépôts et consignations (CDC). Après avoir progressé de 9,6 % en 1996 et de 8,8 % en 1997, le produit intérieur brut (PIB) n'a augmenté que de 7 %, en rythme annuel, au cours des six premiers mois de l'année, en deçà de l'objectif de 8 % fixé par le gouvernement. Conséquence de cette décelération, les comptes publics dérapent : les recettes de l'Etat ont augmenté de 7,7 % entre janvier et mai par rapport à la même période de l'an dernier, un rythme inférieur aux 10,2 % prévus pour l'ensemble de 1998.

CRÉANCES DOUTEUSES
La détérioration des échanges extérieurs n'est pas le seul frein actuel à l'économie chinoise. La restructuration en cours des entreprises d'Etat se traduit par des licenciements massifs (quatorze millions en dix-huit mois) qui pèsent sur la consommation : les ventes au détail ne progressent plus qu'à un rythme de 9 %, après 10 % en 1997 et 13 % en 1996. Le gouvernement cherche aussi à remettre de l'ordre dans un système bancaire qui, comme au Japon, croule sous le poids des créances douteuses. Officiellement estimées à 5 % du PIB, elles pourraient en réalité atteindre le seuil des 20 % : cette volonté d'assainis-

sement favorise une réduction de la distribution du crédit bancaire dans le pays (+6 % actuellement, contre +24 % en 1997). La demande de crédit, enfin, est freinée par une politique monétaire qui, malgré les récents assouplissements décidés par la banque centrale, demeure très restrictive : les taux d'intérêt réels - hors inflation - à un an se situent, compte tenu de prix à la consommation en baisse de plus de 2 %, à plus de 10 %, un niveau très élevé qui dissuade les entreprises et les ménages d'emprunter. Pourquoi ne pas les baisser davantage ? « Même si le yuan n'est pas convertible, la Chine subit une contrainte de taux d'intérêt, souligne la CDC, ce qui est un point important peu connu. Lorsque les taux d'intérêt domestiques baissent trop, particulièrement par rapport aux taux américains, il apparaît des transferts vers le dollar, en particulier de la part des exportateurs et des joint-ventures. Dans l'incapacité d'agir sur le levier des taux d'intérêt pour stimuler l'activité économique, le gouvernement chinois choisit d'utiliser les recettes budgétaires classiques d'une relance keynésienne, par l'augmentation massive de la dépense publique, notamment en matière d'infrastructures et de construction. Selon l'expression même du gouverneur de la banque centrale chinoise, il s'agit d'un « New Deal » directement inspiré du programme de relance du président américain Franklin Roosevelt dans

les années 1930, prévoyant 1 000 milliards de dollars de dépenses au cours des trois prochaines années. Reste la question centrale du taux de change. Pour redonner de l'oxygène à son économie et à ses entreprises, Pékin n'aurait-il pas intérêt à dévaluer sa monnaie ? Une telle stratégie présenterait de multiples inconvénients. Le premier est que, pour fabriquer ses produits destinés à l'exportation, la Chine importe en masse des composants dont le coût se trouverait renchéri par une dépréciation du yuan. Une économie compétitive De surcroît, les exportations chinoises vers les Etats-Unis et l'Europe continuent à se montrer dynamiques, ce qui semble indiquer que l'économie chinoise reste compétitive au niveau mondial et souffre avant tout de la récession dans la région asiatique : une dévaluation du yuan, en déclenchant une nouvelle spirale dévaluationniste en Asie, aurait pour conséquence d'accroître celle-ci. Enfin, une chute de la monnaie chinoise entraînerait presque automatiquement celle du dollar de Hongkong. Avec, à la clef, le risque d'une crise financière très grave dans l'ex-colonie britannique et d'une hémorragie de capitaux internationaux, dont Pékin a un besoin vital pour assurer son propre développement industriel et mener à bien la modernisation de son économie. La question d'une éventuelle dé-

valuation du yuan est plus politique qu'économique, souligne-t-on à la CDC. Sur le plan technique, d'abord, la convertibilité du yuan est strictement limitée, ce qui le met à l'abri d'attaques spéculatives massives comme celles qui firent tomber le baht thaïlandais ou le won sud-coréen. Pékin dispose en outre de très importantes réserves de changes (140,5 milliards de dollars). Incertaine sur le plan économique et financier, une dévaluation du yuan est politiquement risquée : le gouvernement chinois pourrait y perdre une partie de sa respectabilité monétaire. Alors

que le Japon est en pleine déroute, que les fameux dragons sont au bord de la faillite, la Chine apparaît, en Occident, comme le seul pôle de stabilité en Asie. Les autorités chinoises ont conscience que le fait d'avoir résisté à la tempête monétaire dans la région, d'avoir tenu bon la parité yuan-dollar, a élevé la Chine au rang de grande puissance économique et monétaire mondiale. Combien de temps cette volonté de se forger une nouvelle image internationale résistera-t-elle à l'épreuve du ralentissement économique ? Pierre-Antoine Delhommais

Les gérants tentent de limiter les pertes

LA MANNE des capitaux privés internationaux s'est brutalement détournée de l'Asie. En 1996, avant la crise monétaire, les cinq pays les plus prometteurs (l'Indonésie, la Corée du Sud, la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande) avaient reçu un flux net de capitaux privés de 97 milliards de dollars (600 milliards de francs), selon l'organisme américain Institute of International Finance. Or, en 1997, le flux s'est brutalement inversé, et ces cinq pays ont subi une fuite nette de capitaux estimée à 12 milliards de dollars. Le choc a été rude, puisque la différence entre les deux années s'est élevée à 109 milliards de dollars. En 1998, la situation devrait, au mieux, se stabiliser sur les niveaux de 1997. Mais c'est au tour de la Chine d'être touchée. Ce pays avait reçu, en 1997, 64 milliards de dollars de capitaux privés. Pour 1998, ce montant devrait tomber à 48 milliards. En France, les gérants de fonds spécialisés sur l'Asie subissent cette désaffection : l'encours des SICAV n'a cessé de reculer, même si un léger frémissement des souscriptions a été perçu en juillet. Les gestionnaires s'efforcent avant tout de limiter les pertes. La première tentative a été d'alléger les portefeuilles pour se réfugier sur les produits monétaires. « Au pire de la crise, à l'automne dernier, nous avons détenu jusqu'à 20 % de liquidités dans notre portefeuille », indique Denis Remacle, gérant d'Amplitude Pacific, une SICAV de La Poste. Aujourd'hui, les fonds spécialisés dans la région ne détiennent plus, en moyenne, que 10 % de liquidités - investies sur le marché monétaire français -, ce qui constitue un niveau relativement faible. « C'est à nos clients de décider s'ils souhaitent ou non consacrer une partie de leur patrimoine à l'Asie », souligne Pierre Chret, de la Compagnie financière Edmond de Rothschild. Cet établissement s'est prému contre le risque de change en mettant en place un mécanisme de

couverture. Toutefois, cette pratique coûteuse est assez peu répandue. Les gérants préfèrent sélectionner rigoureusement les titres qu'ils détiennent en portefeuille. Au Japon, le secteur financier, qui représente pourtant près de 15 % de la capitalisation boursière, est évité. Pour le reste, chaque gérant à sa recherche. Beaucoup d'entre eux ont favorisé, dans leurs portefeuilles, les actions des sociétés exportatrices, supposées être à l'abri de la faiblesse du yen. Malheureusement, « ces titres se payent cher et se sont déjà fortement appréciés », note Kyra Tilquin, gestionnaire chez AXA Asset Management. Elle est à la recherche de sociétés, bien gérées, dont l'activité est nationale et dont le cours boursier a été « massacré » au cours des derniers mois. PILOTAGE PÉRILEUX Dans le reste de la région, où les Bourses se sont effondrées, le pilotage des fonds se révèle plus périlleux. La recherche d'actions de sociétés offrant une résistance à la baisse générale des marchés est délicate dans des pays confrontés à une chute des exportations et à une baisse de la consommation. Le rôle des gérants se limite souvent à éviter les places qui semblent durablement pénalisées, comme celles d'Indonésie et de Malaisie. Ils ne peuvent pas, en revanche, faire l'impasse sur la Bourse de Hongkong, car cette place représente près de la moitié de la capitalisation boursière de la région. Pour sa part, Pierre-Alexis Dumont, de State Street Banque, s'est réfugié sur le marché australien, relativement épargné par la tourmente. Certains gérants misent sur des actions d'entreprises du secteur de l'alimentation, du tabac ou des jeux, qui paraissent pour l'instant moins sensibles à la crise. « Mais cette martingale est loin d'être toujours gagnante », fait remarquer Denis Remacle. Joël Morio

Le personnel d'Orangina entre amertume et ambition

MARSEILLE
correspondance
L'an dernier, à pareille époque, le personnel d'Orangina avait pris la route des vacances la joie au cœur. Un accord Robien sur la réduction du temps de travail venait d'être signé avec la promesse d'embaucher 60 salariés. La filiale du groupe Pernod-Ricard, auréolée du succès commercial du lancement d'un plus tôt du « rouge », déclinaison agressive de la fameuse boisson à base d'orange, prouvait, une fois encore, son audace. Aujourd'hui, le climat au siège des Milles, aux portes d'Aix-en-Provence, est bien différent. « On ne sait pas à quelle sauce nous allons être mangés par Coca-Cola », explique une assistante du service marketing, dans l'entreprise depuis huit ans. « Nous ne nous faisons aucune illusion sur le maintien, à terme, du siège d'Aix. Seuls ceux qui acceptent de quitter la région resteront dans l'entreprise. » Les 120 salariés du siège et la cinquantaine d'employés de l'igloo, filiale spécialisée dans les distributeurs automatiques de boissons, se sentent menacés depuis l'annonce, à la veille de Noël 1997, de la vente de leur société au géant d'Atlanta, moyennant un chèque de 5 milliards de francs. Tout n'est pas encore joué : le ministre de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, a jusqu'au 18 septembre pour rendre sa décision sur

cette transaction, après examen de l'avis transmis, le 3 août, par le Conseil de la concurrence. « Si cet avis est défavorable tout en laissant la porte ouverte à Coca-Cola, nous pourrions négocier des garanties sur le plan social », analyse Erick Segre, secrétaire du comité central d'entreprise et agent commercial depuis dix ans chez Orangina. Le 5 août, un projet des garanties sociales que l'intersyndicale (syndicat autonome, CGT, CFDT, CFE-CCO) souhaite négocier avec la direction de Coca-Cola a été adressé à Bercy. **SENTIMENT D'ABANDON** Principale exigence : le refus de toute réduction brutale d'effectifs - l'entreprise emploie 700 personnes - et de fermeture de sites pendant au moins quatre ans. « Orangina est une entreprise en bonne santé, qui gagne de l'argent. Il n'y a aucune raison que le personnel subisse un plan social », commente-t-il. Le directeur des ressources humaines de Coca-Cola à Atlanta, Bill Yadlovski, serait en train d'évaluer le coût de ces garanties, quitte à en négocier la charge lors des dernières négociations avec les dirigeants de Pernod-Ricard. Ces derniers ne trouvent guère grâce aux yeux des salariés aixois. « Ils nous ont totalement abandonnés, estime un salarié du service informatique. Quelle est la réalité de la fibre so-

ciale sur laquelle Ricard a construit son image ? » Ce sentiment de trahison ne traverse pas tous les services. « L'idée avancée qu'il y a un véritable avenir pour Orangina avec Coca-Cola comme actionnaire », indique Jacques Pfister, PDG de l'entreprise. Bon nombre de commerciaux, surtout parmi les plus jeunes, pensent que la puissance commerciale du leader mondial des soft drinks doit permettre à la petite bouteille ronde de décrocher la lune alors que ses moyens restent jusque-là très limités à l'international. « S'il faut vendre du Coca, on vendra du Coca, assure Pierre Genty, qui dirige le service des ventes dans le Sud-Est. Des opportunités et de nouvelles ambitions vont s'ouvrir à nous. Cela dit, je comprends fort bien les craintes du personnel du siège. » Tant pis pour Pepsi, l'éternel rival de Coca-Cola, dont les ventes en France sont liées depuis 1992 au dynamisme du réseau commercial d'Orangina. Tant pis pour les anciens, viscéralement attachés à l'identité de la marque imaginée en 1951 par le fondateur, Jean-Claude Béton, si fier d'avoir bataillé, avec succès, sur le sol français contre l'hégémonie concurrent américaine. L'attachement est toujours là : les ventes d'Orangina ont progressé de 2 % depuis le début de l'année. Philippe Barret

Kirch, Berlusconi et Murdoch cherchent une nouvelle alliance

Sur fond de réaménagement capitalistique du groupe Kirch, au sein duquel Silvio Berlusconi et Rupert Murdoch pourraient entrer, une remise à plat des droits de retransmission des matches de football est étudiée au niveau européen

LES TYCOONS de l'audiovisuel en Europe profitent de la torpéuse estivale pour tenter d'élaborer de nouvelles alliances. D'intenses négociations sont entamées entre trois géants du secteur, l'allemand Kirch, l'italien Silvio Berlusconi, qui contrôle la Fininvest et Mediaset, ainsi que le magnat australo-américain Rupert Murdoch. Le prince saoudien Al Waleed s'est joint aux discussions. Selon Ubaldo Livolsi, directeur général du groupe italien, les négociations « portent sur la création d'une nou-

velle société de production, une major européenne ».

Outre ces accords de coproduction, le réaménagement capitalistique du groupe Kirch est aussi en négociation. Fedele Confalonieri, directeur général de Fininvest, a indiqué dans *Il Mondo* que son groupe et News Corp (celui de Rupert Murdoch) pourraient être intéressés. Leo Kirch, qui a préparé sa succession en créant une fondation, envisagerait la création d'un holding ou d'une filiale audiovisuelle, ouvert à des partenaires puis coté en bourse.

Lancement d'une chaîne exclusivement consacrée à un club de football

Le club de première division anglais Manchester United a annoncé lundi 10 août le lancement de la première chaîne de télévision exclusivement consacrée à un club de football. Baptisée MUTV, cette chaîne doit être disponible à partir de l'automne sur les réseaux câblés et par satellite.

Vendue par abonnement, la nouvelle chaîne diffusera des programmes consacrés au club sept jours sur sept. Elle retransmettra des matches juniors et amicaux, mais pas de rencontres en direct de première division, qui sont sous contrats d'exclusivité avec d'autres chaînes. Créée par le club BSkyB et le groupe Granada Media, la chaîne proposera aussi aux téléspectateurs de revoir des matches anciens, de participer à des jeux et de mieux connaître les joueurs de leur club grâce à des interviews.

mais pu conclure de partenariat d'emprunt sur le territoire allemand. Ses fiançailles ont été rompues tout à tour avec la CIT, Bertelsmann, Canal Plus, Havas... « On ignore si un jour Kirch et Murdoch pourront s'entendre », affirme un proche du dossier.

« Dans deux ans, la Superligue verra le jour et marquera le début d'un nouveau cycle pour le football »

Kirch puisque les deux groupes détiennent chacun 25 % de la chaîne espagnole TeleCinco et le magnat bavarois possède 13 % de Mediaset. Les deux groupes ont été soupçonnés de portage réciproque dans différentes chaînes privées européennes, pour ne pas se trouver en infraction avec les législations audiovisuelles nationales.

Ces projets de grandes manœuvres capitalistiques interviennent alors que le monde du football européen, enjeu majeur du monde audiovisuel, est en pleine effervescence. Les dirigeants de plusieurs grands clubs européens travaillent depuis des mois sur un projet de championnat à l'échelle continentale. A l'issue de réunions discrètes entre magnats de la communication, investisseurs financiers et avocats d'affaires, le projet de « Super-

ligue » est en passe de voir le jour. L'idée d'une telle compétition séduit les présidents de grands clubs, qui pourraient alors négocier librement leurs droits télé. Et en tirer des bénéfices plus substantiels qu'aujourd'hui.

Le 19 juillet, à Londres, plusieurs représentants de clubs ont tracé les grandes lignes de ce championnat haut de gamme qui permettrait, dès la saison 2000-2001, de multiplier leurs revenus, à condition de s'affranchir de la tutelle monopolistique de l'Union euro-

peenne de football (UEFA), qui gère et organise les compétitions européennes. Le 30 juillet, l'UEFA a réagi en avertissant les clubs tentés par l'aventure que des sanctions pouvant aller jusqu'à l'exclusion à vie des compétitions pourraient être prises à l'encontre des « sécessionnistes ».

En dépit de ces menaces, le projet de Superligue semble en bonne voie. Conscients du danger, les dirigeants de l'UEFA tentent de maîtriser l'affaire. Selon Franz Beckenbauer, président du Bayern de Munich : « Gerhard Aliger, le secrétaire général de l'UEFA, a dans ses placards des projets de Ligue européenne. A lui de les ouvrir et de faire des propositions. J'imagine sans problème dans un avenir proche une coopération entre l'UEFA et un grand groupe financier. Qui ne serait autre, selon la presse britannique, que la banque d'in-

vestissements américaine JP Morgan ».

Ulrich Hünnes, manager général du Bayern va plus loin : « Dans deux ans, la Superligue verra le jour et marquera le début d'un nouveau cycle pour le football. Le concept est prêt, il ne reste que quelques détails à régler... Trente-deux clubs seront concernés : seize seront des membres permanents, les autres choisis en fonction de leur classement dans leurs championnats ».

Trois italiens (Juventus, Inter, Milan AC), trois anglais (Arsenal, Liverpool, Manchester United), deux allemands (Bayern Munich, Borussia Dortmund), deux français (l'Olympique de Marseille et le Paris-Saint-Germain), deux espagnols (le Real Madrid et le FC Barcelone), un belge (Anderlecht), un hollandais (Ajax Amsterdam), un grec (Panathinaïkos) et un portugais (Benfica) seront les clubs permanents.

Alain Constant et Nicole Vulser

DÉPÊCHES

■ **RADIO** : Dominique Cantien vient de quitter son poste de directrice des programmes de RMC, auquel elle avait été nommée, il y a quelques semaines. L'ancienne responsable des variétés de TF1 devient conseiller spécial dans le holding Sud Communication, qui détient Sud Radio et RMC.

■ **PRESSE** : le groupe de presse allemand Burda, éditeur de l'hebdomadaire *Foxtel*, a annoncé lundi 10 août une hausse de 18 % de son bénéfice d'exploitation pour l'année 1997, à 47,2 millions de marks (158,1 millions de francs), pour un chiffre d'affaires consolidé en hausse de 8,7 %, à 1,878 milliard de deutschemarks (6,3 milliards de francs). Basé à Munich, Burda a lancé 19 nouveaux titres dans le monde l'an dernier et édite désormais 118 magazines.

■ **Les députés du Parlement jordanien ont adopté, dimanche 9 août, un projet de loi sur la presse très critiqué par les journaux.** Face au tollé suscité par ce projet, il a été modifié par une commission parlementaire. Les amendes qui pourraient être infligées aux journalistes en infraction ont été réduites et leur emprisonnement n'aura plus de base légale. La commission a également réduit le capital exigé pour autoriser les publications. Toutefois, les députés ont voté un article interdisant la couverture des enquêtes et des procès criminels. (AFP)

■ **Après avoir connu des difficultés financières, la revue *Terres catalanes* a été relancée par quatorze chefs d'entreprise des Pyrénées-Orientales, qui ont créé une SARL.** En versant 50 000 francs chacun, ils ont permis le redémarrage et s'interdisent toute intervention sur le contenu rédactionnel de la revue. « Nous ne voulons même pas connaître le sommaire du numéro à venir », souligne Bernard Dauré, vicaire du domaine du Château de Jau, à l'origine de ce sauvetage. Le magazine sera diffusé à 20 000 exemplaires. (Corresp.)

TABLEAU DE BORD

ÉCONOMIE

Récession plus forte que prévu en Corée

L'ÉCONOMIE SUD-CORÉENNE va subir une contraction de 6 % en 1998, a estimé lundi 10 août la Banque centrale de Corée. Ce recul est nettement plus élevé que la prévision initiale d'un repli de 4 % avancée par le gouvernement et le Fonds monétaire international.

■ Selon la presse sud-coréenne, le gouvernement a mis au point un plan d'urgence destiné à protéger l'économie nationale contre les effets d'une dévaluation du yuan.

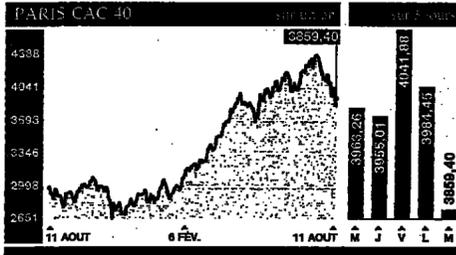
■ **JAPON** : le gouvernement a revu à la baisse son évaluation de l'économie du pays, estimant qu'elle connaissait un affaiblissement prolongé entraîné par la faiblesse de la consommation des ménages.

■ Les prix de gros sont restés stables en juillet, ce qui correspond à un recul en glissement annuel de 0,3 %, a annoncé la Banque du Japon.

■ **FRANCE** : l'excédent des transactions courantes a atteint 97,2 milliards de francs pour les cinq premiers mois de 1998. Sur cette période, le solde cumulé des comptes courants enregistre une croissance de 8 milliards par rapport à la même période de 1997, selon les chiffres publiés par le ministère des finances.

■ **GRANDE-BRETAGNE** : les prix à la production ont baissé de 0,1 % en juillet par rapport au mois de juin. Toutefois, ils enregistrent une hausse de 0,8 % sur un an.

■ **ESPAGNE** : le taux de chômage a nettement reculé pour le septième mois consécutif. En juillet, il est tombé à 11 % de la population active contre 11,51 % en juin, a indiqué le ministère du travail. Le nombre de demandeurs d'emploi a reculé de 74 576 personnes, à 1,78 million, à la fin du mois de juillet.



Principaux écarts au règlement mensuel

Hausses	Cours 10/08	Var. % 07/08	Var. % 31/07	Baisse	Cours 10/08	Var. % 07/08	Var. % 31/07
EFFRAGE	375,95	+4,56	+84,91	CAF GEMINI	79,2	-0,09	+86,35
HOBERT DENIER	225,05	+3,65	+62,27	SCORPIO ALMA	37,7	-5,08	+21,25
RHODIA	560	+2,32	+8,27	ALCATEL ALSTH	1256	-4,88	+51,11
STRAFACOM	146	+2,09	---	LVMH MOET HEN	1059	-4,80	+5,80
SAZ (NY)	240	+2	+22,89	BNP	475,30	-4,74	+48,57
BS	821	+1,80	+23,58	PROGRAMMES EA	358	-4,85	+80,77
CEGID (LY)	1360	+1,40	+78,18	SEPRIME CA	415	-4,81	+36,68
CARZANIER (L)	743	+1,40	+7,30	INTERBALL	163	-4,24	+12,01
				ESSILOR INTL	2145	-4,19	+19,22

Cours de change

TAUX 12h31	Cours DOLLAR	Cours EURO	Cours LIRE	Cours YEN	Cours DOLLAR	Cours EURO	Cours LIRE	Cours YEN
FRANC	5,97	6,81	9,74	3,99	2,97	4,08	0,34	3,15
DM	1,79	1,97	2,81	1,20	0,89	0,12	0,39	0,30
LIRE (100)	1782,35	1945,65	2873,16	1778,03	875,07	1195,28	986,51	284,27
YEN (100)	147,80	162,80	240,42	98,08	73,22	82,54	24,63	24,63
FR. S.	2,01	2,22	3,28	1,35	1,37	0,11	1,13	0,34
PR. S.	1,49	1,85	2,44	---	0,74	1,01	0,84	0,26
LIRE	0,81	0,88	---	0,41	0,30	0,42	0,34	0,10
ECU	0,91	---	1,48	0,81	0,45	0,81	0,51	0,16
DOLLAR	---	1,10	1,63	0,67	0,50	0,88	0,68	0,17

Taux d'intérêt (%)

TAUX 10/08	Taux 1 j.	Taux 3 mois	Taux 6 mois	Taux 12 mois
FRANCE	3,33	3,43	4,05	5,22
ALLEMAGNE	2,35	3,64	4,70	5,18
GRANDE-BRETAGNE	7,51	7,54	8,95	9,35
ITALIE	5,96	4,73	4,85	5,42
JAPON	0,42	0,42	1,48	---
ÉTATS-UNIS	5,40	5,81	5,40	5,63
SUISSE	1,13	1,70	2,80	4,02
PAYS-BAS	2,36	3,37	4,88	5,21

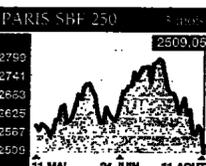
Matif

COURS 12h31	Valeur	derrière	premier
Notionnel 5,5	375,95	100,41	108,21
SEPTEMBRE 98	2520	86,43	85,43

Toutes les valeurs du CAC40 sur le site Web « Le Monde » : www.lemonde.fr

Indices boursiers

EUROPE 12h31	Cours 10/08	Var. % 07/08	Var. % 31/07
PARIS CAC 40	3859,40	-2,08	28,89
SBF 120	2829,25	-1,87	27,72
SBF 250	2594,04	-1,77	29,01
SECORO MAR.	2550,09	-0,96	27,18
FRANKF. D30	619,02	-0,81	23,82
LONDRES FT100	5818,79	-1,80	7,38
AMSTERDAM AEX	1443,79	-1,98	25,28
BRUXELLES BEL.	3412,29	-1,87	41,20
STOCKH. 20	1619,29	-1,58	28,08
MADRID IBEX35	3272,39	-2,06	38,63
MILAN MIB30	2417	-2,16	37,18
SUISSE SMI	3792,30	-1,86	20,86
STOCKH. 50	1919,29	-1,80	---
EURO STOXX 300	330,30	-1,89	---
STOCKH. 50	221,89	-1,88	---
EURO STOXX 50	221,89	-1,88	---



MONDE	Cours 10/08	Var. % 07/08	Var. % 31/07
NEW YORK DJ	8299,89	-0,27	9,12
SP 500	1000,34	-0,88	11,81
NASDAQ	1938,21	-0,41	17,12
BUENOS-AIRES M.	211,09	-3,88	26,23
JOHANNESBURG	12,87	-1,57	2,37
MEXICO BOLSA	222,69	-3,90	-34,05
SANTIAGO IPSA	39,59	-1,19	-24,78
SAO PAULO BOVL	39,59	-1,47	-8,85
TORONTO PSE	3827,29	-1,77	-2,82
ASIE 1015	1108	1018	3123
BANGKOK SET	1288	-1,87	-38,88
HONGKONG H.	6779,78	-0,88	-30,77
SEOUL KOSPI	358,8	-0,21	-13,54
SINGAPOUR ST.	1962,00	-3,38	-34,31
SYDNEY ALL O.	2431,00	-1,40	-2,12
TOKYO NIKKEI	8242,09	-1,40	0,97

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

MARDI 11 AOÛT à midi, l'indice CAC 40 abandonnait 1,93 %, à 3 863,35 points : l'annonce d'une défaillance de l'indonésien sur le paiement du principal de sa dette a avivé les craintes des opérateurs sur les économies asiatiques. Les valeurs bancaires comme la Société générale et la BNP ont fortement reculé. La hausse du titre Castorama s'est limitée à 0,5 % après la précision apportée par Kingfisher, qui a démenti le lancement d'une OPA mais a confirmé l'engagement de discussions en vue d'une éventuelle alliance.

FRANKFORT

MARDI 11 août, l'indice Dax a poursuivi sa baisse. En début de matinée, il a reculé de 1,53 %, à 5 377,45 points. Lundi, il avait cédé 2,46 %, entraîné par la baisse des valeurs automobiles et bancaires. Les opérateurs anticipent une poursuite de la consolidation du marché vers le seuil des 5 000 points.

TOKYO

MARDI 11 août, l'indice Nikkei a reculé de 1,40 %, à 8 246,99 points. Les opérateurs étaient inquiets de la chute du yen à 147 yens pour 1 dollar et de la rumeur, démentie par le nouveau premier ministre, d'une dissolution de la Chambre basse. Les valeurs bancaires ont été les principales victimes.

NEW YORK

LUNDI 10 août, la place américaine a hésité avant de terminer la séance sur une baisse limitée à 0,27 %, à 8 274,85 points. Les valeurs financières, exposées aux risques asiatiques, et les valeurs pétrolières, pénalisées par la faiblesse du prix du baril, ont souffert.

CHANGES

Mardi 11 août, le dollar a fait preuve d'une grande vigueur face à toutes les autres devises internationales. Pour la première fois depuis huit ans, il a dépassé le seuil des 147 yens et s'est échangé à 5,98 francs et à 1,78 mark.

RÈGLEMENT MENSUEL

COMPTANT

SECOND MARCHÉ

SCAV et FCP

مركز الاموال

FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE/MERCREDI 12 AOUT 1998/ 13

RÈGLEMENT MENSUEL

MARDI 11 AOUT
Liquidation : 24 août
Taux de report : 3,63
Cours relevés à 12h31



Table of French stock market indices and values, including CAC 40, VALEURS FRANÇAISES, and various company listings.

Table of international stock market indices and values, including London, New York, and other global markets.

Table of foreign stock market values, including companies like Alcatel, Peugeot, and Renault.

Table of foreign stock market values, including companies like Air France, Bouygues, and Danone.

Table of foreign stock market values, including companies like Nestlé, L'Oréal, and Sanofi.

COMPTANT

Une sélection. Cours relevés à 12h31
MARDI 11 AOUT

Table of bond yields and interest rates, including OBLIGATIONS and various government securities.

Table of domestic stock market values, including companies like Air France, Bouygues, and Danone.

Table of domestic stock market values, including companies like Alcatel, Peugeot, and Renault.

Table of domestic stock market values, including companies like Air France, Bouygues, and Danone.

Table of domestic stock market values, including companies like Air France, Bouygues, and Danone.

SECOND MARCHÉ

Une sélection. Cours relevés à 12h31
MARDI 11 AOUT

Table of second market stock values, including companies like Air France, Bouygues, and Danone.

Table of second market stock values, including companies like Air France, Bouygues, and Danone.

Table of second market stock values, including companies like Air France, Bouygues, and Danone.

Table of second market stock values, including companies like Air France, Bouygues, and Danone.

Table of second market stock values, including companies like Air France, Bouygues, and Danone.

SICAV et FCP

Une sélection. Cours de clôture le 10 août

Table of SICAV and FCP values, including various investment funds and their performance.

Table of SICAV and FCP values, including various investment funds and their performance.

Table of SICAV and FCP values, including various investment funds and their performance.

Table of SICAV and FCP values, including various investment funds and their performance.

Table of SICAV and FCP values, including various investment funds and their performance.

ABRÉVIATIONS

Symbolic abbreviations for various financial instruments and markets.

SYMBOLS

Symbolic abbreviations for various financial instruments and markets.

ABRÉVIATIONS

Symbolic abbreviations for various financial instruments and markets.

SYMBOLS

Symbolic abbreviations for various financial instruments and markets.

ABRÉVIATIONS

Symbolic abbreviations for various financial instruments and markets.

SCIENCES AU IV^e siècle avant notre ère, un navigateur grec, Pythéas, se risquait au-delà du bassin méditerranéen et accomplissait un incroyable périple dans l'océan

Atlantique, jusqu'à la légendaire île de Thulé. ● CETTE CONTRÉE ULTIME, sur laquelle le soleil ne se couchait que deux à trois heures par jour, allait servir à établir les grands sys-

tèmes géographiques de l'Antiquité. Par la suite, elle fut identifiée à l'Islande ou, de façon plus vraisemblable, aux îles Shetland. ● CEPENDANT le voyage de Pythéas, dont ne

subsistent que des témoignages indirects, a suscité le scepticisme de nombreux auteurs. Aujourd'hui, certains spécialistes tiennent la description de Thulé pour une pure fiction.

● L'EXPLORATEUR marseillais garde à son crédit d'avoir été le premier à situer précisément la Grande-Bretagne, ainsi qu'à expliquer le phénomène des marées.

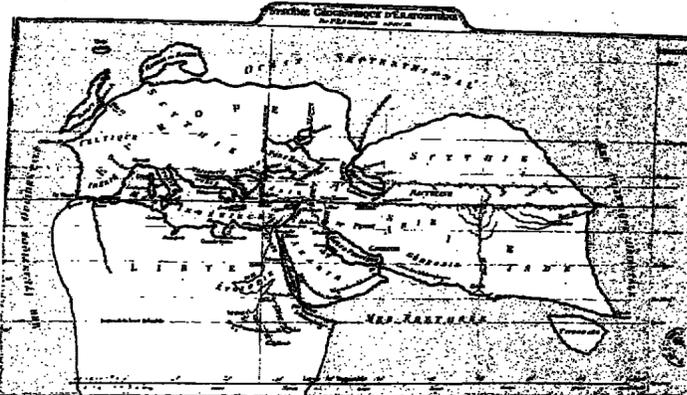
Comment Pythéas le Massaliote repoussa les limites du monde

Vers 330 avant Jésus-Christ, un navigateur-astronome grec, franchissant les colonnes d'Hercule, s'aventura dans l'océan Atlantique jusqu'à la mythique Thulé. Un périple hardi, connu seulement par les mentions et par les commentaires d'auteurs plus tardifs, souvent sceptiques

« CES LIEUX dans lesquels il n'existe plus de terre proprement dite, ni de mer ni d'îles, mais un mélange fait de ces choses, semblable au poisson marin, dans lequel la terre et la mer et toutes choses sont comme en suspension, comme si ce quelque chose était un lien entre tous les éléments, ne permettant ni de marcher ni de naviguer. » Ainsi, au IV^e siècle avant notre ère, Pythéas dépeint-il les mystérieuses contrées vers lesquelles l'a conduit, aux confins des terres habitées - l'actuelle des Anciens -, non loin du cercle polaire arctique, une expédition maritime aussi hardie que controversée.

L'aventureux périple du navigateur grec, dont le récit qu'il laissa dans une *Description de l'océan* s'est perdu, ne nous est connu que par les mentions et par les commentaires, souvent empreints d'un scepticisme virulent, d'auteurs plus tardifs. L'homme de science est reconnu : « En ce qui concerne toutefois l'astronomie et les mathématiques, Pythéas semble avoir montré de la capacité », concède, du bout des lèvres, l'un de ses plus acerbes détracteurs, le géographe Strabon. Mais, aujourd'hui encore, les exégètes se perdent en conjectures sur son « fabuleux » voyage.

Est-ce la curiosité scientifique pure qui pousse le Massaliote, citoyen de l'antique Marseille, à se risquer au-delà des colonnes d'Hercule ? Celles-ci, gardant le détroit de Gibraltar, ferment alors l'horizon d'un monde hellénique borné par les rivages méditerranéens de la mer Intérieure. Nourrit-il l'espoir d'ouvrir, en direction du nord, des routes de commerce maritime vers les mines d'étain de la Cornouailles et les gisements d'ambre de la Baltique ? Ou bien est-il envoyé en éclaireur par Alexandre qui, après avoir soumis l'Asie, tourne ses regards vers l'Occident et le Septentrion ? L'hypothèse pourrait être confortée par la possible concomitance des explorations entreprises, par Pythéas, le long de la bordure océanique de l'Europe et par un autre Marseillais, Euthymène, sur les côtes africaines. Cette double mission de reconnaissance aurait alors été accomplie dans les années



Le système géographique du savant grec du III^e siècle avant J.-C. Eratosthène (selon une carte dressée en 1803 par P.F.J. Gosse) et conservée à la Bibliothèque nationale) accorde foi aux découvertes de Pythéas, en faisant de Thulé la limite septentrionale du monde connu.

qui précèdent la mort du conquérant macédonien, en 323 avant Jésus-Christ.

Certains historiens imaginent le savant-navigateur à la tête d'une flottille de puissantes trières, propulsées par les rames de deux cents hommes d'équipage. D'autres le voient, avec davantage de vraisemblance, embarquer sur un navire de commerce. L'expédition est de toute façon audacieuse pour des marins certes rompus à la navigation hauturière mais pas dans un océan Atlantique mal connu. Leur itinéraire reste aussi incertain que la durée de cette téméraire équipée, qui varie, selon les commentateurs, de quelques mois à plusieurs années.

UNE MER COAGULÉE

Longeant, probablement, les côtes ibériques, puis remontant vers la péninsule armoricaine, Pythéas met ensuite le cap sur « la grande île britannique », dont il sera le premier à donner la position, à décrire la forme triangulaire et même à calculer les dimensions, avec une éton-

nante précision. Il dresse de ses habitants le tableau bucolique d'une population primitive, si l'on en croit la relation indirecte de Diodore de Sicile : « Ils ont des habitations fort pauvres faites de paille ou de roseaux et de bois. Ils font leur provision de blé en coupant les épis et en les conservant dans des abris couverts. De ces réserves, ils tirent chaque jour les vieux épis, qu'ils égrenent et travaillent de façon à y trouver nourriture. Pour ce qui est de leur caractère, ce sont des gens très simples et bien éloignés de cet esprit vif et méchant qui est celui des gens d'aujourd'hui. »

C'est alors que survient le passage le plus fascinant, mais aussi le plus discuté de cette traversée : « A six jours de navigation au nord de la Grande-Bretagne », dit Pythéas cité par Strabon, se trouve une île nommée Thulé, qu'il définit comme « la plus septentrionale des terres qui ont un nom ». Ceux qui y vivent « tirent du blé et du miel leur boisson habituelle et, faite de jus de raisin, ils portent la maison dans de grands bâtiments cou-

verts pour l'y battre, les pluies et le manque de soleil les empêchant de se servir d'autres découvertes ». Sous cette latitude, rapporte Geminus de Rhodes, « la nuit était tout à fait petite, pour les uns de deux heures, pour les autres de trois, de sorte que le soleil s'était couché, après un petit intervalle il se relevait aussitôt ». Au-delà, ajoute Strabon, s'étend « une mer coagulée » qui interdit de progresser plus avant.

Explorateur et homme de science

Pythéas, dont la science mathématique est généralement reconnue, mérite-t-il aussi le titre d'astronome ? Plusieurs textes mentionnent l'observation de la hauteur du soleil qu'il effectua à Marseille, au solstice d'été, à l'aide d'un gnomon (antique cadran solaire) de grande taille. Cette mesure allait permettre, sinon à lui-même, du moins à Eratosthène et à Hipparque, de calculer la latitude de la cité phocéenne avec une remarquable précision.

Cette observation gnomonique, reproduite par Gassendi en 1636, n'est toutefois pas de connaissances en astronomie très poussées et ne permet donc pas, à elle seule, de trancher la question. Il semble bien, en revanche, que l'on puisse attribuer au navigateur grec le mérite d'avoir, le premier, établi une corrélation entre le mouvement des marées, phénomène inconnu des peuples du bassin méditerranéen, et l'influence de la lune.

Pythéas aurait alors rebroussé chemin et fait voile vers le Levant, jusqu'aux rivages balkaniques où l'ancien mentionne sa présence près de l'embouchure de la Vistule, avant de regagner son port d'attache. Mais c'est sur Thulé que s'arrêtent tous les glossateurs.

« FIEFFÉ MENTEUR »

La notion de « plus septentrionale des terres », l'image du « polumon marin », par laquelle les Grecs désignaient la méduse et qui évoque des eaux proches de l'état de glace, l'indication d'un jour presque sans nuit, comme il en va au solstice d'été au voisinage du cercle polaire, ont incité certains, une fois connue l'existence de l'Islande - occupée dès le IX^e siècle par les Vikings -, à voir dans cette île la « terre ultime » du navigateur grec. C'est, plus au nord encore, le nom de Thulé que l'explorateur danois Knud Rasmussen choisit, en 1910, pour fonder une base polaire au Groenland. Mais, aujourd'hui, la plupart des historiens fixent aux îles Shetland - ce qui constituerait déjà un bel exploit - la limite atteinte par Pythéas. Ceux, du moins, qui croient à la réalité de son voyage.

Les deux principales sources sur lesquelles repose l'information, Polybe et Strabon, respectivement des II^e et I^{er} siècles avant Jésus-Christ, tiennent le découvreur massaliote, le premier pour un « fieffé menteur », le second pour un « charlatan de profession », qui

« partout et toujours cherche à tromper son monde ». « Qui croira, écrit Polybe, qu'un simple particulier de fortune notoirement médiocre ait pu trouver le moyen de parcourir d'aussi énormes distances ? » Peut-être ces traits vitriolés trouvent-ils leur explication dans l'obligation de ménager la susceptibilité de Rome, dont la flotte n'est pas parvenue à rééditer la supposée prouesse de Pythéas.

D'autres savants grecs accorderont au contraire grand crédit à leur compatriote. Eratosthène, premier bibliothécaire d'Alexandrie, fait de Thulé la pointe septentrionale de son système géographique, au III^e siècle avant notre ère, comme il le place l'île de Taprobane (Ceylan) à sa latitude méridionale. Après lui, l'astronome Hipparque ou encore le géographe Artémidore d'Éphèse rendront hommage à la science de Pythéas.

Les critiques contemporains n'excluent pourtant pas que sinon la totalité de son périple, du moins son incursion au-delà des rives de la Grande-Bretagne soit l'invention d'un habile affabulateur. « L'histoire regorge de découvreurs du même acabit », observe Pascal Amaud, membre de l'Institut universitaire de France, spécialiste de la géographie antique. « La description que donne Pythéas de sa Thulé, note-t-il, se conforme à la représentation habituelle des eschata, ces limites du monde où les éléments se mêlent et se fondent dans le chaos, interdisant le passage humain. » D'ailleurs, ajoute-t-il, un « récit unique, d'un genre » avait, chez les Anciens, le double sens de « voyage dans la fiction ».

Réal ou imaginaire, le voyage de Pythéas aura fait entrer le royaume de Thulé dans la légende et inspiré les poètes, de Virgile, chantant « *Fulvia Thule* », à Goethe, qui, dans une ballade d'un sombre romantisme, évoque les derniers instants d'un roi de Thulé : « au milieu de l'antique salle d'un château qui baignait les mers ». Celles-ci, à jamais sans doute, repose la vérité sur Pythéas.

Pierre Le Hir

Un cimetière médiéval découvert sous le centre piétonnier de Quimper

« SUR AU MOINS 2000 m², on a une densité phénoménale de tombes et dans un état de conservation époustouflant : des coffres de bois liés par des cordes, et, dans des corps, avec des étoffes, des vêtements, des cuir... Absolument fantastique », raconte Michel Vagnay, conservateur régional de l'archéologie en Bretagne. Cet énorme cimetière, c'est celui qui s'étendit autour de la cathédrale de Quimper depuis son édification, probablement au VIII^e siècle, jusqu'à sa rénovation au XIII^e siècle. Un enchevêtrement de tombes d'adultes et d'enfants déposées

pendant cinq siècles au plus près du lieu du culte et des reliques vénérées, comme c'était la coutume au Moyen Âge.

Cet ensemble, qui doit son étonnante conservation à l'humidité constante du sous-sol, ne sera pas fouillé. Seules deux sépultures, exhumées accidentellement, seront étudiées. La découverte est, en effet, survenue lors de fouilles préventives avant le réaménagement du centre piétonnier. Les travaux prévoyaient initialement un abaissement du niveau de circulation de plus d'un mètre. Or les niveaux funéraires se trouvaient déjà à 30 cen-

timètres du sol actuel. La fouille d'un si vaste cimetière aurait demandé des moyens techniques et financiers et entraîné des délais très importants ; d'autant plus qu'ils auraient dû inclure les traitements nécessaires à la conservation des vestiges issus de milieux humides.

CERCUEILS ORIGINAUX

Le compromis fut donc de limiter l'abaissement des voies à 30 centimètres. Le site funéraire a été comblé avec du sable, recouvert d'un géotextile - tissu imputrescible laissant passer l'humidité -, puis d'un treillis métallique et enfin

d'une dalle de béton. Une mesure de protection pour ce site réservé aux archéologues du futur. Mais auparavant, afin d'établir la chronologie de l'occupation du lieu sans léser les vestiges funéraires, les archéologues, sous la direction de Jean-Paul Le Bihan, du service archéologique municipal, ont vidé une tranchée de la seconde guerre mondiale et une fosse moderne. Ce qui leur permit, ensuite, de relever la superposition des strates et des vestiges dans les parois.

Deux petits cercueils de bois ont alors été enlevés. Anne Dietrich, spécialiste du bois à l'Association

pour les fouilles archéologiques nationales (AFAN), les étudia au service départemental d'archéologie du Val-d'Oise. Selon elle, ces deux cercueils de chêne et de hêtre sont d'un modèle peu connu. Leur forme est trapézoïdale en coupe comme en plan. Ils contenaient les corps d'un enfant de six mois et d'un autre de moins de deux ans, dont la tête reposait sur un amas de brindilles. Les enfants étaient enveloppés dans une peau, rabattue ensuite sur le corps et repliée sous les pieds et sous la tête. C'est la première fois que l'on rencontre cet usage de linéol de cuir. Les dépouilles mortelles conservaient encore certaines matières molles, notamment le cerveau entier de l'enfant le plus âgé. Les dépouilles mortelles seront étudiées avec les moyens modernes d'imagerie médicale (radiographie, scanner) afin de déterminer quel fut l'état de santé des enfants pendant leur courte vie, et peut-être la cause de leur décès.

L'étude archéologique des niveaux superficiels du site, menée parallèlement sur 3 000 m², a confirmé l'existence, au XV^e siècle, d'une grande place marchande mentionnée dans les archives. Elle a surtout révélé que, contrairement à ce que l'on imaginait, la ville médiévale ne s'est pas développée à partir d'une agglomération gallo-romaine. En effet, aucun vestige de cette période n'a été retrouvé. Et le plan urbanistique médiéval est rayonnant à partir de la cathédrale et ne se calcule donc pas sur un plan aux rues perpendiculaires, à la romaine.

Jean-Yves Nau

Catherine Chauveau

IBM va lancer une puce plus rapide et moins gourmande

IBM, le géant américain de l'informatique, a l'intention de lancer dès le début de 1999 la fabrication en série de composants électroniques avec une nouvelle technologie qui augmente de 35 % la vitesse de fonctionnement des puces et diminue leur consommation électrique d'un tiers. Baptisé SOI (Silicon on insulator, ou silicium-sur-isolant), ce procédé consiste à isoler les millions de transistors de la puce des champs électriques parasites à l'aide d'une fine couche de dioxyde de silicium. Il ne devrait accroître les coûts de fabrication que de 10 %. Cette technologie augmentera l'autonomie des téléphones mobiles et des ordinateurs portables et accélérera le traitement de l'information par les grands systèmes, les réseaux et les routeurs.

DÉPÊCHE

■ ESPACE : les quatre satellites Cluster-II chargés d'étudier le Soleil seront mis en orbite par deux fusées russes Soyouz le 15 juin et le 13 juillet 2000. Un contrat vient d'être signé à Paris entre la société franco-russe Starsem, exploitant des Soyouz, et l'Agence spatiale européenne. Ces satellites sont destinés à remplacer les Cluster-I détruits dans l'explosion de la première fusée Ariane 5 en juin 1996.

Quand un cru du I monte en puissance



مذا من لامل

BALADE DANS LES VIGNOBLES

Quand un cru du Languedoc monte en puissance

Vignerons attentifs, appellations rigoureuses, cépages sélectionnés, ou comment faire du pic-saint-loup un bon vin

Après la publication des reportages de Jean-Claude Ribaut dans les vignobles du Bordelais (Le Monde du 15 juillet), d'Alsace (Le Monde du 22 juillet), de Saint-Julien (Le Monde du 29 juillet) et de Touraine (Le Monde du 5 août), nous continuons notre série d'étés par trois visites dans le sud de la France.

MONTPELLIER de notre envoyé spécial Montpellier et le Pic Saint-Loup: à vingt kilomètres au nord de la ville, ce sommet modeste qui ne culmine qu'à 658 mètres n'en est pas moins l'orgueil de toute une région. Prades-le-Lez, Le Triadou, Valflaunès: la départementale qui serpente à travers villages et garrigues mène le dimanche les Montpelliérains en excursion sur « leur » pic. Quant aux vacanciers, trop pressés, il se contentent de se hausser, sur le versant nord, jusqu'à la classique halte touristique qu'est la grotte des Demoiselles, délaissant la silhouette trapue de ces falaises de calcaire qui se découpent à main droite de leur route.

Au pied de ce massif, se trouve l'un des douze terroirs qui composent l'appellation côtes-du-languedoc: le vignoble de Pic Saint-Loup. S'il a pas encore acquis la notoriété des picpoul-de-pinot ou des saint-georges-d'orques, il y a pourtant longtemps que ses vignes ont en ont pris le destin en main. Guilhem Bruguière peut en témoigner. Au milieu des jeunes viticulteurs venus s'installer ici dans les an-

nées 80, lui fait presque figure d'ancien: cela fait six générations que sa famille habite le même mas à Valflaunès. Une longue bâtisse dont le premier maire de Montpellier fut propriétaire sous la Révolution. Le premier de la famille qui se lança dans la culture de la vigne, c'est Adrien Bruguière, grand-père de Guilhem, au cours des années 1880. Son fils Albert fut l'un des artisans du syndicat des viticulteurs du Pic Saint-Loup qui se créa dès le début des années 50; quant à Guilhem, il a accompagné depuis toutes les autres révolutions de ce coin de vignoble.

Dès 1955, la vigne accédait ici au premier niveau de classement possible, l'appellation VDQS. Trente ans plus tard, profitant de la création de l'AOC côtes-du-languedoc, les viticulteurs décident volontairement de restreindre de façon drastique la zone ayant droit à l'appellation pic-saint-loup. Pour que le vin soit à son meilleur, il fallait que le vignoble soit essentiellement maintenu dans cette zone d'ébouillements, au contrefort des côtes, à 200 mètres d'altitude environ. Le terroir autorisé passa alors de 9 354 à 4 738 hectares, une division par deux.

TERROIR MAGNIFIQUE Parallèlement à cette limitation du territoire, une nouvelle politique d'encépagement a été peu à peu mise en place. « Cela a été très long », se souvient Jean Clavel, l'ancien directeur du syndicat des côtes-du-languedoc. « Il a fallu convaincre que le carignan, à l'époque cépage roi, n'était en fait pas vraiment adapté à ce terroir où il pleut beaucoup mais où les étés

sont très secs. » Jusqu'au milieu des années 70, bien des viticulteurs continuaient à exploiter la vigne au maximum avec des rendements jusqu'à 90 hectos l'hectare, quitte à vendre leur vin en vrac, sans bénéficier d'aucune appellation.

Pourtant, ce terroir est magnifique, au point d'attirer ceux qui n'ont jamais fait de vin et rêvent de venir s'installer ici. Jean Orliac est sans doute le premier d'entre eux: enseignant à l'université de Montpellier, il achète alors d'anciennes vignes abandonnées au flanc des côtes pour cause de faibles rendements. Il détache ce qui n'est plus que genévriers, chânes et genêts et plante au pied de la falaise de l'hortus syrah et mourvèdre. Précuseur? Et comment! En 1994, les viticulteurs du pic-saint-loup ont obtenu que tout vin qui voudrait mettre sur son étiquette le nom de ce terroir soit issu à 90 % de ces deux cépages ou d'un troisième, le grenache.

Aujourd'hui, outre les rendements à l'hectare qui ne doivent pas dépasser les 50 hectos, la sélection, se fait donc par cet encépagement qui permet d'assembler des vins aromatiques aux tannins plus fondus. Très rares sont les viticulteurs qui ne produisent dans cette aire délimitée que du pic-saint-loup. Déjà, sur les 248 exploitations viticoles installées ici, moins d'une centaine produisent en réalité des vins AOC. Les critères y sont pourtant moins draconiens puisque les viticulteurs peuvent dans ce cas récolter jusqu'à 60 hectos à l'hectare et que les trois cépages de référence, syrah, mourvèdre et grenache, ne sont tenus de représenter que 50 % de l'encépagement total.



DESSIN: DIEZEL/BAU

PLUS QUE DES VINS DE SOIF Les jeunes viticulteurs qui se sont installés ici dans les années 80 continuent de défricher et replantent petit à petit leur vignoble pour pouvoir s'afficher au meilleur, en pic-saint-loup. Etienne Leenhardt, par exemple, qui propose son Château Cazeneuve 1996 en « cuvée classique ». Elevé douze mois en cuve, ce beau vin rouge, ample en bouche, possède une finale un peu animale, des tannins qui vont

gagner en soyeux avec le temps et déjà une grande fraîcheur.

Son voisin du Château Lascaux, Jean-Benoît Cavalier, fait déguster dans son caveau sur la place du village un rouge 1997 au nez à la fois balsamique et minéral qui présente un bel équilibre de fruits rouges et noirs. C'est enfin Guilhem Bruguière qui sort de sa réserve un pic-saint-loup 1993, chef-d'œuvre de fruit cuit et d'épices, ce vin à l'arrière-nez de pruneau a des tannins fondus et soyeux. Démonstration éclatante que les côtes-du-languedoc sont beaucoup plus que de simples vins de soif.

Guillaume Crouzet

* Tous les domaines cités pratiquent la vente au caveau. Se renseigner pour les horaires d'ouverture. André Leenhardt, château Cazeneuve 34270 Lauret. Tél.: 04-67-59-07-49. Guilhem Bruguière, Mas Bruguière 34270 Valflaunès. Tél.: 04-67-55-20-97. Jean-Benoît Cavalier, château Lascaux 34270 Vaqueïres. Tél.: 04-67-59-00-08.

BONNES ÉTAPES

LAURET

Pour partir en excursion au Pic Saint-Loup, inutile d'attendre le pèlerinage du 18 mars qui mène les foules à la petite chapelle tout en haut. Pour ceux qui veulent délaissier la plage pour une journée, une auberge perdue dans un hameau non loin du village de Lauret. Derrière sa grille verte, cette maison de maître est une halte plutôt rustique malgré sa grande piscine. La grande salle vitrée à l'ancienne où l'on dîne et déjeune n'est ouverte que le week-end à ceux qui n'ont pas leur chambre ici (demi-pension à 245 francs pour une chambre, mais salle de bains commune). La cuisine très simple est faite avec les produits du marché. Pour accompagner ces plats de ménage, la carte propose environ quatre-vingts vins de la région, dont une vingtaine peuvent être servis au verre. * L'Auberge du Cèdre, 34270 Lauret. Tél.: 04-67-59-02-02.

VILLEVEYRAC

Aimé Guilbert continue de faire parler de lui. Après avoir défrayé la chronique en vendant depuis de nombreuses années au prix d'un grand cru bordelais son Mas de Daumas-Gassac, simple vin de pays mais « libéré de tout corset réglementaire », comme on pouvait le lire dans ces mêmes colonnes, ce sculpteur de vins rares dont on dit que le talent serait aujourd'hui plus évident dans les vins blancs que dans les rouges, se tourne depuis quelques années vers de grosses productions. Associé à la coopérative de Villeveyrac, il a créé plusieurs vins sous le vocable de « Terrasses de... ». Dernier rejeton de cette lignée, les Terrasses d'Albaran: « un rouge puissant et macho », selon son créateur. Vendu dans une élégante bouteille de Bordeaux, le vin est un assemblage par ordre décroissant d'importance de cabernet, de syrah, de mourvèdre et d'alicante. Certains de ces cépages sont élevés en barrique pendant un an environ avant d'être assemblés. Le tout donne un vin très charpenté et tannique dont seuls le gibier ou les plats très mijotés pourront tirer parti. 30 francs la bouteille. * Caves coopératives, 34560 Villeveyrac. Tél.: 04-67-78-06-66.

MARSEILLAN

Nouvelle adresse de charme, à deux pas du port: une placette gravillonnée, deux pins parasols et une minuscule maison jaune. C'est ici que se sont installés les trois compères qui tenaient le restaurant Pile ou face, à Paris. La cuisine est moins sophistiquée que dans la capitale, mais les prix sont beaucoup plus séduisants. Le menu-carte offre en effet, pour 85 francs, au déjeuner comme au dîner, le choix entre cinq entrées et autant de plats et de desserts. Gratin de moules de l'étang de Thau au parmesan et au Noilly, filet de julienne rôti au lard, cabillaud cuit au four et sa purée d'ognons safranés et, pour couronner le tout, de simples mais excellents desserts comme le pot de crème à la vanille ou la soupe de pêches à la verveine. Ambiance bon enfant et carte des vins, elle aussi à tarif réduit, qui propose plus de quarante crus du pays, dont un beau minervois 1996, le Cariganissime, vinifié par Patricia Domergue. * Chez Philippe, 20, rue de Surfran, 34340 Marseillan. Tél.: 04-67-01-70-62.

LAVERUNE

Les grilles actuelles de la belle demeure d'Engarran, une folie XVIII^e, fermaient autrefois les jardins de la Comédie, au cœur de Montpellier. La maison ne se visite pas, mais un petit musée du vin (entrée gratuite) a été installé dans les communs. Les vignes du domaine sont installées sur le terroir de Saint-Georges-d'Orques. Son sol acide donne généralement des vins d'une grande fraîcheur. Les deux filles de la famille Grill qui s'occupent ici de la vigne, Diane et Constance, collectionnent les trophées dans les concours agricoles. Leur cuvée Sainte-Cécile 1996, à la robe rouge brillant, est un plaisir à déguster dès maintenant. Un vin frais au nez de mirre et de cassis, un peu court en bouche mais bien équilibré et qui sur place ne coûte que 30 francs la bouteille. * Château de l'Engarran, 34380 Laverune. Tél.: 04-67-47-00-02.

Le « grand livre » d'un apôtre d'une région viticole en révolution

MONTPELLIER

de notre envoyé spécial C'est à coup d'inventions comme les bonbons de foie gras croustillants ou le turbot rôti servi sur un émincé de pied de porc que les frères Pourcel ont décroché au firmament du Guide Michelin une brassée d'étoiles pour leur restaurant du Jardin des sens à Montpellier. Si les jumeaux font des étincelles aux fourneaux, leur réussite n'est pourtant pas celle d'un tandem mais bien d'un triumvirat, celui qu'ils forment depuis leurs débuts avec Olivier Château. Grand, mince, le garçon flirte encore avec la trentaine malgré ses cheveux d'un gris précoce et flamboyant. Petites lunettes rondes sur le bout du nez, sanglé dans d'impeccables costumes, il émane de lui un mélange d'assurance et de quant-à-soi.

A voir la façon dont le personnel réagit à la moindre de ses remarques, on sent que le gant de velours a été laissé au vestiaire et que c'est d'une poigne d'acier qu'il dirige ici le service en salle ou la carte des vins. La carte? Non, le « livre

des vins, douzième édition » selon l'intitulé qui lui a donné Olivier Château. L'ouvrage est d'ailleurs d'importance: pas moins de 872 bouteilles, beaucoup de bourgognes, de côtes-du-rhône, et surtout, à l'incipit de ce roman bachique, un incroyable choix de près d'une centaine de vins du Languedoc.

DE LA LOURDEUR À LA VIRILITÉ « Quand nous avons ouvert le restaurant il y a dix ans, cela eût été impensable. Le vignoble avait mauvaise réputation et ce que j'ai goûté en arrivant ici n'était pas formidable. » Pas plus d'ailleurs que ne l'était la petite maison sur la route du cimetière Saint-Lazare, la seule qu'aient pu s'offrir alors Olivier et ses amis Jacques et Laurent Pourcel. « C'était une ruine. Il a fallu retrousser nos manches, couler du béton, installer des planchers: un calvaire pour moi qui ne suis pas bricoleur. »

C'est sans doute sur ces grâvats que s'est cimentée l'amitié qui semble indélébile entre ces trois garçons. Quand il

ne gâche pas le plâtre, Olivier prépare la première édition de son livre des vins. « Quand nous avons ouvert en novembre 1988, elle était déjà divine d'un restaurant macaronné », se souvient-il, ému. « Mais, pour le Languedoc, nous avons aujourd'hui dix fois plus à proposer. La raison en est simple: en une seule décennie, le vin ici a connu une véritable métamorphose et j'en suis aujourd'hui, au moins pour les rouges, à le préférer à tout autre. »

A des vins lourds, qui coignaient, ont succédé des vins virils, mais plus complexes, aux tannins moins serrés, et qui se prêtent à la garde. C'est par exemple ce Domaine de la Grange des Pères, simple vin des pays de l'Hérault, mais qu'il tient pour le plus grand rouge de la région. « C'est une merveille avec des plats comme le pigeon ou le canard à l'hectare, et surtout vinifié de façon hors pair, passant plus de deux ans en barriques anciennes et sans être filtré. Le 1994 a un nez extraordinaire de fruits rouges et une

bouche à la fois ample et d'une longueur phénoménale. »

Olivier se replonge dans son livre avec délice pour évoquer le rouge du Domaine Cazeneuve ou celui du Château des Estanilles, mais aussi pour signaler que, dans les côtes du Languedoc, « ce sont les blancs qui désormais font leur révolution ». Lui succombe par exemple aux charmes d'un Château Puech-Haut 1997, « issu de vignier et de roussane, c'est un admirable vin d'entrée qui ouvre l'appétit avec ses arômes de fleurs blanches et d'acacia ».

Une passion qui conduit notre sommelier à passer aux actes. Avec les frères Pourcel, fils de vignerons, il vient de faire l'acquisition de 30 hectares de vignes à quelques kilomètres de Montpellier et se régale déjà à l'idée de vinifier.

G. C.

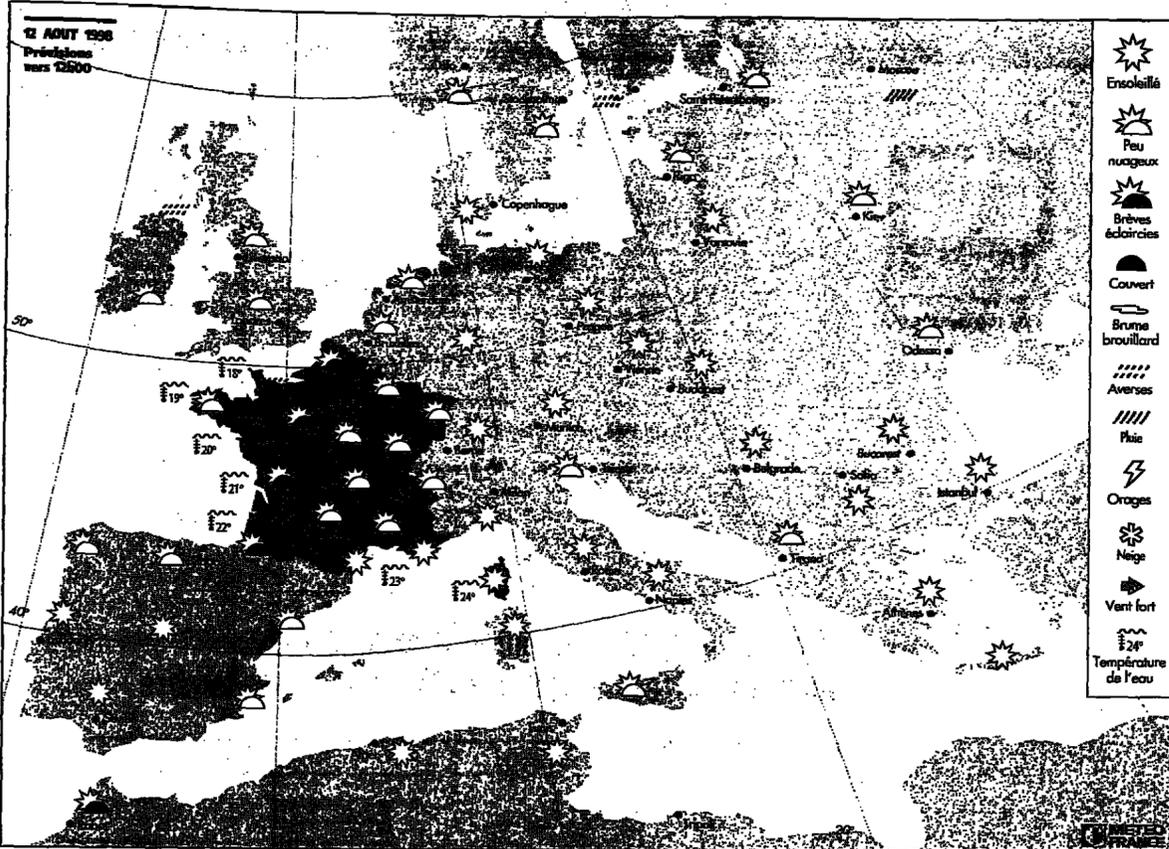
* Le Jardin des sens, 11, avenue Saint-Lazare 34000 Montpellier. Tél.: 04-67-79-63-38. Carte 400-550 francs. Vins du Languedoc entre 155 et 465 francs.

REPRODUCTION INTERDITE EMPLOI

OFFRES: SAP CONSULTANTS, DEMANDES: Dipl. 98 ESC le Havre angl., ail. courant, stages logistique, recherche expatriation à Londres + gde banlieue en GRH marketing, logistique, étud. toutes offres. STAGES: JH 21 ans, sans exp. prof., inscrit en BTS INFORMATIQUE INDUSTRIELLE dans le cadre d'un CONTRAT DE QUALIFICATION en sept. 98 recherche une entreprise sur Paris ou alentours Melun. Tél.: 01-64-09-52-40 ou 06-12-76-01-54 (port)

Partez en vacances avec Le Monde. FAITES SUIVRE OU SUSPENDRE VOTRE ABONNEMENT PENDANT VOS VACANCES. Vous êtes abonné(e): Votre numéro d'abonné (impératif): Nom: Prénom: Commune de résidence habituelle (impératif): Adresse: Ville: Code postal: Vous n'êtes pas abonné(e): Votre adresse de vacances: Adresse: Ville: Code postal: Votre règlement: [] Chèque joint [] Carte bancaire n°:

سكذامن لاصح



LE CARNET DU VOYAGEUR

FRANCE. Destiné aux voyageurs en provenance de l'étranger ou de province, le nouveau forfait « Go Budget aéroport » permet, jusqu'au 31 août, de louer aux comptoirs Budget des aéroports de Paris (Orly et Roissy), un véhicule de tourisme (catégorie A) pour 199 F par jour, à partir de 7 jours consécutifs de location. Ce tarif inclut 250 km par jour, les assurances dommages (CDW), vol (TPC) et dommages corporels (PAI) ainsi que la surcharge aéroport de 96 F TTC. Ce forfait est applicable sous réserve de la disponibilité des véhicules. Renseignements au 0800-10-00-01.

PROMENADES. Découvrir le mystère des orages à Marcenat (Cantal), la mer et le monde marin à Boulogne-sur-Mer, Brest ou La Rochelle, l'espace à Toulouse, visiter l'observatoire du Mont-Aigoual (Gard), le Mini-guide 98 des promenades météorologiques en France recense treize sites, où sont organisées des expositions sur la nature et l'environnement. On peut se procurer gratuitement ce dépliant dans les centres départementaux de Météo-France, sur Minitel (36 15 Météo) ou à la librairie Météo-France, 2, avenue Rapp, 75007 Paris.

ALLEMAGNE. Un forfait dégressif est proposé pour circuler par le rail à travers l'Europe avec la formule Sparpreis diffusée par La Deutsche Bahn France. Cette formule permet de voyager, jusqu'à 5 personnes, à moindre prix, entre l'Allemagne et la France. Exemple l'aller-retour Bayonne-Berlin coûte 1 354 F pour une personne ou 4 060 F pour cinq, soit 812 F. Tél. : 01-44-58-95-50.

Baisse des températures

MERCREDI, une dépression au voisinage de l'Écosse va amener sur le pays des masses d'air moins chaudes, dans un flux qui bascule au Nord-Ouest. Seul le flanc est du pays pourra encore dépasser les 35 degrés. Ce changement sera accompagné d'un ciel un peu plus nuageux pouvant occasionner des ondées orageuses.

Bretagne, pays de la Loire, Basse-Normandie. - On retrouvera encore des plaques de grisaille le matin. Après leur dissipation, le soleil s'imposera sur les rivages de la Manche, et le temps deviendra lourd des pays de la Loire à la Normandie avec des ondées. Il fera de 20 à 23 degrés sur les plages de la Manche, 26 à 30 ailleurs.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Le soleil matinal sera parfois contesté l'après-midi et quelques ondées se déclencheront, pouvant prendre un caractère orageux du Berry aux Ardennes. Il fera de 21 à 23 degrés sur les plages, 27 à 35 des Flandres à la Sologne.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - La canicule sera bien marquée en Al-

sace, avec des pointes à 38 degrés. Les températures baisseront légèrement ailleurs, mais la chaleur deviendra lourde et des orages forts pourront éclater sur le relief.

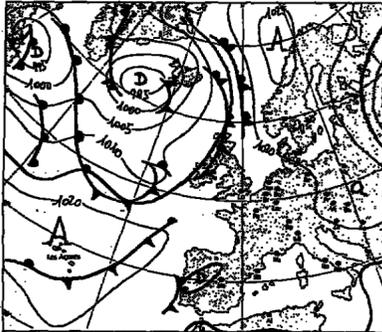
Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Des nuages bas envahiront de nouveau le ciel aquitain en matinée. L'après-midi, ce sont des nuages à caractère orageux qui se développeront. Les orages éclateront principalement sur les Pyrénées, mais des débordements en plaine ne sont pas exclus. Il fera 25 degrés en bord de mer, 30 à 35 dans les terres.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - La chaleur s'annonce étouffante. Des nuages bourgeonnants se formeront dès la mi-journée sur le relief. Ils donneront des averses orageuses l'après-midi en montagne. Il fera de 33 à 38 degrés.

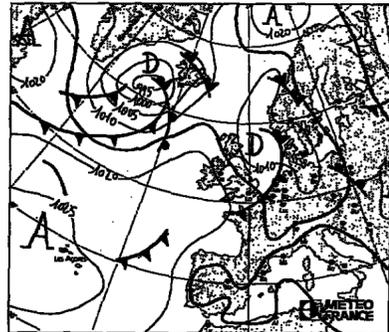
Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - En bord de mer, le temps restera sec et très ensoleillé après la dissipation des brumes. Dans les terres, le ciel bleu du matin s'ornera l'après-midi de nuages pomelés avec un risque orageux en montagne. Il fera de 29 à 34 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 12 AOÛT 1998
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel.
S : ensoleillé ;
N : nuageux ;
C : couvert ;
P : pluie ;
* : neige.

FRANCE métropole	1952 S
ANJOU	20/24 C
BRETAGNE	21/28 N
BORDEAUX	19/26 N
BOURGES	13/23 N
BREST	18/23 P
CAEN	16/23 P
CHERBOURG	21/25 N
CLERMONT-F.	19/26 N
DIJON	18/24 N
GRENOBLE	17/27 C
LILLE	20/22 N
LIMOGES	20/27 N
LYON	20/27 N
MARSEILLE	21/21 S
NANCY	17/26 N
NANTES	18/27 C
NICE	23/30 S
PARIS	18/21 N
ST-DENIS-RE.	19/24 S
PAU	20/27 C
PERPIGNAN	20/20 S
RENNES	17/25 C
STRASBOURG	19/26 N
TOULOUSE	20/23 N
TOURNAI	18/21 N
FRANCE outre-mer	
AYTOWNE	24/30 P
PORT-DE-PR.	25/31 P



Situation le 11 août à 0 heure TU



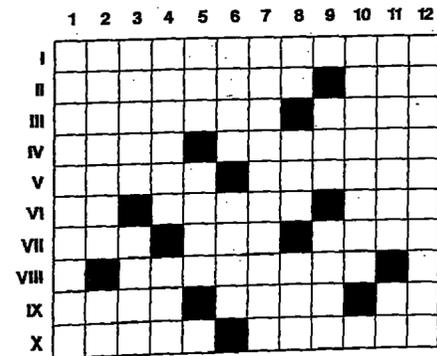
Prévisions pour le 13 août à 0 heure TU

22/25 S	VENISE	24/34 N	SANTAGOCCHI	09 C	ASIE-OCEANIE	26/31 P
12/14 P	VIENNE	18/32 S	TORONTO	16/26 S	BANGKOK	27/29 P
18/23 S	ALBANY	21/30 S	WASHINGTON	21/30 S	BOMBAY	24/31 C
23/24 S	ALGERIE	21/28 S	ALGER	21/28 S	DHAKA	33/42 S
11/20 S	BRASILIA	16/20 S	AFRIQUE	16/20 S	DUBAI	33/42 S
22/32 S	BUENOSAIR.	3/12 S	ALGER	3/12 S	HANOI	29/31 P
19/23 S	CARACAS	25/31 N	DAKAR	27/31 S	HONGKONG	28/30 P
22/24 S	CHICAGO	18/25 S	KINSHASA	20/28 S	JERUSALEM	24/32 S
20/23 S	LIAMA	18/19 C	LE CAIRE	25/35 S	NEW DELHI	28/33 C
18/28 S	LOS ANGELES	18/23 S	MARAKESH	22/29 S	PEKIN	24/31 C
11/16 S	MEXICO	13/23 N	NAIROBI	14/22 N	SEOUL	26/30 N
11/19 S	MONTREAL	14/24 S	PRETORIA	11/24 S	SINGAPOUR	26/31 P
18/26 N	NEW YORK	23/27 P	RABAT	18/25 N	SYDNEY	17/16 C
11/24 S	SAN FRANCISCO	16/23 S	TUNIS	24/35 S	TOKYO	25/31 P

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98191

3615 LEMONDE, tapez SDS (2,23 F/min).



HORIZONTELEMENT

I. Voit la fin de très près. - II. Qui ont peut-être retrouvé leurs charmes. Liaisons en Ile-de-France. - III. Mordants. Contient de lui-même. - IV. Protège l'entrée du port. Arabes, Arméniens, Hébreux, Phéniciens... - V. Montent jusqu'aux narines. Trouve la solution. - VI. Un peu d'opacité. Paris à l'aventure. Echelle de sensibilité. - VII. Article. Réponse positive. Dans les premiers propos. - VIII. En voilà une qui porte très mal son nom. - IX. Personnel. Fils d'Aphrodite. II

saufa les Pénales. Bien arrivé parmi nous. - X. Soudain et violent. Occupait la place centrale.

VERTICALEMENT

1. Un sport qui donne de la hauteur. - 2. Remis à la bonne dimension. Parté dans le Sud. - 3. Marque un passage douteux. Sans partage. - 4. Flotte et fleurit sur les eaux. Roi de Juda. - 5. Somme des valeurs ajoutées. Petit coin tranquille à la campagne. - 6. Soupesés par un bout. Sévère et brutal. - 7. Feraient beaucoup de tort. - 8. Atteint des

sommets. Possessif. Solitaire, c'est un parasite. - 9. Mets délicats. Quatre sur six. - 10. Petite chapelle à la maison. - 11. Partie dans les nuages. Propos enfantin. - 12. Gagné par la mélancolie.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98190

HORIZONTELEMENT

I. Torréfaction. - II. Oraison. Elbe. - III. Navet. Ir. Eté. - IV. Ite. Recours. - V. Testateut. Rr. - VI. Ru. Epate. Eau. - VII. Ur. Tag. Raps. - VIII. Codétenues. - IX. Ni. Néron. Rue. - X. Toussent. Ers.

VERTICALEMENT

1. Tonitruant. - 2. Orateur. Io. - 3. Raves. - 4. Rie. Tétens. - 5. Estrapades. - 6. FO. Etagère. - 7. Anicet. Ton. - 8. Roubrant. - 9. TE. Ur. An. - 10. Iles. Epure. - 11. Obturateur. - 12. Née. Russes.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

ISSN 0989-2087

Imprimé au Monde 12, rue M. Gustave 94022 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

SCRABBLE

PROBLÈME N° 82

Le huitième mot



Tirage : ADEHIRS.

a) Trouvez et placez un mot de sept lettres.
b) Avec ce même tirage, trouvez trois mots de huit lettres en le complétant avec trois lettres différentes appartenant à l'un des mots placés sur la grille.
c) Trouver plus de 40 points sans scrabbliser.
N.B. Dès que vous avez trouvé une solution, effacez-la avant de continuer.
2. Préparation de la grille de la semaine prochaine.
d) A A A B K L V : trouvez un sept-lettre. A E I N N U X : en utilisant une lettre du tirage précédent, trouvez un huit-lettre.
Solution dans Le Monde du 19 août.
Solution du problème paru dans Le Monde du 5 août.
Chaque solution est localisée sur la grille par une référence se rapportant à

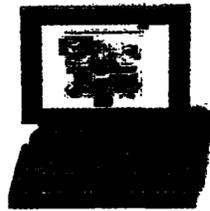
sa première lettre. Lorsque la référence commence par une lettre, le mot est horizontal ; lorsqu'elle commence par un chiffre, le mot est vertical.

a) ENIGMES, 14 B, 89, ou l'anagramme GEMINES, groupés deux par deux.
b) MAGNESIE, M 6, 72, ou l'ana-

gramme ENSIMAGE - GEMINEES, 8 B, 64, faisant US - MENINGES, 9 F, 63 - GISEMENT, 10 A, 64, ou l'anagramme MEETINGS - GOMINEES, 13 G, 78, ou l'anagramme CEMONIES.
c) TAUPINÉE.

Michel Charlemagne

Conseil - Audit



Il y a ceux qui voient l'été comme ça...

Et vous, comment voyez-vous votre été ? Pour nous, l'activité ne s'arrête pas. Nous restons bien entendu au service de nos clients partout où ils opèrent. Sur le terrain du recrutement aussi, nous nous sommes organisés afin de vous permettre de ne pas attendre la rentrée pour nous contacter.



Il y a ceux qui le voient comme ça...

Diplômé(e) d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs, vous êtes débutant(e) ou disposez déjà d'une expérience significative en entreprise ou dans un cabinet de conseil. Nous vous offrons la possibilité de nous rejoindre en qualité de consultant ou de manager dans divers domaines : amélioration des processus, mise en place de grands systèmes intégrés, conduite du changement...

Si ces perspectives vous intéressent, il vous suffit de nous adresser dès maintenant, ou à la rentrée, votre dossier de candidature, sous réf. ETE/1108, à : Dominique Duclos, Deloitte & Touche Consulting Group, 185, av. Charles-de-Gaulle, BP136, 92200 Neuilly-sur-Seine. E-mail : Dduclos@Deloitte.fr

Deloitte & Touche Consulting Group

Pour les uns, nous sommes là tout de suite, pour les autres, nous serons là aussi en septembre

Consultants Managers, rejoignez les spécialistes de la conduite de projets de changement difficiles

7 à 10 ans d'expérience probante en organisation vous ont conduit à intervenir sur des contrats importants et à encadrer plusieurs consultants. Vous cherchez aujourd'hui découvrir de nouveaux horizons en optimisant votre acquis professionnel. Nous vous proposons d'intégrer un projet fort et de passer d'une logique de productivité à une logique de mobilisation des hommes. Vous intégrerez une structure très réactive à dimension humaine, caractérisée par la très grande diversité et l'originalité de ses missions. Juste contrepartie de votre implication : vous pourrez participer au capital dans un avenir proche.

Profil du Manager selon HERBEMONT CÉSAR & ASSOCIÉS

C'est à la fois un homme ou une femme d'écoute et d'action, capable d'animer d'importantes réunions, possédant des qualités de négociateur et un solide bon sens.

Pugnace, il sait « éduquer » son stress et possède une forte présence dans la relation.

Agé de 30 à 35 ans, il est diplômé d'une grande école, parle couramment anglais et si possible une autre langue.



Portrait de HERBEMONT CÉSAR & ASSOCIÉS

Cabinet de référence en matière de conduite de projets de changement politiquement, socialement et humainement difficiles.

- 25 MF de CA.

- 22 consultants.

- Objectifs en l'an 2000 :

50 MF - 50 consultants.

Values

■ Il faut écouter avant de parler.

■ Rien ne résiste au travail.

■ Un homme drôle ne peut pas être mauvais.

HERBEMONT ■ CÉSAR & ASSOCIÉS

Réussir les projets de changement difficiles

Si vous voulez nous rejoindre, envoyez votre CV avec photo et lettre manuscrite sous réf. CM 07/98 à : HERBEMONT CÉSAR & ASSOCIÉS - 24, bd des Iles - 92442 Issy-les-Moulineaux Cedex. Lire notre livre « La stratégie du projet latéral » paru chez Dunod vous permettra de préparer votre entretien.

Consultants Confirmés, rejoignez les spécialistes de la conduite de projets de changement difficiles

Une première expérience 2 à 3 ans au sein d'un cabinet vous a permis de prouver vos qualités de conseil opérationnel, notamment en environnement international. A la recherche d'un projet fort, vous souhaitez aujourd'hui vous impliquer pleinement dans une logique de mobilisation des hommes. Nous vous proposons de vous associer à notre développement et d'intégrer une structure très réactive à dimension humaine, caractérisée par la très grande diversité et l'originalité de ses missions. Juste contrepartie de votre implication : vous pourrez à terme participer au capital.

Profil du Confirmé selon HERBEMONT CÉSAR & ASSOCIÉS

C'est à la fois un homme ou une femme d'écoute et d'action, possédant des qualités d'animateur, de négociateur et un solide bon sens.

Pugnace, il sait « éduquer » son stress et possède une forte présence dans la relation.

Agé de 25 à 30 ans, il est diplômé d'une grande école, parle couramment anglais et si possible une autre langue.



Portrait de HERBEMONT CÉSAR & ASSOCIÉS

Cabinet de référence en matière de conduite de projets de changement politiquement, socialement et humainement difficiles.

- 25 MF de CA.

- 22 consultants.

- Objectifs en l'an 2000 :

50 MF - 50 consultants.

Values

■ Il faut écouter avant de parler.

■ Rien ne résiste au travail.

■ Un homme drôle ne peut pas être mauvais.

HERBEMONT ■ CÉSAR & ASSOCIÉS

Réussir les projets de changement difficiles

Si vous voulez nous rejoindre, envoyez votre CV avec photo et lettre manuscrite sous réf. CC 07/98 à : HERBEMONT CÉSAR & ASSOCIÉS - 24, bd des Iles - 92442 Issy-les-Moulineaux Cedex. Lire notre livre « La stratégie du projet latéral » paru chez Dunod vous permettra de préparer votre entretien.

Juristes Ressources humaines



FRESHFIELDS

Avocats à la Cour

En association avec DERINGER TESSIN HERRMANN & SEDEMUND

recherche pour son bureau de Paris des

Avocats

- plusieurs avocats possédant de 3 à 5 années d'expérience en cabinet dans le domaine du financement (notamment financement de projet, financement d'acquisition, financements structurés, titrisation, marchés de capitaux)
- plusieurs avocats possédant de 3 à 5 années d'expérience en cabinet dans le domaine du droit commercial et des sociétés (notamment droit boursier, fusions et acquisitions)
- plusieurs juristes de formation anglaise ou similaire, possédant de 3 à 5 années d'expérience en cabinet dans les domaines du financement et du droit commercial et des sociétés
- plusieurs juristes possédant de 3 à 5 années d'expérience en cabinet d'avocats ou étude notariale dans le domaine de l'immobilier (notamment financement immobilier, cessions de portefeuilles d'actifs immobiliers, titrisation immobilière, mutations immobilières, urbanisme commercial, baux)
- plusieurs avocats possédant de 3 à 5 années d'expérience en cabinet dans le domaine du contentieux
- plusieurs avocats fiscalistes possédant de 3 à 5 années d'expérience en cabinet

très bonne maîtrise de l'anglais professionnel indispensable, double formation souhaitée (Droit et HEC, ESSEC, ESC, INSEAD, MBA ou LL.M.)

Adresser toute candidature à : Direction des Ressources Humaines, Freshfields, 69 Boulevard Haussmann, 75008 Paris.

Tél. : 01 44 56 44 56

FRESHFIELDS

Bangkok, Barcelone, Bruxelles, Hanoi, Ho Chi Minh Ville, Hong Kong, Londres, Madrid, Milan, Moscou, New York, Paris, Pékin, Rome, Singapour, Tokyo

DERINGER TESSIN HERRMANN & SEDEMUND

Berlin, Bruxelles, Cologne, Francfort, Moscou

RECRUTEMENTS INTERNATIONAL Le Monde

هكذا من الامم

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 12 AOÛT 1998 / 19

Le monde des cadres

Litton Aero Products, importante firme américaine, recherche son

DIRECTEUR COMMERCIAL EUROPE

pour la promotion d'équipements avioniques sur les marchés Européen et Africain. Le candidat, parlant couramment anglais, et bénéficiant d'une expérience dans le secteur de l'aéronautique, devra être motivé afin de développer notre activité sur ce marché porteur. La fonction nécessite une mobilité importante et entraînera des déplacements fréquents en Europe, Afrique et occasionnellement aux U.S.A.

Veillez adresser votre C.V. et prétentions à :
**Litton Precision Products International - Avenue D. Daurat
 Bâtiment Centreda - 31700 BLAGNAC.**

Notre agence de publicité recherche pour anticiper à un prétest de campagne des

Ingénieurs informaticiens Ingénieurs réseaux

Jeunes Diplômés ou première expérience des SSII.

Si cette offre vous intéresse, appelez le 01 53 24 28 44 avant le 15/08/98. Indemnité prévue.

test
qualitatif

Carrières internationales

Carrières européennes en entreprises

JENOPTIK
JENA
Bioinstruments

JENOPTIK Bioinstruments est une entreprise du groupe JENOPTIK qui commercialise des instruments et équipements optiques, analytiques et de laboratoire ainsi que les logiciels correspondants.

En raison de l'expansion rapide de l'entreprise dans le domaine de la biotechnologie nous recherchons :

un(e) commercial(e).

Votre siège se trouvera dans la région parisienne et vous effectuerez votre travail sur l'ensemble du territoire français.

Pour ce poste vous devez être diplômé(e) en biochimie, chimie ou biologie.

Conditions requises :

- esprit d'initiative
- sens relationnel
- autonomie
- mobilité
- bonne connaissance orale et écrite de la langue française et allemande
- expérience dans la commercialisation des biens d'investissement appréciée.

Nous vous offrons un poste en CDI, une rémunération intéressante (voiture de fonction incluse) ainsi qu'une bonne ambiance au sein d'une équipe dynamique.

Envoyez en allemand CV, lettre de motivation et prétentions avant le 31.08.98 à l'adresse suivante :

BGA-Beratungsgesellschaft JENOPTIK
für Personalmanagement mbH
Personalbüro
07739 Jena
Allemagne

JENOPTIK-Gruppe.

Responsable du Programme EPS H/F Réf. VN 98/14

Au titre de votre double fonction de Chef de la Division des satellites en orbite basse de la Terre (LEO) et de Responsable du Programme EPS, vous serez responsable de tous les aspects du Programme et donc de l'ensemble des activités techniques, financières, planification et gestion, de la recette et du transfert du système EPS à la Division Opérations d'EUMETSAT.

Relevant du Chef du Département technique, vous serez à la tête d'une grande équipe pluridisciplinaire et responsable de la gestion globale d'EPS au niveau système, votre objectif étant de livrer un système opérationnel qui réponde aux besoins des clients.

Cette gestion portera sur toutes les activités associées aux phases de développement, de fabrication, d'essais, LEO et recette, avec une emphase particulière sur le secteur-sol, le soutien système, l'intégration, le lanceur, la phase LEO et la préparation des opérations. La planification et le suivi des ressources du Programme EPS feront également partie de vos responsabilités, de même que les activités touchant à la coopération et aux contrats avec l'ESA pour l'approvisionnement des trois satellites METOP, en veillant à l'application des dispositions et normes applicables en matière d'assurance qualité EUMETSAT. Vous serez enfin responsable de la définition détaillée et de la préparation des programmes de satellites en orbite basse de la Terre d'EUMETSAT qui succéderont à EPS.

Pour être retenu, vous devez posséder un diplôme universitaire ou équivalent ou une qualification comparable d'ingénieur, assorti d'au moins dix années d'expérience dans le développement de systèmes satellitaires (secteurs sol et/ou spatial) et d'une expérience réussie de la gestion de projets de développement complexes, soumis à des contraintes de calendrier, de qualité et de coût, acquise de préférence dans un environnement international.

Nous exigeons de vous de solides compétences en matière de négociations et de réelles qualités relationnelles. Grâce à votre aptitude à analyser les risques et contraintes techniques, programmatiques et commerciales, vous savez proposer des mesures adéquates. Vous disposez également d'une bonne connaissance des besoins opérationnels.

Responsable du Système H/F Réf. VN 98/15

En votre qualité de Responsable Système au sein de la Division des satellites en orbite basse de la Terre (LEO), vous serez responsable de la gestion et du contrôle de l'ensemble des activités associées à l'ingénierie système du Programme EPS ainsi que de la coordination et de la gestion des interactions techniques entre les différentes entités participant au développement des éléments du secteur spatial (ESA, CNES et NOAA) et l'Equipe de Secteur-Sol.

Vous relèverez du Responsable du Programme EPS. Votre rôle de gestionnaire couvrira la préparation aux opérations de l'ensemble du système jusqu'à la conclusion positive de sa recette en orbite et son transfert à la Division des Opérations d'EUMETSAT. Au niveau de la coordination et de la gestion des interactions techniques des éléments bord et sol, votre responsabilité visera à assurer la cohérence et la performance de bout en bout de toutes les chaînes d'instruments. Vous travaillerez en coordination avec d'autres disciplines en rapport avec le Programme EPS (planification et contrôle du projet, assurance qualité) et apporterez votre concours à la préparation des programmes en orbite basse de la Terre qui succéderont à EPS.

Pour être retenu, vous devez posséder un diplôme universitaire ou équivalent dans une discipline correspondante ou qualifications comparables dans le domaine de l'ingénierie, assorti d'au moins dix années d'expérience prouvée dans le développement ou les opérations de systèmes satellitaires. Cette expérience inclura au moins trois ans dans une fonction-clé d'encadrement d'activités système ainsi qu'une expérience de management d'une chaîne d'instruments de bout-en-bout.

Vous savez synthétiser rapidement les faits de manière très claire et gérer efficacement les risques. Vous possédez de solides compétences en matière de négociations et de réelles qualités relationnelles.

La maîtrise de l'anglais ou du français ainsi qu'une connaissance pratique d'une autre langue est exigée pour les deux postes.

Basés à Darmstadt, les postes sont pour une durée initiale de quatre ans. En retour, EUMETSAT offre un salaire très compétitif et de nombreux avantages.

Les candidatures (CV et lettre d'accompagnement) sont à adresser en anglais ou en français à EUMETSAT, Mme F. Jayawant, Postfach 10 05 55, 64205 Darmstadt, Allemagne et doivent mentionner la référence VN 98/14 ou VN 98/15.

Seuls les ressortissants des Etats membres d'EUMETSAT sont habilités à poser leur candidature.

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 14 septembre 1998.

RECRUTEMENTS INTERNATIONAUX

Le Monde

1^{er} quotidien français à l'étranger

Etats membres : Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Irlande, Italie, Pays-Bas, Norvège, Portugal, Espagne, Suède, Suisse, Turquie, Royaume-Uni.

EUMETSAT
Europe's Meteorological Satellite Organisation
Organisation Européenne de Satellites Météorologiques

Carrières internationales



EUROPEAN CENTRAL BANK

VACANCIES IN THE EUROPEAN CENTRAL BANK PRESS OFFICERS IN THE DIRECTORATE FOR EXTERNAL RELATIONS

The European Central Bank (ECB), established in Frankfurt am Main on 1 June 1998, is urgently seeking applications from suitably qualified candidates to fill vacancies in its Directorate for External Relations. The ECB has its own terms and conditions of employment, including a competitive salary structure, retirement plan, health insurance and relocation benefits. Candidates must be a national of a Member State of the European Union.

The holders of this position will work in a team assisting the Head of the Press Division in the performance of her duties, in particular:

- elaborating responses to the media and to the public in general regarding the ECB and European monetary policy;
- organising press conferences and newspaper, television and radio interviews;
- drafting of contributions to the press;
- evaluating press reports on issues of relevance to the ECB and compiling a daily press digest for the use of the Management of the ECB.

Qualifications

- Candidates should have a university degree in economics or business administration.
- A very good command of English and proven drafting ability in English are required. Italian, French or a Scandinavian language as the candidate's mother tongue is desirable but a working knowledge of at least one other European Union language is required.
- The ability to work under time pressure and to tight deadlines.
- Familiarity with modern office equipment and personal computers.
- A sound knowledge of central banking and institutional features of the Community would be an advantage.
- Experience of contact with the media is desirable.

Ref: ECB/12/98LM

Applications

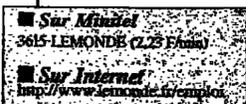
Applications should include a Curriculum Vitae and a recent photograph, together with references confirming the required experience and skills. They should quote the reference number and should be addressed to the European Central Bank, Directorate Personnel, Postfach 16 03 19, D-60066 Frankfurt am Main, and should reach us no later than 23th August 1998. Applications will be treated in the strictest confidence and will not be returned.

These vacancies are also published on Internet: <http://www.ecb.int> but applications should only be submitted on paper via surface mail.

Un Monde de carrières à portée de clavier

Consultez toutes les offres d'emploi parues dans LE MONDE et dans 18 autres titres de presse.

Recherche multi-critères : fonction, secteur, lieu, mot-clé. Mise à jour hebdomadaire le jeudi



Une façon

**SIMPLE
FIABLE
EFFICACE**

- de rechercher un emploi
- de retrouver une annonce déjà parue

Secteurs de pointe

FCI est un groupe international, filiale du groupe FRAMATOME. Présent dans 23 pays, il compte 8500 personnes et plus de 43 filiales. Il est numéro 3 mondial et leader en Europe sur les marchés de la connectique. Pervenaire de grandes entreprises dans les secteurs de l'électronique, de l'informatique, des télécommunications et de l'automobile, il propose une large gamme de produits standardisés et spécifiques.

Responsable Technique et Qualité

La branche Interconnexion (IM) est spécialisée dans la conception et la fabrication de produits de haute technologie aéronautique et industriel, notamment des connecteurs et des composants électroniques.

Son besoin est de recruter un responsable technique et qualité de la ligne de production de connecteurs électroniques. La mission est d'assurer la maîtrise de la qualité et un rôle de conseil technique et qualité.

Vous devez être titulaire d'une formation d'ingénieur et posséder 5 ans d'expérience professionnelle dans la maîtrise de technologies modernes et de produits de haute technologie. Le poste est situé à Paris.

Si vous êtes intéressé(e), merci de nous adresser votre CV et lettre de motivation à notre conseil DROUOT-HERMINET, 33, rue de Mirosmail - 75008 Paris.

FCI connecte le monde



<http://www.fciconnect.com>

INITIATIVES LOCALES

— les offres d'emplois cadres des collectivités territoriales —

Cadres territoriaux

Le Département de l'Ariège recherche

un Directeur du comité départemental du tourisme

Garant de la démarche qualité, vous serez chargé avec l'appui d'une équipe composée des responsables de production, promotion, communication, centre de ressources et une centrale de réservations, de :

- superviser la production et la promotion touristiques
- coordonner les actions départementales de tourisme et relations publiques
- gérer la structure, le projet de développement du comté et du service loisirs accueil.

A 35 ans minimum, de formation supérieure (BAC + 4), vous possédez une expérience prouvée du management, marketing, ingénierie de projet.

Des compétences touristiques seraient appréciées.

Les candidatures doivent être adressées à :

Le Directeur du Comité Départemental du Tourisme

1, rue de la République - 09000 Foix - Ariège

Tel. 03 20 61 11 11 - Fax 03 20 61 11 12

Courriel : direction@comite-tourisme.ariège.fr

Site Internet : www.comite-tourisme.ariège.fr

La terre courrage



MONTPELLIER DISTRICT

LE DISTRICT DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

(15 Communes, 300 000 habitants)

RECRUTE selon conditions statutaires

UN DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES

(GRADE : Attaché ou Directeur)

Placé sous l'autorité de la Direction des Ressources Humaines :

il (elle) animerait une équipe de 9 personnes, pour assurer :

- ⇒ Gestion prévisionnelle des effectifs (426 titulaires),
- ⇒ Gestion des carrières et de la paye (650/mois),
- ⇒ Gestion des instances paritaires,
- ⇒ Gestion de la formation,
- ⇒ Relations sociales.

PROFIL :

- ⇒ Expérience similaire d'au moins 5 ans
- ⇒ Maîtrise du statut de la fonction publique territoriale
- ⇒ Sens aigu de l'organisation
- ⇒ Capacité d'animation
- ⇒ Grande disponibilité
- ⇒ Maîtrise de l'outil informatique

Dépôt de candidature : le 4 septembre 1998 dernier délai

Candidature à : PSYNERGIE 39, rue Leon Blum 34000 MONTPELLIER

Avis de concours de la fonction publique territoriale

LE DÉPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE

recrute pour la Direction de la Vie Sociale et par voie de concours sur titres des 16 et 17 novembre 1998

30 ASSISTANTS SOCIO-ÉDUCATIFS, spécialité assistance de service social, titulaires du diplôme d'Etat d'assistant de service social relevant de la Fonction Publique Territoriale.

Pour tous renseignements s'adresser au : Conseil Général des Hauts-de-Seine - Direction des ressources humaines - Bureau des Concours, 2 à 16 Boulevard Soufflot - 92015 NANTERRE Cedex. Tél. 01-47-29-30-31 (Poste 52.84)

OPÉRA Le Festival de Salzbourg propose une lecture déroutante du *Don Carlo* de Verdi, tout en noir et pleurs, mise en scène par Herbert Wernicke. Dirigée par Lorin Maazel,

la distribution, qui n'abrite aucune star, révèle d'excellents chanteurs. **MARINA MESCHERIAKOVA**, jeune Russe qui vient de faire ses débuts au Metropolitan Opera de New

York, s'y distingue tout particulièrement. **AUTRE MOMENT DE CHOIX**, célébré par un triomphe du public, un *Parsifal*, de Richard Wagner, sous la baguette parfaite de Valéry Ger-

giev. Le rôle-titre est incarné par Plácido Domingo - star du chant lyrique s'il en est -, qui n'en fait pas trop et touche ici à la grâce. **À SAINT-CÉRÉ** (Lot) se donne aussi un

opéra, avec infiniment moins de moyens. Si l'adaptation qui a été faite de *Manon*, l'œuvre de Massenet, est séduisante, l'interprétation se révèle décevante.

A Salzbourg, Lorin Maazel dirige un étonnant « Don Carlo » sans star

Sous la baguette intransigeante d'un grand chef, l'opéra de Verdi est servi par une distribution de qualité, dominée par le chant de la jeune Marina Mescheriakova. Couleur noire, odeur d'encens, cette production déroutante puis bouleverse

DON CARLO, opéra de Verdi. Avec René Pape (Philippe II), Sergueï Lacin (Don Carlo), Carlos Alvarez (Rodrigo), Marina Mescheriakova (Elisabeth), Dolores Zajtch (la princesse Eboli), Paul Plishka (le Grand Inquisiteur), Robert Lloyd (Charles Quint). Orchestre philharmonique de Vienne, Chœur de l'Opéra de Vienne, Lorin Maazel (direction). Herbert Wernicke (mise en scène, décors et costumes). Albrecht Puhmann (dramaturge). **GROSSES FESTSPIELHAUS**, les 13, 16, 18, 21, 24 et 30 août, à 18 heures. 150 F à 2 200 F. Tél. : (00) 43-662-80-43-01.

SALZBOURG

de notre envoyé spécial
Retour en force de la robe longue et du smoking pour cette première de *Don Carlo* au Grosses Festspielhaus. Il n'y a pourtant aucune star du chant dans la distribution, seulement (1) d'excellents chanteurs et Lorin Maazel, l'un des (vraiment) grands chefs de notre époque. Il y a même deux chanteurs assez peu connus qui récolteront des applaudissements fervents à l'issue d'une représentation accueillie sans grand éclat, sauf les quelques huées obligées pour le metteur en scène.

Carlos Alvarez, jeune baryton espagnol, protégé de Plácido Domingo - il a déjà chanté à Londres, Vienne, Zurich, Washington, Hambourg et Genève -, s'est révélé être un *Marquis de Posa* flamboyant, vaillant et sensible, sans aucune affectation ni grandiloquence, splendide. Marina Mes-

cheriakova, jeune Russe issue du conservatoire Tchaïkovski de Moscou, au talent peaufiné par Licia Albanese, a chanté un peu partout en Europe et vient de faire ses débuts au Metropolitan Opera de New York, sous la baguette de Myung Whun Chung. Elle est la grande révélation de cette production, Elisabeth de Valois au chant sublime, dont la perfection d'intonation, le legato parfait, la voix moelleuse, égale sur tous les registres, les qualités d'interprète, l'humanité bouleversante ont dominé une distribution qui force l'admiration - même si Paul Plishka est un peu fatigué désormais.

La « Prière » chantée par Marina Mescheriakova sur le tombeau de Charles Quint, au début de l'acte IV, est un moment de pur bel canto, une leçon de chant et d'interprétation inoubliable qui donne envie d'entendre bientôt cette chanteuse à l'Opéra-Bastille, dont les distributions valent aux mélomanes d'entendre quelques-unes des plus belles voix d'aujourd'hui... A preuve, les biographies des chanteurs mentionnent désormais le passage à l'Opéra de Paris en bonne place. N'est-ce pas un signe du redressement d'une maison qui devra désormais s'atteler à choisir mieux ses chefs d'orchestre - hélas ! l'époque est pauvre.

CÉRÉMONIE DÉSENCHANTÉE

Dolores Zajtch est Eboli. Grande spécialiste du rôle de la princesse borgne, la mezzo américaine a chanté sur les plus grandes scènes jusqu'à Orange, où elle fut une Amneris dans *Aïda*, de Verdi, noire à souhait. Elle a peu de ri-



Révélation de cette production, Marina Mescheriakova, avec René Pape et Carlos Alvarez.

vals dans le rôle d'Eboli : voix immense, intonation parfaite, tempérament dramatique, chant formidable de présence et de tenue, elle reste égale à elle-même et insurpassée de nos jours. Il faut entendre son « *O don fatale, O don crudel* » qui clôt la dernière scène de l'acte III pour prendre la mesure des qualités vocales de cette chanteuse, que Decca vient d'engager pour enregistrer *Russalka* de Dvorak, à Prague avec René Fleming et Charles Mackerras. Le ténor Sergueï Lacin est un infant sans reproche dont la voix se ma-

rie bien à celle d'Alvarez, qui manque peut-être de ce petit quelque chose d'indéfinissable qui ne manque pas à René Pape, dont le Philippe II se plie vocalement à la complexité du personnage, écartelé entre le pouvoir, l'amour, la jalousie, le devoir d'Etat et la crainte de Dieu.

Pour couronner le tout, les voix se marient aussi idéalement, en timbre, en style et en puissance que la direction de Lorin Maazel et la mise en scène de Wernicke. Le metteur en scène allemand a décidé de transformer cette

frisque flamboyante (qui l'est plus encore dans la version originale française que dans la version italienne en quatre actes de 1884 choisie) en une sorte de cérémonie désenchantée, humaine et funèbre. Maazel dirige d'une façon si analytique que l'on entend chaque détail de la partition, il dessine les phrases avec un soin amoureux, manie la dynamique avec une science incroyable qui ne lui fait jamais couvrir les chanteurs. Ce faisant, il accorde une confiance peut-être excessive à la partition de Verdi, qui n'échappe

pas toujours à une grandiloquence et à des maniérismes qu'une direction plus flamboyante ferait passer. Ses tempos, parfois un peu trop lent pour des chanteurs qui voudraient aller plus vite, collent en tout cas à ce qui se passe sur scène.

JUSTESSE PSYCHOLOGIQUE

Quasiment tous de noir vêtus, sauf Rodrigo dont la chemise est rouge, les personnages portent le deuil de ces destins broyés. Un peu comme dans son *Boris Godounov* de Moussorgski, présenté à Salzbourg en 1997, Wernicke brosse une Espagne éternelle qui, de l'Inquisition à la période franquiste, eut son lot de malheur, de terreur et d'arbitraire, ses vapeurs d'encens et ses processions religieuses. Si l'on fronce les sourcils au début de la représentation, tellement on est dérouter par cette lecture de l'opéra de Verdi, on finit par être convaincu et ému, parfois bouleversé par tant de fatalité, de justesse psychologique et de vérité face à une œuvre qui ne s'est jamais imposée comme les autres grands ouvrages du compositeur.

Les heures passant, on repense à cette représentation dont la complémentarité musicale et scénique indéfinissable aura pu décevoir les tenants d'un *Don Carlo* plus immédiat, plus un grand degré, et l'on revoit ces grands décors blancs stylisés, dont les multiples ouvertures, les piliers, sont autant de lieux secrets à l'ombre desquels tout peut être vu et entendu, d'où toutes les trahisons peuvent être fomentées.

Alain Lompech

« Parsifal » magnifié par le chef Valéry Gergiev et Plácido Domingo

PARSIFAL, drame sacré en trois actes de Richard Wagner. Avec Franz Grundheber (Amfortas), Franz Josef Selig (Klingsor), Matti Salminen (Gurnemanz), Plácido Domingo (Parsifal), Nikolai Putilin (Klingsor), Waltraud Meier (Kundry). Orchestre philharmonique de Vienne, Chœur de l'Opéra de Vienne, Valéry Gergiev (direction). Wlfried Maczewski (chef des chœurs). **GROSSES FESTSPIELHAUS**, le 8 août.

SALZBOURG

de notre envoyé spécial
Le rêve de Sir Georg Solti, mort en octobre 1997, était de diriger *Parsifal* à Salzbourg. Le chef britannique d'origine hongroise y était venu quand il était étudiant de l'Académie Franz-Liszt de Budapest. Valérie Solti, sa femme - rencontrée dans un hôtel londonien, à la façon du chef, bourru et

sans complexe : au sortir de la douche, ceint d'un drap de bain, il en est, dit la chronique officielle, tombé amoureux au point de l'épouser - raconte aujourd'hui dans un texte du programme que Solti et ses amis tentaient alors de gagner un peu de sous au casino et comment ils perdirent tout... En 1957, le tout jeune Solti devait revenir à Salzbourg comme répétiteur de l'Opéra de Budapest. Et c'est ainsi qu'il se retrouva par le plus grand des hasards à tenir le *glockenspiel* dans *La Flûte enchantée* de Mozart que dirigeait Arturo Toscanini.

Le choc artistique fut si grand que le cours de l'existence de Solti changea. Ses liens avec Salzbourg se relâchèrent avec l'Anschluss et Solti dirigea de temps en temps au Festival, après la seconde guerre mondiale. Karajan lui confia sa Philharmonie de Berlin, à l'été 1989. Après la mort du chef autrichien, la même année, Solti dirigea *Un bal masqué*, de Verdi, pour remplacer son confrère. Puis ce furent *La Flûte enchantée*, *La Femme sans ombre*, de Strauss, *Faust*, de Verdi, et *Fidelio*, de Beethoven, dans la mise en scène de Wernicke reprise cet été.

Solti mort, c'est le Russe Valéry Gergiev qui prend sa place dans la fosse du Grosses Festspielhaus. Dans la fosse, même si cette production est donnée en version de concert. Une fosse surélevée de façon que la tête des musiciens affleure le plateau. Deux grands panneaux de bois placés à droite et à gauche de la scène servent de fond et renvoient les voix vers le public. L'espace libre entre les deux sert à quelques entrées et sorties. Version de concert mise en scène, à la vérité, avec des éclairages si savamment dosés, des entrées si judicieusement réglées, une disposition des chanteurs si intelligente - ils sont sur plusieurs niveaux et bien répartis sur la largeur du plateau -, que l'on se dit que la musique de Wagner gagne à cette mise en espace qui ne détruit en rien le cérémonial voulu par le compositeur. Elle permet aux

chanteurs, au chœur, au chef et au public de se concentrer sur la partition.

Le triomphe fut à cette « représentation » fut à la mesure d'une séance de musique déjà dans les années. Russe élevé dans l'Union soviétique, Valéry Gergiev ne fut pas éduqué dans un pays voué au culte de Wagner. Il a dirigé *Parsifal* en Finlande récemment, mais ce n'est pas sa spécialité comme peuvent l'être les répertoires russe et soviétique.

De nombreuses idées reçues ont toujours cours dans la musique. Elles sont véhiculées parfois par les plus grands musiciens. Avant-hier, Wilhelm Furtwängler démolissait l'Italien Toscanini et les Slaves interprétant Beethoven. Hier, c'était au tour de Sergueï Celibidache de s'en prendre à son tour à Toscanini. Aujourd'hui, c'est Elisabeth Schwarzkopf qui dénie à un chanteur qui ne serait pas de langue allemande de comprendre

et de chanter Hugo Wolf... Gergiev, après de nombreux autres artistes, balaise ces théories en prouvant que le talent, la volonté et l'amour transcendent génétique et nation. Sa direction de *Parsifal* est parfaite d'un bout à l'autre, même s'il a été un peu déconcentré, au début du premier acte, par les toux indiscrettes...

CHARNEL ET TRANSCENDANT

Gergiev dirige avec une intensité insoutenable, une précision que les Wiener Philharmoniker ne suivent pas toujours du côté des derniers rangs des violons. Implacable, il pousse les chanteurs à leur paroxysme et rend vivante une musique que d'autres chefs ont parfois singulièrement rendue transparente à force d'en souligner le caractère cérémonial. Ce *Parsifal* reste transcendant quand il le faut. Il devient charnel quand il le doit.

Le deuxième acte s'inscrit dans les mémoires comme le premier de

La Walkyrie dirigé par Bruno Walter (EMI références), à la veille de l'Anschluss. Waltraud Meier y est incendiaire, sensuelle, ses accents sont si persuasifs que, dans un genre et avec une voix bien différents, elle fait jeu égal avec une Callas, une Casarsa. On comprend *Parsifal*, le chaste, qui succombe à cette présence si charnelle après avoir résisté aux filles-fleurs. *Parsifal*, c'est Plácido Domingo. 57 ans dans les dictionnaires, 63 ou 64 sur le passeport, selon des sources concordantes.

Oubliés la voix trompette et le soleil cuivré des mauvais soirs (à Bastille dans Cavaradossi de *La Tosca*), oubliés les tangos *made for Deutsche Grammophon*, oubliés les concerts, parfois (pas toujours) minables des trois ténors, fût-on le parfait musicien, le *Parsifal* humain, désarmé, lumineux, rayonnant de gloire vocale, irradiant une émotion qui fera venir les larmes lors de sa dernière inter-

vention, du troisième acte. Domingo touche alors la grâce.

Matti Salminen est déjà un Gurnemanz de légende : creux impressionnant de cette vraie basse, diction souveraine, accents tétanisants. Le baryton-basse Franz Grundheber ne lui en cède presque pas en Amfortas, si ce n'est que le grain de sa voix est moins somptueux. Bonne nouvelle, le baryton Nikolai Putilin n'est pas, comme souvent, un chanteur à bout de course à qui l'on a confié Klingsor. Pour parachever le tout, le chœur est impressionnant de justesse d'intonation et de beauté vocale. Toutes ces voix, enfin, sont faites pour aller ensemble et ne ressemblent en rien à cette cuisine d'assemblage mal concoctée qui aura détruit tous les espoirs mis dans *Grandeur et Décadence de la ville de Mahagonny* (Le Monde daté 9-10 août).

A. L.

« Manon » version intime à Saint-Céré

MANON, d'après Massenet. Orchestration de Michel Decoust et François Bou. Avec Monique Poulyo (Manon), Martial Defontaine (Des Grieux), Jean-Sébastien Bou (Lescaut). Chœurs du Festival, orchestre Ostinato, Dominique Trottein (direction). Mise en scène : Olivier Desbordes, avec Sylvie Ottin. Décors, costumes, lumières : Patrick Gouron. **SAINT-CÉRÉ**, L'Usine, le 14 août, à 20 h 30. 120 F à 260 F. Tél. : 05-65-38-28-08.

SAINT-CÉRÉ (Lot)

de notre envoyé spécial
Désirant monter *Manon* en la dépeuplée, Olivier Desbordes, directeur du Festival de Saint-Céré, a demandé à Michel Decoust et François Bou une adaptation de l'œuvre fétiche de Massenet. Les deux compositeurs, qui avaient déjà réalisé un travail du même type

l'an dernier pour *L'Heure espagnole*, de Ravel, se sont donc attaqués aux 618 pages de l'imposante partition. Ils en ont tiré, en accord avec le découpage du metteur en scène, un spectacle d'une heure cinquante, où se retrouve la quintessence de *Manon*. A partir de la version pour piano, ils ont défini un instrumentarium réduit : sept vents (flûtes, hautbois, clarinettes, cors), six cordes et des percussions, plus un orgue de Barbarie dans le tableau du Cours-la-Reine. L'aspect « grand opéra XIX », avec ses répétitions et ses ensembles grandiloquents, s'efface au profit d'une vision resserrée autour des deux figures centrales de Manon et Des Grieux.

Cet ouvrage d'orfèvres, qui transforme *Manon* en opéra de chambre, mériterait un meilleur sort que la présentation qu'en donne le festival. Dans une telle réorchestration, où les instruments jouent très souvent à découvert,

l'ensemble Ostinato, composé de jeunes élèves, montre cruellement ses limites. Dominique Trottein s'efforce d'en tirer le meilleur parti, mais la disposition - l'orchestre est derrière la scène - ne favorise pas les échanges ni l'équilibre sonore entre musiciens et chanteurs. Les deux principaux protagonistes, Monique Poulyo et Martial Defontaine, sont jeunes et beaux, ils composent un couple tout à fait crédible. Vocalement, c'est autre chose. Au lieu de chanter simplement, comme l'impose le parti pris musical et dramatique et comme le permet le lieu, ils forcent leurs voix de façon outrancière. Le reste de la distribution, solistes et chœurs, est encore plus approximatif, à l'exception de Jean-Sébastien Bou (Lescaut), baryton souple et mélodieux.

La production d'Olivier Desbordes et Sylvie Ottin joue, comme pour *Les Noces* de Figuro (Le Monde du 9 août), sur la connivence avec

le spectateur et sur le théâtre de tréteau. Dans la jolie petite salle de l'Usine, réhabilitée de bois dans un style très XVIII^e siècle, une scène en long est placée au milieu du public. Quelques accessoires, des costumes d'époque campent un décor sans surprise dans lequel les metteurs en scène font évoluer trop sagement le petit monde de Massenet et de l'abbé Prévost. Les deux spectacles proposés cette année à Saint-Céré posent d'une manière crue le dilemme dans lequel est enfermé le festival : comment monter de l'opéra, art onéreux entre tous, quand on dispose de peu de moyens ? La réponse est dans une sélection plus poussée des interprètes. Elle se trouve aussi dans un répertoire neuf et dans des choix scéniques imaginatifs, qui tranchent vraiment avec l'univers lyrique conventionnel.

Pierre Moullier

pointe

FCI

ACTIVITES ALES

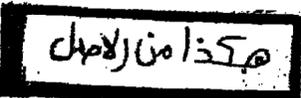
COMI

AVIS DE CONCOURS

LE DEPARTEMENT DES HAUTES-ALPES

22

ASSOCIATION SOCIÉTARI



MARDI 11 AOÛT

FILMS DE LA SOIRÉE

- 20.30 Transit... 22.50 2001, l'odyssée de l'espace... 23.30 Los Angeles 2013...

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

- 19.00 Rive droite, rive gauche... 20.00 Temps présent... 20.50 Zone interdite... 21.00 Enjeux - Le Point...

DOCUMENTAIRES

- 18.30 L'Éclair... 18.35 A la fête foraine de Blackpool... 19.00 L'Histoire de la Harley-Davidson...

MAGAZINES

- 19.30 Le jour se lève au Botswana... 20.00 La Grande Saga des animaux... 20.10 La Saga du vélo... 20.25 Le Sauveteur du Sphinx...

SPORTS EN DIRECT

- 20.00 Football. Coupe de l'UEFA. Hajduk Split - Malmoe...

DANSE

- 18.30 Mezzo junior. Le Chat botté...

MUSIQUE

- 20.55 Frédéric Chopin. Nicolas Economou, piano... 21.00 Brahms par Masur...

TÉLÉFILMS

- 20.50 Intermède arbitraire... 22.25 La Disparue de Las Vegas... 22.40 L'Amour assassin...

SÉRIES

- 19.00 Highlander. La règle du jeu... 20.13 New York Undercover... 20.40 Chicago Hope...

NOTRE CHOIX

19.00 Odyssée de la Harley-Davidson. Pistons, pompes à huile, systèmes de freinage...

1.55 Cinéma I

Les Démocrates. Au début des années 50, Pierre Boileau et Thomas Narcejac, décédés récemment...

1.55 Cinéma II

Highlander. La règle du jeu. Série Club. 20.13 New York Undercover...

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

- 18.10 Contre vents et marées... 19.05 Métrouze Place... 19.50 Le Journal de l'air...

FRANCE 2

- 18.45 Jeux de comédie... 19.15 1 000 enfants vers l'an 2000... 19.20 Quel est qui ?...

FRANCE 3

- 18.20 Questions pour un champion... 18.50 Métrouze des plages... 19.15 Le 19-20 de l'Information...

CANAL +

- 18.35 A la fête foraine de Blackpool... 19.05 Best of Nulle Part Allieurs... 20.00 Zapping...

ARTE

- 19.00 Beany & Cecil... 19.30 Le jour se lève au Botswana... 20.00 Archimède. Encre en mystère...

M 6

- 18.00 Mission casse-cou... 19.05 Sliders, les mondes parallèles... 19.54 Le Six Minutes, Métrouze...

RADIO

FRANCE-CULTURE

- 20.00 Les Rois de France. François Ier... 21.00 Le Radio à l'œuvre. La technique... 22.40 Nocturnes. Le voyage des Dieux...

FRANCE-MUSIQUE

- 21.30 Festival international de piano de La Roque-d'Anthéron... 23.00 Soleil de nuit. Œuvres de Berioz, Leroux, Bach, Ravel, Debussy...

RADIO-CLASSIQUE

- 20.40 Les Soirées. Concert par le Chœur et l'Orchestre de Paris... 22.40 Les Soirées... Œuvres de Mozart, Schubert...

FILMS DU JOUR

- 14.15 Big Man... 18.40 Hanna K... 19.00 S'en fait le mort...

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

- 13.00 et 23.00 Le Magazine de l'Histoire... 14.00 Le Canal du savoir... 15.40 Envoyé spécial... 17.15 A bout portant...

DOCUMENTAIRES

- 17.25 A la fête foraine de Blackpool... 17.45 Le Temple souterrain du communisme... 19.30 Bornéo, le prix des flammes... 19.30 Le Mystère des pyramides...

MAGAZINES

- 20.05 Couples légendaires du XXe siècle... 20.20 Gianni Versace, le magnétique... 20.30 Le Monde en rythmes... 20.30 La Vallée du Rift...

SPORTS EN DIRECT

- 16.30 Cyclisme. Tour de Galles... 18.00 Football. Ligue des champions... 19.00 Tennis. Tournoi messieurs de Cincinnati...

DANSE

- 18.35 Le Lac des cygnes. Ballet. Chorégraphie. Konstantin Sergeyev...

MUSIQUE

- 18.55 Frédéric Chopin. Nicolas Economou, piano... 21.55 Pablo Moré. Au New Morning... 22.40 Les Enfants virtuoses de Harlem...

MUSIQUE

- 18.55 Frédéric Chopin. Nicolas Economou, piano... 21.55 Pablo Moré. Au New Morning... 22.40 Les Enfants virtuoses de Harlem...

THEÂTRE

- 22.45 Mec Mic Mac. Mise en scène. Pascal Lussan... 0.35 Les Fourberies de Scapin. Mise en scène. Jean-Luc Moreau...

TÉLÉFILMS

- 19.35 Quand le diable ricane. Arnold Weintraub... 20.50 Curacao. Carl Schütz... 20.50 Un enfant de trop. Livia Giampalmo...

SÉRIES

- 19.00 Sliders, les mondes parallèles... 19.00 Highlander. Jusqu'à la mort... 19.20 Deux flics à Miami... 19.25 Fals-moi peur...

NOTRE CHOIX

23.25 et 0.10 Arte. It's Now or Never. Comment inventer la réalité. Documenteur, mode d'emploi.

C'est un curieux diptyque que nous propose ce soir « La Lucarne », sous la forme d'un film à double défilé signé d'un réalisateur danois, Jon Bang Carlsen...

A peine moins laconique que cet exorde, le film s'attache surtout à évoquer la façon dont Jimmy, rude paysan danois dans la fleur de l'âge, entend mettre fin à son célibat forcé...

Une explication s'avère nécessaire, elle sera fournie par le deuxième volet du film, qui constitue à la fois une entité autonome et le prolongement du premier. Comment inventer la réalité. Retour de fait la genèse cinématographique de It's Now or Never...

Jacques Mandelbaum

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

- 13.55 Les Peux de Famoux... 14.40 Les Vacances de Famoux... 15.35 Cinq sur 5... 16.30 Extrême limite... 17.20 Beverly Hills...

FRANCE 2

- 13.45 et 17.50 Un livre, des livres... 13.50 Rex... 14.40 Dans la chaleur de la nuit... 15.30 Chicago Hope...

FRANCE 3

- 16.15 Viper... 17.05 Au cœur de l'enquête... 17.55 Kung Fu... 18.45 Jeux de comédie... 19.15 1 000 enfants vers l'an 2000...

CANAL +

- 13.30 Babylon 5... 15.00 Chasseurs du lac Te'Nggano... 15.25 Les Simpson... 15.40 C+ Clés... 17.25 A la fête foraine de Blackpool...

LA CINQUIÈME/ARTE

- 13.55 Les Lumières du music-hall... 14.25 La Cinquième rencontre... 15.05 Les Secrets de l'Inde... 16.25 Modes de vie, modes d'emploi... 16.55 Jeunes marins reporters...

M 6

- 13.25 Pavillons lointains... 13.50 L'Étalon noir... 18.00 Mission casse-cou... 18.55 Open Miles... 19.00 Sliders, les mondes parallèles...

RADIO

FRANCE-CULTURE

- 19.30 La Rage du jazz... 19.50 Chroniques du voyageur immobile... 20.00 Les Rois de France. Henri IV... 21.00 Le Radio à l'œuvre...

FRANCE-MUSIQUE

- 19.34 Soirs de fête... 20.00 Festival international de piano de La Roque-d'Anthéron... 21.30 Festival international de piano de La Roque-d'Anthéron...

RADIO-CLASSIQUE

- 19.30 Classique affaires-soir... 20.40 Les Soirées. Passion selon Saint-Martin...

مركز من لاصح

Le Monde organise le grand jeu de l'été



PLUS DE 700 PRIX À GAGNER!

Chaque semaine, entre le 1307 et le 1308/98, Le Monde publie du lundi au samedi une grande série hebdomadaire...

Jeux n° 5 : Voyage en atoll - du 10/8/98 au 15/8/98

Cette semaine, Le Monde joue « retour vers le futur ». Bon voyage !

Question n° 2 - La Monde du 11/8/98 date 12/8/98

A quelle latitude est située l'île Autopia Sava ?

Claque du jeu n° 5 : le 10/8/98 minuit (le carnet de La Poste faisant foi). Seuls seront pris en considération les papiers libris ou les bulletins-jeu comportant les six réponses du jeu n° 5...

Chaque jour, un indice précieux est diffusé sur RTL entre 7 h 30 et 8 h 30.

Sélection des 100 gagnants hebdomadaires

Chaque jour paraissent un article de la série thématique et une question relative à cet article. Pour poser le défi de répondre aux six questions de la semaine...

Table with 2 columns: Points and Prizes. 1st prize: 1 semaine au Sénégal pour 2 personnes, vols inclus, avec Nouvelles Frontières. 2nd prize: 1 semaine au Maroc pour 2 personnes, vols inclus, avec Nouvelles Frontières. 3rd prize: 1 semaine en Tunisie pour 2 personnes, vols inclus, avec Nouvelles Frontières. 4th prize: 1000 F.

Le classement général. On classe les participants par ordre décroissant du nombre de réponses exactes données aux sept jeux hebdomadaires...

De 1° au 10° prix : des chèques-cadeaux Fnac valables sur tous les produits proposés dans les magasins Fnac : livres, CD, chaînes hi-fi, magnétophone, ordinateur, appareils photo, autoradio, téléviseur, réfrigérateur et électroménager.

Table of prizes: 1° prix: 35 000 F, 2° prix: 25 000 F, 3° prix: 15 000 F, 4° prix: 10 000 F, 5° prix: 6 000 F, 6° prix: 5 000 F, 7° prix: 4 000 F, 8° prix: 3 000 F, 9° prix: 2 000 F, 10° prix: 1 000 F.

Extrait du règlement. Les participants ont l'obligation d'acheter. Participation réservée exclusivement aux personnes résidant en France métropolitaine (Corse comprise). Les faits sociaux exigés pour l'envoi d'un papier libris ou d'un bulletin-jeu...

RTL NOUVELLES FRONTIÈRES fnac logo

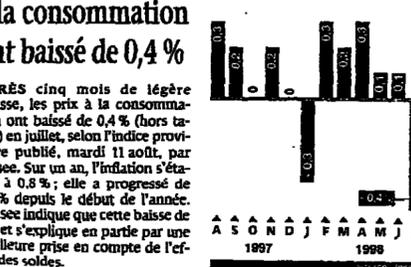
Résultats du jeu N° 2

Les réponses aux questions: Question 1: Trois, Question 2: Jomard, Question 3: La musique, Question 4: Lascaris, Question 5: Bourgignon d'Anville, Question 6: L'institut d'Égypte.

Les 100 gagnants: 1° prix: Une semaine au Sénégal pour 2 personnes, vols inclus, avec Nouvelles Frontières: Eric JEGO, Belfort (90). 2° prix: Une semaine au Maroc pour 2 personnes, vols inclus, avec Nouvelles Frontières: Daniel VIELHOMME, Châtillon-le-Duc (25). 3° prix: Une semaine en Tunisie pour 2 personnes, vols inclus, avec Nouvelles Frontières: Jean-Pierre FAGES, Abri (80).

4° au 10° prix: Un chèque-cadeau Fnac d'une valeur de 500 F: Jean-François BAPTISTE, Le Havre (76) - Danielle BENZINE, Sète sur Lézard (74) - Gaby BERNARD, La Motte (97) - Elise BERTOUT, Noly-le-Sec (93) - Jean BLACHE, Toulouse (31) - Jean-Sébastien BLANC, Montbéliard (25) - Amick BOLMONT, Strasbourg (67) - Éléonore BONNARD, Reims (51) - Béatrice BOURRET, Toulouse (31) - Philippe BRUNET, Valenciennes (59) - Nelly CAHILL, Montceau (92) - Samuel CHERCHET, Paris (75) - Marie-Françoise COCCHIO, Lanester (56) - Carine COLMAN de NEVE, Paris 11 - Cécile COQ, Orléans (45) - Simone COUDRY, Marseille (13) - Suzanne COUDRY, Royan (17) - Jean-Luc CURBAILLE, La Clotte (13) - Ugoel DAHY, Cannes (81) - Eric DAHY, Le Mesnil (78) - Jacqueline DAVID, Beauvais (60) - Amick De VOUCHEZ, Lyon (69) - Pierre DE RHAS, Douzins-sur-Isère (71) - Amick DORVILLE, Meunier (06) - Alain DOUTREIGNE, Paris 2 - Thomas DUVAL, St Catherine les Arz (62) - Gérard EGRIKIAN, Argenteuil (95) - Françoise ESPINASSE, Vity Châtillon (91) - Frédéric FALL, Paris 2 - Nino FERRO, Dieuze (57) - René FLITTI, Plesrin (22) - Georges FOUCAULT, Meaux (77) - Justine FOUQUE, Nantes (44) - Collette FOUQUIERE, Versailles (78) - Jacqueline FRAYSSE, Pons-de-Salars (12) - Michel FRASCHON-RENAULT, Amiens (77) - Véronique FRIELAN, Pierrefitte (57) - André GAUTHEROT, St Maurice sur Moselle (88) - Eve GISSINGER, Guebwiller (68) - Josiane GOURINCHAS, St Jean de Caullies (54) - Michel HENAUET, Verran (07) - Marie HERSEN, Abbeville (80) - Paul JOSSE, Lens St Nicaise (62) - Jean-Pierre JUIEN, Clamart (92) - Raphaël LACHOURE, Iroy-les-Évêques (84) - Pierre LACROIX, Niort (79) - Sébastien LAMY-REYDET, St Geneviève des Bois (91) - Edith LARDET, Paris 4 - Jean-Louis LEBLANC, Lille (59) - Geneviève LEFORT, Paris 13 - Agnès LE ROMANDET, Lorient (56) - Dominique LESURQUE, Paris 13 - Frédéric LEVEIGLE, Flavac (07) - Georges MARTIN, Bourg en Bresse (01) - Yvonne MAS, St Georges d'Orques (84) - Catherine MENTIGAZZI, Grenoble (38) - Henri MELLOU, Versailles (78) - Pierre MIQUEL, Luchon (31) - Colette MOISSET, Revel (31) - Philippe MORIN, St Julien de Toursac (15) - Yannick MOSTACCI, La Seyne sur mer (83) - Clément MULLER, Belfort (90) - Françoise NARDON, Neuhby (92) - Paul WELZ, Fontenay-sous-bois (94) - Henri GIBNOT, Landis (21) - Xavier PANAGUA, Paris 20 - Régis PARMENTIER, Lille (59) - Olivier PEAN, St Omer (59) - Jacqueline PERARNAU, Nayange (57) - Michel PERLIN, Paris 13 - Sylvie PROVOST, Paris 9 - Philippe QUEYRANE, Gilly (01) - Marie-Françoise QUINTON, Paris 13 - Jade REMOUILLE, Sarlat (24) - Claude RIFF, Paris 13 - Bruno RIVOILLER, Evry (91) - Jacques ROBIN, Fontenay-sous-bois (94) - Jean-François ROUCHE, Rouen (76) - Dominique ROUSSET, Cachan (92) - Bernard ROGUEY, Bourg-La-Reine (92) - Marie SAUNDY, Paris 19 - Michel ROUSSEAU, Paris 6 - Andréas SAVIN, Fontenay-sous-bois (94) - Jean-Marie SEVERE, Paris 11 - Anne-Marie SIMON, Villeneuve-Le-Comte (77) - Didier SIMON, Versaille-sur-Seine (78) - Danielle SOTON, Valence (26) - Nicolas STRAUSS, Paris 5 - Gérard TARDIF, St Len La Forêt (93) - Suzanne TERME, St Georges la Forêt (27) - Roland TOCHON, Thiais (94) - Anais TRIOLARE, Grenoble (38) - Lucienne VAILLANT, Torcy (77) - Fabienne VALLART, L'Hay les Roses (94) - Alain VASSORT, St Geneviève des Bois (91) - Michel WAYDFF, Nancy (54) - Caroline ZDELAR, Metz (57).

En juillet, les prix à la consommation ont baissé de 0,4 %



Après cinq mois de légère hausse, les prix à la consommation ont baissé de 0,4 % (hors tabac) en juillet, selon l'indice provisoire publié, mardi 11 août, par l'Insee. Sur un an, l'inflation s'établit à 0,8 %; elle a progressé de 0,2 % depuis le début de l'année. L'Insee indique que cette baisse de juillet s'explique en partie par une meilleure prise en compte de l'effet des soldes.

Plusieurs grandes villes toujours soumises à la pollution de l'air par l'ozone

Les records de chaleur ont été battus pour cette période de l'année

Plusieurs régions et villes de France ont battu des records de chaleur, lundi 10 août, pour cette période de l'année. Au troisième jour de la canicule qui s'est abattue sur l'ensemble du pays, les appareils de mesure de Météo-France ont enregistré des températures de plus de 36 degrés centigrade (C) à Paris, 33 degrés à Lille (Nord), 34,2 degrés à Strasbourg (Bas-Rhin) et 35,4 degrés sous abri à Nancy (Meurthe-et-Moselle). Avec 36,9 degrés au milieu de l'après-midi, Bourges (Cher) est cependant resté en deçà des 41,1 degrés enregistrés le 8 août 1993. Ce coup de chaleur n'épargne aucun département de métropole et a provoqué une ruée vers les lacs et les bords de mer.

La pollution de l'air par l'ozone, liée aux pics de températures, aux gaz d'échappement des véhicules et à l'absence de vent, est plus inquiétante. Quatorze agglomérations ont dépassé, lundi, le ni-

veau 2 de la procédure d'alerte qui en compte trois au total, entre midi et 17 heures, selon l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), en charge du recensement des mesures. Le niveau 2 est fixé à 180 micro-grammes d'ozone par mètre cube d'air. Il s'agit d'Épinal (Vosges), Paris, Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire), Rouen (Seine-Maritime), Le Havre (Seine-Maritime), Strasbourg (Bas-Rhin), Mulhouse (Haut-Rhin), Lille (Nord), Grenoble (Isère), Thionville (Moselle), Orléans (Loiret), Bordeaux (Gironde), Reims (Marne), Nice (Alpes-Maritimes), Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) et Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône). En Alsace, le niveau 2 a même été franchi pour la quatrième journée consécutive à Strasbourg et à Mulhouse.

parisiens. Lundi, à 18 heures, les policiers avaient effectué 38 757 contrôles de vitesse et distribué 800 procès-verbaux (PV) à des auteurs d'infraction. Dans le même temps, 102 contrôles antipollution ont donné lieu à 21 PV et 200 contrôles de vérification technique ont fait l'objet de 36 PV.

Bientôt, la pastille verte

La préfecture de police de la capitale a reconduit, mardi 11 août, « à titre préventif », les mesures concernant la circulation. Il s'agit notamment de la réduction de la vitesse de 20 km/h, par rapport aux vitesses autorisées, 110 km/h sur autoroute et 70 km/h sur les routes nationales et départementales. A Paris, la vitesse est limitée à 60 km/h sur le périmètre de 50 km/h sur les voies sur berge.

La « pastille verte » qui identifie les véhicules les moins polluants autorisés à circuler les jours d'alerte de niveau 3 (360 microgrammes d'ozone par mètre cube) sera opérationnelle à partir du 17 août; ont confirmé les pouvoirs publics. Selon le ministère de l'intérieur, les automobilistes des quarante-deux départements les plus peuplés qui concentrent 72 % des immatriculations ont reçu leur pastille verte ou sont en passe de la recevoir.

Dans un communiqué, les Verts estiment que les mesures d'urgence « ne suffisent pas à inverser la tendance » à l'aggravation de la pollution de l'air. Selon le parti écologiste, « la diminution de la pollution passera par une réduction volontariste de la place donnée depuis des décennies à la voiture individuelle et aux camions ».

Juillet a été le mois le plus chaud sur Terre

Le mois de juillet 1998 est entré dans les annales météorologiques comme le mois le plus chaud depuis le début des contrôles de température sur la Terre en 1880, a déclaré, lundi 11 août, le vice-président américain Al Gore, s'appuyant sur des données fournies par l'Administration nationale atmosphérique et océanique (NOAA). La température moyenne à la surface du globe en juillet a été de 61,7 ° Fahrenheit (16,5 ° C), soit 1,26 ° Fahrenheit (0,7 ° C) de plus que la moyenne globale des mois de juillet depuis cent dix-huit ans. Si rien n'est fait pour lutter contre le réchauffement de la planète, cette tendance risque de devenir dangereuse pour les hommes, a ajouté Al Gore. Au début de l'année, la NOAA et l'Organisation météorologique mondiale avaient défini 1997 comme l'année la plus chaude du siècle. Les dix années au cours desquelles le mercure des thermomètres est monté le plus haut depuis le début des mesures ont toutes eu lieu depuis 1981. Les cinq années les plus chaudes ont été enregistrées depuis 1990.

Charles Josselin au Soudan

LE MINISTRE DE LA COOPÉRATION, Charles Josselin a entamé, lundi 10 août, une mission politique de deux jours à Khartoum. L'aggravation de la situation dans le sud-Soudan, où 2,6 millions de personnes sont menacées de famine, a convaincu la France, en coopération avec l'Union européenne, de faire pression sur le gouvernement de Khartoum, et sur les rebelles, pour que cessent les détournements de nourriture vers les combattants au détriment des populations.

DÉPÊCHES

- TOULON: Marc Bayle sera le candidat unique de la droite, soutenu par les instances UDF et RPR du Var, lors de la prochaine élection législative partielle dans la première circonscription du Var, dont la date n'a pas été fixée.
PARLEMENT: les élections sénatoriales sont fixées officiellement au 27 septembre par un décret du premier ministre paru, mardi 11 août, au Journal officiel. Les départements renouvelables sont ceux de la liste A, de l'Ain à l'Indre, ainsi que la Polynésie française et Wallis-et-Futuna. Des élections partielles seront organisées en Haute-Loire et dans le Puy-de-Dôme, afin de pourvoir les sièges laissés vacants par la mort de Régis Ploton (UDF) et celle de Roger Quillot (PS).
CASTORAMA: le groupe britannique Kingfisher, propriétaire de Darty, de But, de Woolworths, est en pourparlers avec Castorama, le distributeur français de bricolage, selon le Daily Telegraph du mardi 11 août. Kingfisher serait prêt à payer 2 milliards de livres (20 milliards de francs) pour en prendre le contrôle.
AIR FRANCE: la compagnie aérienne française et Korean Air ont annoncé, lundi 10 août, qu'ils commercialiseront, à partir du 1er septembre, leurs vols respectifs entre Paris et Séoul.

Tirage du Monde daté mardi 11 août: 463 345 exemplaires

Les produits saisis chez l'équipe cycliste TVM étaient « dopants »

CEES PRIEM, le directeur sportif de l'équipe cycliste néerlandaise TVM, et Johannes Moors, son soigneur, incarcérés à Reims dans le cadre d'une affaire de dopage, ont été remis en liberté, lundi 10 août. Les deux Néerlandais ne pourront pas retourner dans leur pays dans l'immédiat. Incarcérés respectivement depuis le 23 juillet et le 2 août, ils avaient été mis en examen par le juge Odile Madrolle, pour infraction à la loi sur les substances vénéneuses, à la loi sur le dopage et au code des douanes. André Mikhalov, le médecin russe de l'équipe, est toujours incarcéré et pourrait être lui aussi prochainement libéré.

Le 23 juillet, les enquêteurs du service régional de la police judiciaire de Reims avaient saisi des produits dopants dans les camions TVM et à l'hôtel de Palmiers (Ariège), où résidait la formation néerlandaise pendant la tournée de repos du Tour de France. La justice française avait été amenée à s'intéresser à cette équipe après la saisie le 9 mars, lors d'un contrôle douanier près de Reims, de 104 ampoules d'érythropoïétine (EPO) à bord d'une de ses voitures. Selon le substitut du procureur de Reims, Philippe Laumone, les premières analyses effectuées sur les produits saisis le 23 juillet « confirment la présence de produits dopants ». « D'autres analyses sont en cours pour vérifier si des produits masquants ont pu être réalisés à partir de produits pharmaceutiques licites saisis », a-t-il précisé lundi 10 août. Le résultat des analyses biologiques, effectuées sur six coureurs de TVM lors d'une autre opération de police le 28 juillet à Albertville, n'est toujours pas connu.

TGV 0% DE POLLUTION DANS L'AIR. À NOUS DE VOUS FAIRE PRÉFÉRER LE TRAIN. SNIFF logo. Includes an image of a train and a person's face.

Vertical sidebar with various advertisements and notices, including 'L'ESPRESSO' and other media-related ads.